la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro :

18e année — N° 332 — Nouvele série N° 31 — OCTOBRE 1949. Prix : 40 francs

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois	230 fr.
Un an	400 fr.

EXTERIEUR

Six mois	300 fr.
Un an	500 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la **Révolution prolétarienne**

14, rue de Tracy — PARIS (2e)

Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 17 à 19 heures

le samedi, de 16 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèques postaux :

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 31 - Octobre 1949

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° *De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;*

2° *De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1949 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C.G.T. dépendante du gouvernement ;*

3° *De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;*

4° *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;*

5° *De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;*

6° *De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;*

7° *De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*

Nos Anniversaires

Le premier numéro de la "VIE OUVRIÈRE"

Le 5 octobre 1909, il y a quarante ans, paraissait à Paris, 42, rue Dauphine, le premier numéro de la *Vie Ouvrière*.

Sous une couverture grise et simple, c'est une brochure de soixante-quatre pages de petit format, de présentation soignée.

Feuilletons ce premier numéro. Nous le verrons vite, ce n'est pas seulement par l'aspect que la nouvelle revue tranche sur les publications syndicales d'aujourd'hui.

⁂

Victor Griffuelhes, qui vient de quitter le secrétariat de la C.G.T., rappelle « la leçon du passé » en évoquant le premier « millerandisme » celui de 1899 à 1902, un « régime de corruption ouvrière ». Millerand vient de s'installer au ministère des Travaux publics. La corruption va-t-elle refleurir ? Question mal posée. En fait, la corruption n'a pas cessé. Briand, avec des méthodes différentes, a continué Millerand. Si le syndicalisme se débat dans une crise intérieure, en 1909, c'est à Briand qu'il le doit. Griffuelhes dit sa conviction « que là où il y eut échec en 1900, il y aura également échec en 1909 ». A distance, cela ne paraît pas aussi certain. La démission même de Griffuelhes ne fut-elle pas un succès de Briand ?

De ces pages un peu sèches, il faut retenir — c'est très instructif en 1949 — cette conception de la lutte syndicale :

« Que M. Millerand parvienne à donner au pays un regain d'activité industrielle et commercial, qu'il oriente les capitaux vers le profit industriel, qu'il développe les moyens de transport et de communication, qu'il les perfectionne, tant mieux ! Durant qu'il stimulera le capitaliste, nous nous efforcerons de tirer, par notre force, par nos luttes, de l'extension des affaires, une part plus grande. La lutte est plus aisée lorsqu'elle s'exerce contre un patronat viril, fort des réussites accumulées ; elle est rude et aléatoire lorsque la classe ouvrière n'a devant elle que des exploiteurs appauvris par les procédés routiniers et surannés. »

⁂

« Camarades, tâchons de voir clair dans nos affaires... », s'exclame Cratès (Francis Delaisi), en conclusion d'une étude intitulée : « Les dessous financiers de la Guerre au Maroc ».

Relatant la préparation de l'expédition espagnole de Melilla, Cratès démonte le mécanisme de « l'art d'engager le drapeau ».

« ... Très peu savent par quels moyens d'ingénieux financiers et d'astucieux politiciens amènent des centaines de mille hommes à risquer leur vie pour des intérêts qu'ils ignorent et qui d'ailleurs ne les regardent pas. »

Il s'agissait bien du drapeau ! Il fallait surtout « conserver leurs mines de fer à M. Etienne et au marquis de Romanones ».

⁂

« J'ai voulu être véridique. »

Jean Picton, instituteur, termine ainsi son compte rendu de la discussion sur les programmes d'enseignement qui vient d'avoir lieu, à Nancy, au sixième congrès des Amicales d'institutrices et d'instituteurs.

Jean Picton n'exagère pas les résultats du vote intervenu, qui donna une faible majorité à une motion reflétant très imparfaitement l'opinion des instituteurs syndicalistes. Ceux-ci, pour éviter un échec total, votèrent contre la thèse de l'école laïque ayant pour objet essentiel « de mettre l'enfant à même de remplir plus tard dans la société ses devoirs d'honnête homme, de bon citoyen et de bon Français », un texte disant :

« L'enseignement primaire a pour objet la culture des facultés physiques, intellectuelles et morales de l'enfant. Il vise, en outre, à le munir des moyens de travail et des connaissances utiles à la généralité des hommes, dans quelque condition qu'ils se trouvent. »

Jean Picton conclut :

« Adaptation des programmes et des méthodes par la collaboration des producteurs et des éducateurs, le but à atteindre demeure entier. »

⁂

Le maçon parisien qui donne le récit de la grève de sa corporation ne « bluffe » pas plus que le maître d'école.

Schmitz avoue dès l'abord que son organisation a beaucoup trop fait parler d'elle « pour un résultat comme le contrat de travail collectif, qui n'est qu'une phase de son évolution syndicale... »

Du 26 août au 10 septembre 1909, les maçons parisiens abandonnèrent les chantiers pour obtenir trois choses :

La suppression du travail à la tâche ;

Un contrat collectif acceptable ;

Une augmentation des salaires.

L'entrepreneur Despagnat venait de se déclarer contre le tâcheronat. Le secrétaire syndical Schmitz saisit la perche tendue : Allons-y ! Puisque nous sommes d'accord là-dessus, mettons cela sur le papier. Mais l'assemblée générale des maçons n'entend pas discutailler à froid. Elle décide la grève générale immédiate de la corporation. Ce n'est pas, on le pense bien, du goût des entrepreneurs. Leur président se répand en imprécations du genre de celle-ci :

« Les maçons du syndicat de la Bourse du travail sont des apaches, des bandits avec lesquels il est impossible d'avoir un accord ; les événements vont le prouver ; mais qu'importe, nous aurons le beau rôle. »

Pas si beau que cela. La grève est effective. Le 6 septembre, les délégations ouvrière et patronale se réunissent rue de Lutèce. Finalement, on s'accorde sur les grandes lignes d'un texte que Schmitz reproduit intégralement. Les maçons obtiennent 0 fr. 95 de l'heure. Les entrepreneurs s'engagent à ne plus employer de tâcherons. Le premier contrat collectif de la maçonnerie parisienne est signé. Le syndicat ouvrier a accepté la formule : « Les ouvriers s'engagent à fournir un rendement de travail proportionnel au salaire... » (Article 4).

En matière de grève, les militants ouvriers n'avouent pas facilement leur échec. Combien de bulletins victorieux cachent des défaites ! Schmitz ne dissimule rien : « Ah ! si les délégués ouvriers avaient senti derrière eux une masse capable de supporter, comme en 1906, quarante-deux jours de grève, les pourparlers auraient certainement été rompus. On ne se serait pas satisfait à si bon compte. Mais on ne lutte pas impunément, de toutes ses forces, trois années de suite... »

***

Le métallurgiste Merrheim montre ensuite « l'accaparement de la houille blanche ». Etude documentée d'un trust en formation.

« Le citoyen Carlier, dont j'ai lu avec attention les articles du *Socialisme*, haussera peut-être les épaules. N'empêche. Je le dirai. Je tâcherai... de le prouver par un amas de preuves. »

Un amas de preuves. C'était la méthode de Merrheim.

Intéressant de reproduire sa conclusion :

« Quelques naïfs parlent de nationalisation de la houille blanche, comme s'il était possible de faire lâcher prise aux fauves du patronat métallurgiste, de leur desserrer les crocs au moyen d'une pauvre résolution parlementaire. N'a-t-on pas la conviction, après tant de faits récents, que ces êtres sont au-dessus des lois et des parlements. Ils tiennent les parlements ; c'est eux qui leur dictent les lois. »

Avec des faits, avec des preuves, comme le faisait Merrheim, qui nous dira si les nationalisations ont ou n'ont pas aboli les trusts ?

***

Une seule rubrique, dans ce premier numéro. Une rubrique qu'on ne trouve plus guère. C'est une revue de la presse patronale. Le militant ouvrier rend compte de ce qu'écrivent les « singes » de sa propre corporation. Voirin donne l'essentiel du dernier numéro du *Moniteur de la Cordonnerie*. Picart, qui est encore sur la brèche à la Fédération des coopératives ouvrières du bâtiment, s'occupe des entrepreneurs. A propos du contrat collectif parisien, il répond à un rédacteur du *Bâtiment* : « Ses jérémiades ne serviront à rien, le tâcheronat devra disparaître et avec lui une bonne partie du petit patronat du bâtiment. »

***

Petite revue, riche substance.

Pourtant, j'ai gardé le meilleur pour la bonne bouche.

Le meilleur de ce premier numéro de la *Vie Ouvrière*, ce sont les deux pages et demie de la couverture où Pierre Monatte, dans sa « Lettre familière aux cinq mille abonnés possibles qui recevront ce numéro », explique l'objectif de la nouvelle revue :

« La *Vie Ouvrière* sera une revue d'action. Une revue d'action ? Parfaitement ; si bizarre que cela puisse sembler. »

Ce n'était pas si bizarre.

« Nous voudrions, continue-t-il, qu'elle rendît des services aux militants au cours de leurs luttes, qu'elle leur fournisse des matériaux utilisables dans la bataille et dans la propagande et qu'ainsi l'action gagnât en intensité et en ampleur... »

Il ne s'agit donc pas d'une revue de spectateurs du mouvement.

Ce n'est point non plus une chapelle :

« Les camarades qui se sont rencontrés autour de la *Vie Ouvrière* — et en forment le noyau — ne partagent pas toutes (tous) les mêmes opinions. Il en est qui appartiennent au parti socialiste et y militent activement ; d'autres consacrent tout leur temps et toute leur activité au mouvement syndical — c'est la majorité — ; d'autres, enfin, sont anarchistes et ne s'en cachent nullement. Mais tous, nous sommes unis sur le terrain syndicaliste révolutionnaire et nous proclamons nettement antiparlementaires.

» Tous aussi, nous croyons qu'un mouvement est d'autant plus puissant qu'il compte davantage de militants informés, connaissant bien leur milieu et les conditions de leur industrie, au courant des mouvements révolutionnaires étrangers, sachant quelles formes revêt et de quelles forces dispose l'organisation patronale, et... par-dessus tout ardents ! »

Mais, attention !

« *Nous n'avons ni catéchisme ni sermon à offrir.* Nous ne croyons même pas à la toute-puissance de l'éducation ; car nous croyons que la meilleure éducatrice c'est l'action. »

***

Relisons, ou lisons, les 116 numéros de la *Vie Ouvrière* d'avant guerre, du 5 octobre 1909 au 20 juillet 1914.

Nous verrons comme elle est différente de la pauvre chose qu'en a fait le jean-foutre à qui elle fut donnée en janvier 1922.

Nous verrons surtout que le syndicalisme de 1906 n'était pas ce que prétendent ses dénigreurs (il en existe encore).

Les hommes « qui firent la C.G.T. » étaient d'une autre trempe que les politiciens syndicaux d'aujourd'hui.

Ce n'est pas parce que le syndicalisme a trouvé dans son sein ses propres négateurs que nous pouvons le condamner.

C'est tout au contraire une raison de fidélité.

Qu'auraient été les événements si son essor n'avait pas été brisé par la guerre et par la trahison ; si, en 1920, il s'était trouvé aux mains d'hommes de 1906 ; si, en 1936, lors de la grande flambée, des hommes de 1906 l'avaient animé et conduit ?

Renforçons donc notre ambition : **Faire de la *Révolution prolétarienne* une revue comparable à celle dont Pierre Monatte peut être justement fier.**

Maurice CHAMBELLAND.

Dans l'Internationale

Nationalisme contre Colonialisme

Le conflit entre la Yougoslavie et l'empire stalinien a pris en ces dernières semaines un tel caractère de gravité que l'on a pu évoquer, quant au ton des notes échangées, le souvenir des diatribes d'Hitler contre la Tchécoslovaquie en 1938 et la Pologne en 1939. La cause fondamentale — la seule cause sans doute — en a été suffisamment éclairée par le procès engagé en Hongrie contre Rajk et ses « complices ». Il s'agit bien de la résistance au colonialisme russe — menée à Belgrade comme à Budapest par des communistes authentiques (au sens que ce terme a pris depuis la corruption du communisme par le stalinisme) qui n'entendaient pas subordonner toute la vie et l'activité de leurs peuples aux intérêts économiques et stratégiques de la puissance moscovite. La R.P., en 1948 — avant et après la condamnation de Tito — a publié sur ce problème les premiers éléments d'une documentation précieuse. On a voulu, dans ce pays où 76 % de la population vit de l'agriculture, développer une industrie lourde de guerre, engager 90 % des travaux publics pour des objectifs stratégiques, alors qu'il fallait reconstruire les ponts, les routes et 20 % des maisons, 36 % des usines détruits par la guerre.

Mais le conflit a éclaté au sein du Kominform où il a bien fallu, en dissimulant la cause fondamentale, provoquer et entretenir la polémique par des arguments d'apparence « doctrinale ». Si les propos échangés tournent autour de la réalité, ils n'en sont pas moins significatifs, car ils permettent d'apprécier la qualité du « communisme » de 1949.

On utilisera à cet effet la correspondance de Tito à Molotov et à Staline, celle échangée entre les Comités centraux des partis communistes yougoslave et pansoviétique publiées dans la presse de Moscou et de Belgrade, puis en brochure yougoslave, traduite en anglais et portée à notre connaissance par le *Bulletin de l'Association d'Etudes et d'Informations politiques, internationales* (du 15 septembre-15 octobre 1949).

C'est le 28 juin 1948 que le coup de théâtre a éclaté : *la déchirure dans le rideau de fer*. En fait la mine était allumée depuis plusieurs mois. Les 18 et 19 mars 1948, le gouvernement soviétique décide de rappeler immédiatement ses conseillers et instructeurs militaires et ses spécialistes civils résidant en Yougoslavie. Ceux-ci, en effet étaient — paraît-il — « *placés sous le contrôle de la Sécurité yougoslave* ». Le gouvernement Tito reconnaît « *avoir interdit aux fonctionnaires de donner à qui que ce soit des informations économiques. Les officiels soviétiques devaient s'adresser directement au parti yougoslave ou au gouvernement* ».

Evidemment les gens de Moscou se plaignent des opinions antisoviétiques professées par les leaders yougoslaves : « *En U.R.S.S. règne actuellement un chauvinisme de grande puissance —l'U.R.S.S. voudrait conquérir économiquement la Yougoslavie — le Kominform n'est qu'un instrument de conquête soviétique* », etc... Ils critiquent âprement l'absence de démocratie au sein du parti yougoslave (! ?), le fait que la force dirigeante reste le Front National et non le Parti... et la présence de Velebit, « espion anglais » (! ?) au ministère des Affaires étrangères de Belgrade.

Enregistrons d'abord les affirmations que la contradiction ne conteste pas, renforce ou n'atténue que difficilement.

Sur la démocratie au sein du parti yougoslave : le Comité central du parti élu par une conférence clandestine le 23 octobre 1940 comprenait 29 membres : 10 ont été tués et 2 exclus. Il en reste donc 17. Or à l'heure actuelle le Comité central comporte 26 membres, soit 9 membres non élus, mais « cooptés ». En 1948 — 3 ans après la Libération — le congrès du parti ne s'était pas encore réuni. Il fallait — affirme Tito — « *le préparer minutieusement afin qu'il fasse figure de démonstration* ». Mais que penser de la vertu démocratique des gens de Moscou : « *Nous savons que les membres du P.C.Y. craignent d'exprimer librement leurs opinions et préfèrent se taire plutôt que de s'exposer à des mesures répressives* » (1).

Ce n'est pas en Russie qu'une telle forfaiture serait consommée ! Evidemment, les neuf partis du Kominform ont reçu la lettre d'accusation contre Tito et ses amis, sans que ceux-ci soient informés. La condamnation a suivi le réquisitoire, sans que l'accusé ait été entendu. « Notre formule, disait en 1925, Paul Marion, alors aboyeur de Moscou, c'est le centralisme démocratique. Selon les circonstances on met l'accent sur centralisme ou sur démocratique ». Staline joue de... « l'accent » avec quelque virtuosité.

Sur le Front National Yougoslave (à propos MM. Albert Bayet et Louis Saillant ne pourraient-ils nous donner des nouvelles de son frère de France ?), écoutons Tito : « *Le P.C. assure complètement la direction du Front National et en forme en quelque sorte le noyau. Il n'y a donc pas comme vous le prétendez, de danger de voir le P.C. se dissoudre dans la masse du Front National* ». Ce n'est pas suffisant. Staline a parlé, par ses scribes :

« *Selon les théories du marxisme-léninisme, le parti communiste est la forme la plus parfaite de l'organisation de la classe ouvrière et se trouve par le fait placé au-dessus de toutes les autres organisations : au-dessus du Soviet en U.R.S.S., au-dessus du Front National en Yougoslavie. Le parti est au-dessus de toutes les autres organisations ouvrières, parce qu'il a son propre programme, sa propre politique et sert de fondement à l'organisation et à la direction de toutes les autres organisations ouvrières.* »

A propos des spécialistes militaires soviétiques : le gouvernement yougoslave ne pouvait plus supporter la charge de leurs émoluments et soldes — quatre fois plus élevés que ceux des officiers supérieurs yougoslaves, trois fois plus élevés que les traitements des ministres d'Etat (30 à 40.000 dinars par mois). Moscou confirme : c'est l'équivalent des traitements en roubles des généraux soviétiques. Un spécialiste des questions monétaires internationales ne pourrait-il nous instruire sur la valeur réelle de ces rémunérations, par comparaison avec les salaires des ouvriers français, yougoslaves... ou russes ?

Il est d'autres points controversés que nous pouvons retenir pour l'édification de nos amis. Cette histoire d'un espion anglais au ministère des Affaires étrangères de Belgrade paraîtrait invraisem-

(1) On vient de réunir le 10e Congrès des syndicats soviétiques. Le 9e datait de 1932. Dix-sept ans entre deux congrès. Et pendant ces dix-sept ans, toute la direction élue en 1932 a été exterminée...

blable à qui ne connaît pas le «clandestinisme» slave qui entretient toujours une atmosphère brumeuse autour des hommes et des actes humains — et le système stalinien de la « bombe à retardement » par lequel la mèche est allumée très longtemps avant et à très longue distance du jour et du lieu de l'éclatement. Que Belgrade garde à un poste important un haut fonctionnaire, objet d'une enquête aussi grave — ce serait ahurissant, si l'on ne connaissait l'art de Moscou à compromettre ceux que l'on veut tenir ou intimider et à procéder par accusations progressives ! Hier, Tito était coupable de complaisance à l'égard des agents et espions anglo-saxons ! Aujourd'hui, Tito est dénoncé comme un vieil agent de l'impérialisme anglo-américain ! Hier, les dirigeants yougoslaves appelaient par leur indocilité, leurs erreurs doctrinales, de sévères remontrances ! Aujourd'hui ils sont dénoncés comme les « *bourreaux du peuple yougoslave... dont il faut arrêter les crimes sanglants* ». Lorsque nous affirmons que toute discussion est impossible avec les staliniens, car nous ne parlons pas le même langage, ce n'est pas une dérobade... c'est une constatation encore confirmée par l'évolution de l'affaire Tito. Le vocabulaire appartient à l'arsenal de la stratégie et de la tactique. On ne dit pas ce qui *est* ou ce *que l'on pense* — mais ce qui est *utile*. Ainsi Trotsky, dans toutes les affirmations publiques des gens de Moscou, se présente comme un traître aux trahisons longuement préméditées, comme un ennemi constant du « léninisme ». Dans une lettre — non destinée à la publicité — du P.C. pansoviétique du 4 mai 1948, il est reconnu que « *Trotsky eut en son temps bien du mérite révolutionnaire. Cela ne l'empêcha pas de commettre des erreurs* ». Quelle modération dans le ton !

L'essentiel cependant sans être nettement précisé apparaît sous le fatras de cette littérature — aussi indigeste quant au style, mais beaucoup plus pauvre et sordide quant au fond — que les thèses kilométriques qui marquèrent la bolchevisation il y a 25 ans.

L'essentiel c'est d'abord la question paysanne. Il paraît inadmissible aux gens de Moscou que « *la paysannerie y compris les koulaks* (! ?) *constitue le pilier de la nouvelle Yougoslavie* ». Tito peut affirmer qu'il procède à la « socialisation progressive » du pays. Ce que veut Staline c'est la liquidation immédiate des paysans indépendants — non par volonté « socialiste », mais pour prévenir toute résistance à la bureaucratie.

C'est aussi la subordination de la gloire des « libérateurs » au prestige de l'armée rouge.

« *En matière de révolution, les P.C. français ou italien ont encore plus de mérite que le P.C.Y. bien que n'ayant pas encore réussi. Car le P.C.Y. ne doit sa réussite qu'au fait que l'armée soviétique se rua à l'aide de la Yougoslavie, balaya l'armée allemande, libéra Belgrade et créa en Yougoslavie des conditions favorables à la prise du pouvoir par le parti communiste*. Nous regrettons que l'armée soviétique n'ait pu de la même façon aider les P.C. italien ou français. » (Lettre du P.C.P. du 4 mai 1948.)

Dans ces conditions et par voie de conséquence directe, la volonté d'autonomie des communistes yougoslaves qualifiée de « nationalisme borné » apparaît comme une tradition, décelée depuis longtemps. En 1945 Djilas — chef de la propagande du parti yougoslave — aurait affirmé que « *les officiers de l'armée soviétique étaient moralement inférieurs à ceux de l'armée britannique* ». On peut discuter d'après Tito le texte de cette phrase, mais non pas nier le jugement exprimé là. Et vraiment on comprend l'irritation de Staline en lisant cet extrait — non contesté celui-là — d'un discours de Tito, prononcé en mai 1945 :

« *Il a été dit que cette guerre est juste et nous l'avons considérée comme juste. Mais nous demandons également que la conclusion en soit juste, nous voulons que chacun soit maître chez soi; nous ne voulons pas payer les factures des autres; nous ne voulons pas être mêlés à des politiques de sphères ou d'intérêts.* » C'est là, selon Moscou, « *une prise de position essentiellement antisoviétique* ».

Il est donc normal que les représentants de Moscou, civils et militaires, jouissent de privilèges exorbitants dans les démocraties populaires. Ecoutons encore le parti communiste pansoviétique:

« *Tito et Kardelj ne comprennent-ils pas que l'ambassadeur soviétique qui est le représentant d'un pays qui libéra la Yougoslavie du joug allemand est un communiste responsable et a le droit et même le devoir d'entrer en contact avec les communistes yougoslaves pour discuter avec ceux-ci des problèmes qui l'intéressent ?* » C'est bien normal, n'est-ce pas. Surtout, lorsqu'on sait — par Tito — que l'on a voulu enrôler secrètement de hauts fonctionnaires et des militants importants yougoslaves dans les services soviétiques !...

On se gardera donc de participer à une étude approfondie de ce « métafouillis » doctrinal. Les faits sont plus éloquents que les thèses — même coiffées de citations des livres sacrés de Marx et de Lénine.

On peut n'éprouver aucune sympathie pour Tito, pas plus que pour Rajk. Mais ce que Moscou condamne en Yougoslavie, c'est l'impossibilité d'y exercer une tutelle qui a tous les caractères de la plus monstrueuse entreprise coloniale.

Le témoignage de satisfaction accordé aux autres « démocraties populaires » prend ainsi son sens et évoque, pour nous, les « Croix de fer » des Quisling hitlériens et... les « Légion d'honneur » des « marabouts » soumis à nos proconsuls.

Le nationalisme titiste, comme les velléités d'autonomie hongroise, s'apparente en son principe aux mouvements irlandais, indien, égyptien, marocain, tunisien, algérien, indonésien. Pour tous les peuples soumis à une puissance étrangère, la libération nationale précède et conditionne l'émancipation ouvrière. C'est à la lumière de ces observations que nous interpréterons le conflit actuel dont l'évolution sanglante n'est pas impossible.

Et nous perdrons le droit de nous opposer à la « sale guerre d'Indochine »... si — pour reprendre la fameuse ritournelle — nous ne crions pas à Staline : « *Bas les pattes devant la Yougoslavie !* »

R. H.

CENTRE D'EDUCATION OUVRIERE
C.G.T.-F.O.

198, Avenue du Maine, Paris (14e).

Comme tous les ans, les Collèges du Travail et le Centre d'Education Ouvrière ont rouvert leurs portes.

Plus que jamais, et vous en êtes aussi persuadés, il est urgent de mettre nos camarades à même, partout où ils se trouvent, de remplir les fonctions que l'action syndicale a pu conquérir pour eux.

Si vous habitez la région parisienne, suivez nos cours de formation et de culture. Apprenez à réfuter la propagande communiste par les faits (Condition ouvrière en U.R.S.S.), par l'histoire du syndicalisme, par le raisonnement. Apprenez la comptabilité et le français. Apprenez les langues. Documentez-vous dans notre bibliothèque.

Vous qui habitez la grande banlieue ou la province, vous pouvez suivre nos cours par correspondance. Vous pouvez aussi demander à vos Unions Locales et à vos Unions Départementales d'organiser pour vous des Collèges du Travail, et tous les cours qui vous seront utiles.

Vous tous qui participez à notre travail, préparez-vous pour les semaines d'études de l'été prochain, en France, en Belgique, et en Angleterre.

L'affaire Rajk et après

Il paraît que nos intellectuels stalinisants trouvent que le procès Rajk est une trop grosse couleuvre. Ils en ont déjà avalé beaucoup sans même faire de grimaces ; mais celle-là ne passerait pas. Ils ne sont pas décidés — pas encore — à imiter Jean Cassou dans son ralliement public et extravagant à Tito ; ils grognent, rongent leur frein ; cependant ils trouvent qu'on leur en demande trop, qu'on les contraint à faire, exagérément, figures d'imbéciles. Qui consent maintenant à être dupe de ces mises en scène trop bien réglées, de ces « procès » où l'accusé renchérit sur le procureur et accepte de s'avilir publiquement ? Quand ces tragiques bouffonneries furent jouées à Moscou pour la première fois il y eut peu d'hommes pour s'émouvoir, moins encore pour les dénoncer. Sans doute il y avait quelque chose d'étrange dans les « aveux », mais enfin les accusé avouaient et il suffisait d'en appeler à Dostoïevsky pour trouver une explication satisfaisante.

Mais aujourd'hui cette explication « âme russe » ne va plus. La scène vient de se jouer à Budapest, demain ce sera à Prague ; la technique est parfaitement au point mais c'est justement ce qui donne à réfléchir. Si la Russie est encore en retard dans beaucoup de domaines, il en est un où elle a une avance — et jusqu'ici un monopole : celui-là, l'art d'amener devant un tribunal un accusé dans l'état où Rajk vient de se présenter. C'est là-dessus que se concentre désormais l'attention.

C'est, il y a douze ans, qu'au cours d'un des « procès de Moscou » on apprit incidemment l'existence, au Kremlin, d'une armoire aux poisons confiée aux soins du pharmacien-toxicologue Iagoda. La machine à extraire des aveux fonctionnait déjà assez bien alors ; on a eu le temps de la perfectionner, et c'est une matière où la Russie peut aisément garder son secret, nulle autre nation ne cherchant à l'imiter en cela.

Quand il s'agissait de l'extermination systématique des bolchéviks, d'autres éléments intervenaient dans les « confessions » ; on les a souvent indiqués et Victor Serge l'a fait de manière définitive, en homme connaissant bien son sujet, dans « l'Affaire Toulaév » ; mais avec Rajk, comme antérieurement avec le cardinal Mindszenty, c'est la drogue qui joue le principal rôle ; leur attitude devant le tribunal ne peut laisser là-dessus aucun doute.

C'est justement pourquoi la machination, la fabrication se révèlent et s'imposent à ceux-là mêmes qui, jusqu'ici, avaient accepté, sans discuter, les aveux. Et comme la mise en scène ne trompe plus, on est conduit à chercher la vraie raison du procès ; l'exemple de Tito aidant on découvre qu'il y a, parmi les dirigeants des « démocraties populaires », deux catégories d'individus : ceux qui ont été fabriqués à Moscou et sont ainsi préparés à être des « gauleiters », à se conformer strictement aux ordres de Moscou ; tandis que d'autres, moins dociles, refusent de transformer leur pays en province de l'Empire russe, de sacrifier les intérêts évidents de leurs habitants à la politique impérialiste du Kremlin. Ce sont ceux-là que nos staliniens — qui se livrent ici au plus bas chauvinisme, appellent les Allemands des « boches » — dénoncent comme des nationalistes.

C'est ce trait fondamental de la situation des satellites que la rébellion de Tito avait brusquement révélé. C'est la conclusion à laquelle est arrivé Vernon Bartlett aux termes d'une enquête qu'il a pu mener — assez librement semble-t-il — derrière le rideau de fer. Ce qu'il dit mérite d'autant plus d'être retenu qu'il a parcouru ces pays — qu'il connaissait bien, de sorte qu'il pouvait faire des comparaisons — en enquêteur sympathique ; il n'ignorait rien du régime policier qui sévit partout, et s'efforçait de découvrir les aspects positifs de la nouvelle vie, économique et politique. Il estime qu'on a trop tendance à bloquer les « satellites » en un tout uniforme, car bien que tous ces peuples soient poussés dans un même moule, la matière première reste très différente. Les problèmes que Moscou doit résoudre sont divers, parfois exactement opposés. Par exemple, en Bulgarie l'histoire aide Staline — le monument le plus imposant de Sofia, de la Sofia communiste, est celui élevé au tsar russe Alexandre II — tandis qu'en Pologne c'est le contraire.

Ce qu'on trouve partout, c'est le camouflage ; les staliniens se dissimulent dans des « fronts » : front national, front de la patrie, etc. et poussent au premier rang des marionnettes qui consentent à jouer le rôle de chef de l'Etat, de premier ministre. En Hongrie, c'est un ancien social-démocrate et un membre de ce parti des petits paysans qui était nettement le plus puissant et qu'il a fallu démolir par morceaux. (D'après les nouvelles récentes le succès ne serait pas complet dans ce domaine ; les paysans souscriraient mollement au grand emprunt dont, disent les dépêches, ils n'en ont pas compris l'intérêt.) La préoccupation dominante est de former des cadres, d'empoisonner la jeunesse comme le firent Mussolini et Hitler. Dans ce but on a créé des collèges du peuple, destinés à des enfants de paysans que l'Etat prend à sa charge. Vernon Bartlett en a visité un, aux environs de Budapest. Il y avait là une cinquantaine d'étudiants qui suivaient, en outre, les cours d'histoire et d'économie politique à l'Université de Budapest. Les livres à leur disposition venaient presque tous de Russie ; c'étaient des manuels de propagande car ils exposaient et développaient le point de vue stalinien en matière de politique étrangère. Ils étaient sûrs d'eux, posaient des questions dont ils étaient toujours prêts à fournir la réponse. « Si je mentionnais l'exemple récent de l'Inde, écrit Bartlett, comme preuve de la possibilité pour les colonies britanniques de devenir indépendantes, on me répondait que l'Inde est un Etat fasciste. Si je disais que nous sommes assez confiants dans le jugement des hommes pour accorder à tous le droit de vote et de briguer un siège au parlement, on ripostait que c'était un encouragement au fascisme. Si je suggérais qu'il était préférable d'avoir des journaux qui disent parfois des sottises à une presse qui n'imprime que ce qui plaît au gouvernement, on rétorquait que ce pourrait être vrai pour l'Angleterre mais pas pour la Hongrie : étant une démocratie populaire, son gouvernement avait toujours raison. »

La conversation dura plus d'une heure, toujours avec le même résultat. « Tous étaient charmants, polis au point de dissimuler le mépris qu'ils devaient éprouver pour mon ignorance de la doctrine marxiste-léniniste. J'ai rarement rencontré un groupe de jeunes aussi plaisants mais je suis rarement sorti d'une discussion aussi déprimé. Demain,

ils seront des dirigeants du parti communiste, des professeurs d'université, des chefs d'industrie. Impossible d'espérer qu'ils changeront au cours de leurs études car ils sont privés de tout contact avec des esprits libres. En avril dernier, il n'y avait plus, dans la section des sciences économiques de l'Université de Budapest, que trois professeurs enseignant sous l'ancien régime. »

Notre voyageur ne croit pas que le gouvernement aura de grandes difficultés dans sa lutte avec l'Eglise catholique, celle-ci s'étant trop compromise aux yeux du peuple : elle était liée étroitement au régime semi-féodal d'avant guerre. C'est plutôt le patriotisme qui peut donner naissance à une sérieuse opposition. Le gouvernement soviétique a heurté la fierté patriotique des Hongrois. Nombreux sont ceux qui protestent contre les frontières qui leur ont été imposées. Ceux-là remettent au visiteur de petites cartes indiquant les frontières actuelles et portant ces mots : « Non, non, jamais ! » C'est ce sentiment, et le danger qu'il représente pour Moscou, qui aurait été à la base de la suppression de Laszlo Rajk. Une opinion assez répandue interpréta ainsi la nouvelle de l'arrestation et du procès.

L'impression la plus nette que Bartlett rapporte de son voyage est qu'il n'y a pas de danger de guerre pour le proche avenir. Les satellites ont terriblement souffert de la guerre ; les nouveaux régimes ont démoli leur ancienne économie et ils ont besoin d'un assez long temps pour en édifier une assurant de meilleures conditions de vie ; dans la mesure où ils disposent d'une influence elle s'exercera en faveur de la paix. Pour d'autres raisons, Staline ne peut pas désirer la guerre. Le glacis qu'il a voulu créer pour assurer la sécurité de son empire est aujourd'hui une cause de grand souci. Le titisme le menace dangereusement. Et c'est l'expansion menaçante que ce glacis nécessita vers l'Occident qui a, incontestablement, poussé l'Amérique à s'engager dans la voie d'un réarmement massif qui n'était certainement pas celle qu'elle aurait librement choisie.

A PROPOS DU PACTE STALINE-HITLER

Les staliniens n'aiment pas qu'on en parle. Les non-staliniens n'en parlent pas beaucoup non plus ; c'est, disent-ils, une vieille histoire qui n'intéresse plus personne.

C'est la chance des staliniens que leurs turpitudes, et leurs crimes, sont très vite de vieilles histoires qu'on oublie. Je crois cependant que le pacte a été un facteur assez important dans le déclenchement et dans le développement de la guerre pour qu'on garde ouvert son dossier et y insère les documents qu'apportent des publications nouvelles. Les lignes ci-dessous sont extraites de l'article du Dr Hugo Buschmann, « De la résistance au défaitisme », paru dans le numéro spécial des **Temps modernes** (août-sept. 1949) :

« Il me semble que les Italiens ne prenaient pas leur Mussolini au sérieux comme nous notre Hitler... Et les Russes faisaient livraison sur livraison ! Pas de retards sur les délais, qualité de premier ordre, simplement prix un peu trop élevés. Après la guerre, un haut fonctionnaire russe m'a demandé un jour comment l'économie de guerre allemande avait pu tenir si longtemps. J'ai répondu : « Grâce aux livraisons russes de 1939 à 1941. » Ce n'est pas un bon mot, et je n'avais pas l'intention d'en faire un. Je l'ai démontré à mon Russe en prenant pour exemple diverses matières premières. »

A. ROSMER.

Parmi nos LETTRES

Imagination et raison

Voici encore une lettre qui a trait à l'article de Louzon sur le « Nouveau Christianisme ». Elle est de Duperray, le militant instituteur de la Loire. Louzon nous fait savoir qu'il en approuve entièrement les termes. S'il a déclaré que la religion était un produit de l'imagination, il n'a nullement entendu, par là, condamner cette dernière, car comme la langue d'Esope, l'imagination peut servir aussi bien au meilleur qu'au pire.

Tournons-nous vers une faculté opposée, selon Louzon, à la raison, et responsable essentielle, selon Reclus que Louzon cite, de tentatives qui sont des pertes d'intelligence. Poussés par ce besoin obscurantiste de vouloir connaître l'inconnaissable, supposons que nous puissions approcher de plus près la connaissance de l'homme en ne nous contentant pas de la définition d'être « raisonnable » qu'en donne Louzon. Supposons, comparativement à cette définition qui ne nous satisfait pas, qui ne satisfait ni notre imagination ni notre raison, que nous en trouvions une qui satisfasse mieux et notre imagination et notre raison pour une fois paradoxalement insatisfaites, puis satisfaites ensemble.

Revenons d'abord à la constatation première de Louzon et qui sert de base à tout son article. Si la raison est la caractéristique essentielle de l'homme, mais si l'homme est « en règle générale » en rébellion contre sa propre raison, la caractéristique essentielle de l'homme n'est ni sa raison ni son opposition à elle, mais le mouvement qui résulte de cette opposition constante entre les deux facultés : raison et imagination, et les perpétuelles synthèses que nécessite dans ce cas l'opposition entre la thèse et l'antithèse : synthèses qui ne peuvent résulter que des conflits entre ces deux facultés, ces conflits n'étant autres que ce que nous appelons des expériences.

Les conclusions de nos expériences ne sont rien, sinon de nouvelles bases pour notre imagination et notre raison, déterminantes par conséquent de la seconde autant que de la première et de la seconde plutôt que de la première.

Ne rejoignons-nous pas alors, par un biais inhabituel, cette vieille définition matérialiste qui dit que la caractéristique essentielle de l'homme n'est pas la raison mais la faculté de construire, que la logique ne prouve rien contre l'expérience ou l'action, que l'homme n'est pas homo sapiens *mais* homo faber ? *Et nous dirons de l'homme que sa caractéristique essentielle est qu'il est capable d'expériences. Or qui pourrait nier dans l'expérience le rôle de l'hypothèse, et dans l'hypothèse celui de l'imagination ?*

C'est-à-dire de cette rébellion permanente contre les données du moment de nos sens, ces données qui nous dupent au moins autant que celles de notre imagination, ces données classées, ordonnées, généralisées par une raison qui a fait croire si longtemps à l'homme qu'il vivait sur un disque plat.

Homo faber *égale l'homme en rébellion, car si l'homme est capable d'expérience il a aussi le besoin permanent d'utiliser cette capacité.*

Les hommes qui croyaient la terre plate étaient-ils dénués de raison ? Leur raison et leurs sens ne s'accordaient-ils pas sur cette constatation ? Quelle faculté en eux pouvait, malgré cette concordance, rester insatisfaite, sinon leur imagination? Ils ont à qui mieux mieux imaginé des solutions, suivant ce droit que leur donne l'imagination... Ils ont eu comme dans tout mouvement des pertes de vitesse... et des accélérations. Ils ont vu la terre plate posée sur des éléphants d'ivoire... et puis cette terre ronde dont Magellan a effectivement fait le

tour. Ce globe est resté suspendu dans l'Univers de l'attraction universelle aussi inimaginable, aussi déraisonnable en même temps, que celui aux éléphants d'ivoire.

Mais il n'y a pas de raison, et c'est aussi heureux que la première fois, qui puisse faire que ce monde impensable ne soit pas sans cesse repensé, perpétuellement tourné et retourné au feu de l'imagination, ouverte à toutes les fabuleuses constructions religieuses, mais aussi à toutes les créations artistiques, mais aussi à toutes les expériences nouvelles.

C'est avoir aussi un esprit religieux, dans le mauvais sens du terme, que de refuser à l'imagination d'être ce qu'elle est et de ne vouloir la regarder que sous son aspect désavantageux; c'est oublier que des facultés opposées sont par là même complémentaires dans un monde où la vie et le mouvement ne sont concevables que par de telles oppositions ; c'est aussi être esclave des définitions que d'opposer catégoriquement raison et imagination comme si l'esprit humain n'était pas un tout et les facultés que nous classons comme des entités opposées des aspects différents seulement d'un seul même fait tangible : l'homme, ce possesseur de facultés contradictoires qui le rendent à la fois apte au mouvement et avide de mouvement, de mouvement autre que ceux automatiques de ses sens et de ses muscles, d'un mouvement constructif de son propre sort dans le temps, d'un mouvement qui soit action sur le monde et sur lui-même, qui fasse en un mot que le monde puisse être création de l'homme autant que l'homme, est produit du monde.

Inflation et accumulation

La lettre ouverte de Louzon à Bevin, parue dans notre dernier numéro, a suggéré à notre camarade Giauffret les réflexions suivantes sur lesquelles Louzon se déclare, également, complètement d'accord, à condition que l'inflation se produise d'une manière suffisamment soutenue, à intervalles rapprochés.

Il y a un aspect de la « Révolution » par la dévaluation que Louzon a traité en trois lignes et qui mérite d'être examiné de plus près.

La dévaluation comme en France et comme un un peu partout dans le monde — sauf dans les pays anglo-saxons — a détruit les classes de rentiers. Mais l'homme a un besoin instinctif de sécurité et il voit la sécurité bien davantage dans la stabilité que dans le mouvement. (Peut-être objectivement a-t-il tort...). Une des stabilités qu'il recherche est celle de sa fortune et par conséquent de la monnaie qui l'exprime. Un siècle de stabilité monétaire a produit en France et ailleurs le petit-bourgeois et le paysan avare. Ils ont passé sur la terre non pour vivre mais pour économiser. Economiser pour la maladie (qu'ils ne soigneront pas), pour leurs vieux jours (où ils se priveront encore davantage) et pour leurs descendants (qui n'ont appris à en jouir que tout récemment). Mais ils ont ainsi permis le financement de l'industrialisation, dans la paix et dans la guerre. Ils ont été ainsi un moteur du progrès auquel ils se refusaient le plus possible.

Cette époque d'individus économiseurs se termine avec la cascade des dévaluations; plus de rentiers, plus d'obligataires, plus de constructeurs de maisons. Un moment, les gens économes et avertis ont cru se défendre contre les dévaluations en achetant des valeurs réelles : actions et terre. Sous Pétain, ç'a été le boom des actions et des terres à cultures; mais les menaces de nationalisations ont coupé à l'épargne la voie des investissements en actions, pendant que les lois sur le fermage ont coupé les investissements en domaines agricoles. Si bien que pour créer de nouvelles usines, de nouveaux barrages, de nouvelles maisons d'habitation le secours de l'épargne est devenu à peu près nul. La monnaie, devenue fondante, ne s'investit plus, elle se suce. Et chacun fait de son mieux pour sucer celle qu'il peut saisir.

Mais comme il faut de toute nécessité créer l'outillage et des maisons, il n'y a pas d'autre solution que l'impôt ou les surtaxes sur la consommation. L'homme n'économisant plus, on va le forcer à financer par l'impôt ou par des surtaxes. En achetant de l'électricité, le consommateur ne paiera plus de dividendes aux actionnaires ou ne constituera plus de réserves à une Société capitaliste, mais il paiera le financement des nouveaux barrages ou de la nouvelle usine thermo-électrique. Le plan Marshall évite pour l'heure ce recours, mais lorsqu'il cessera il faudra bien en venir à financer par des impôts de consommation ou par des impôts forcés qui atteindront aussi les salariés (comme dans les républiques de l'Est). On ne paiera plus peut-être de loyer à son propriétaire, mais on paiera à une usine quelconque pour l'entretien des vieilles bâtisses et la construction de nouveaux logements. Et on peut prévoir que les nouveaux modes d'investissements s'accompagneront d'une bureaucratie qu'il faudra entretenir par des traitements, au lieu d'entretenir les possédants par des revenus. Cette forme de gestion sera-t-elle supérieure à l'ancienne ? Je ne m'engagerai pas dans cette discussion.

Et si nous en revenons aux individus privés d'épargne, il leur reste à se prémunir contre la maladie, la vieillesse et la... reproduction. Se soigner, vivre ses vieux jours, élever des enfants ne pouvant plus se faire par une capitalisation devenue impossible, elle se fait et se fera de plus en plus par une répartition. C'est l'objet des assurances sociales, des retraites, des allocations familiales. Les producteurs entretiendront les malades, les vieux et les enfants par des prélèvements de plus en plus nombreux et obligatoires. Chacun économise par force, et met ses économies dans des caisses communes qui alimentent les hôpitaux, les cliniques, les docteurs, les infirmières, les retraités, les enfants, les boursiers et demain tous les étudiants — sans parler des bureaucrates et des resquilleurs.

C'est dire que l'homme moderne n'a pas fini de payer des impôts, des taxes et des prélèvements. Il n'a pas fini non plus de remplir des formules, de se promener de bureau en bureau, d'avoir des numéros matricules et de disposer de moins en moins de lui-même.

L'homme appartiendra à la société et non plus à la famille, car la société finance sa vie pendant qu'il est dans le sein de sa mère, qu'il est au biberon, qu'il use son pantalon sur les bancs de l'école et elle lui donnera une prime à son mariage. En contrepartie, elle exigera de lui de nombreuses formalités et la constitution d'innombrables dossiers. Et comment ce citoyen-là pourrait-il être « objecteur de conscience », par exemple ? Ce serait un scandale.

Le même scandale qu'autrefois la rébellion d'un fils contre son père et la rupture d'avec sa famille. A la tyrannie du pater familias, des grands-oncles et à l'inquisition des vieilles cousines, nous substituons celle des policiers et des bureaucrates. Ce ne sera pas plus affectueux ! Mais c'est ce qu'on appelle « l'émancipation ». On ne se sauve de dessous une meule que pour tomber sous une autre.

La vérité est que l'émancipation est autrement difficile que tous les bla-bla-bla ne veulent le faire croire; la liberté a toujours été et sera toujours une conquête essentiellement individuelle qui exige pas mal de lucidité, de courage et même de malice.

Equipes spontanées et syndicalisme révolutionnaire

Voici la réponse de Sousbie aux questions posées par L. N. dans la *R.P.* de septembre à propos de son article « Problèmes de jeunes » paru dans notre numéro d'août :

Je sais fort bien que les organismes syndicaux que L. N. me demande de lui nommer « concrètement » n'existent pas. (S'il en existait, les questions posées dans mon article n'auraient plus aucune raison d'être). Je n'ai pas parlé de syndicats révolutionnaires, mais du syndicalisme révolutionnaire. *Et, plus précisément, des* équipes du syndicalisme révolutionnaire. *Je pensais, en particulier, à ces équipes du type cercles d'études où se groupent des camarades liés seulement par une attitude fondamentale analogue à l'égard des problèmes prolétariens. Equipes spontanées, mais non organisations.*

Louzon a montré, en établissant dans l'une de

ses études un parallèle entre la naissance d'un Etat et la naissance d'un syndicat, que, dès que l'homme accepte de s'en remettre à une organisation collective, il aliène au moins une bonne part de sa liberté. Et je pense, quant à moi, que parler d'un syndicat qui « en tant que collectivité » chercherait à réaliser « avec continuité et persistance la lutte de l'homme libre », c'est énoncer une contradiction. C'est donc hors des organismes — inévitablement hiérarchisés, disciplinés — qu'il faut rechercher un terrain d'action.

On objectera sans doute que c'est un curieux syndicalisme que celui qui veut agir hors des syndicats « normalement constitués ». Peut-être. Mais pour ce qui est de l'émancipation, il n'est que ces équipes spontanées qui puissent se réclamer de la tradition du syndicalisme révolutionnaire. Et pour le reste, pour les réalisations matérielles, c'est en définitive sur les syndicats que l'on doit essayer d'agir.

Les socialistes partisans de l'Europe

A la suite du dernier article de Monatte, Marceau Pivert a adressé la lettre suivante à Roger Hagnauer. Nous la publions non seulement par souci d'information objective, mais aussi parce que nous sommes heureux de constater qu'au sein du parti socialiste, la pensée internationaliste n'est pas complètement étouffée par l'opportunisme ministériel.

Je lis toujours avec beaucoup de soin et d'intérêt le numéro de la R.P. dès qu'il m'arrive. J'y trouve un effort de sincérité et de libre recherche qui est actuellement l'une des exigences les plus importantes pour toute renaissance du mouvement ouvrier. Je veux simplement t'indiquer qu'il y aurait peut-être intérêt, ne serait-ce que pour rendre l'information plus complète et plus rigoureuse, à s'informer mutuellement des efforts que chacun dans son domaine — les internationalistes, socialistes et syndicalistes — poursuit obstinément. Par exemple, quand notre vieil ami Monatte commence son papier en disant : « ...Ce pays fourmille de partisans de l'Europe tous plus acharnés les uns que les autres. Cependant, il ne s'en trouve aucun pour dénoncer la stupidité du rattachement de la Sarre à la France, comme il ne se trouve d'ailleurs personne pour s'élever contre le scandale prolongé des démantèlements d'usines... »

Ceci n'est pas exact et je ne peux pas te refaire la liste des manifestations qu'à ce sujet, comme secrétaire de la Fédération socialiste de la Seine ou comme membre du Comité International du Mouvement socialiste pour les Etats-Unis d'Europe, j'ai eu l'occasion de faire dans tous les milieux. Je dois ajouter, car c'est la stricte vérité, que le Comité directeur du parti lui-même est unanime à condamner les démantèlements d'usines et les marchandages du Quai d'Orsay au sujet de la Sarre à l'occasion de l'entrée de l'Allemagne au Conseil de l'Europe. Sans doute Monatte a raison de le souligner, il y en a qui n'ont jamais compris, et ne comprendront jamais, mais ce qui est remarquable c'est qu'ils sont obligés d'agir à titre personnel et que toutes les fois que le problème est posé régulièrement devant des organismes responsables, la voix du bon sens, sinon celle de l'internationalisme viril et cohérent, se fait toujours entendre.

En ce qui me concerne, j'ai rappelé encore au début de ce mois, au Comité exécutif du Mouvement européen à Strasbourg notre position socialiste. On ne peut pas en même temps travailler à l'unification économique de la politique de l'Europe et continuer à fabriquer une petite Alsace-Lorraine ou chercher à résoudre la crise d'un pays en aggravant celle du voisin.

Sur le problème des démantèlements je dois d'ailleurs dire que les chrétiens-sociaux étaient plus avancés que certains socialistes. mais il y a plus. C'est l'écrivain allemand E. Kogon, qui représentait au Comité exécutif du Mouvement européen les fédéralistes, démocrates et socialistes allemands, qui nous a fait part d'une proposition d'origine allemande, entièrement étouffée par la grande presse internationale et qui consisterait, au lieu de démanteler les usines, à les remettre en toute propriété à des autorités économiques et politiques européennes afin de les faire fonctionner au bénéfice de la communauté européenne. Les chauvins ont des atouts formidables à leur disposition, il faut donc que les internationalistes soient assez vigilants pour ne pas supposer la réalité encore pire qu'elle n'est quelquefois. On imagine que personne ne se lève contre telle ou telle stupidité qui conduit à dresser les peuples les uns contre les autres. En fait, il y a des voix qui se lèvent partout avec les mêmes perspectives et les problèmes consistent précisément de notre côté à leur donner le maximum de résonance.

A propos de l'affaire du tract « Paix immédiate »

N. Faucier qui fut le compagnon de Lecoin lors de l'affaire du tract « Paix immédiate » nous adresse la lettre suivante que nous publions très volontiers :

J'ai lu avec intérêt l'analyse d'Hagnauer sur l'attitude des militants syndicalistes, pacifistes et révolutionnaires au cours des événements d'août et septembre 1939; mais pourquoi faut-il que dans son étude de « l'affaire » du tract Paix immédiate ! *se soient glissées certaines inexactitudes sous sa plume habituellement plus circonspecte ?*

Ainsi, il écrit qu'« Il n'aurait pas fallu cependant utiliser des signatures que l'on n'avait pas sollicitées ». *Or, j'ai accompagné Lecoin dans la plupart de ses démarches auprès des signataires de la région parisienne, et Hagnauer se souvient peut-être de ma présence au Syndicat des Instituteurs lorsqu'il signa ainsi qu'Yvonne Hagnauer. Ceci dit, où a-t-il été chercher que Jeanson n'avait pas signé ? Avec Lecoin nous sommes allés trouver celui-ci à Mantes et je puis témoigner qu'il signa sans hésitation. Qu'il ait par la suite — et trop tard, le tract étant imprimé — demandé le retrait de sa signature, n'enlève rien à la chose. D'autre part, c'est mal connaître l'intégrité morale d'un Lecoin que le supposer capable, en de telles circonstances, d'engager des signatures à la légère. Puisqu'il a lu son livre : « De prison en prison », Hagnauer ne se souvient-il pas de ses réflexions à propos de Jeanne et Michel Alexandre :* « ...Il a trop mauvais caractère, lui, pour que je me passe de leur autorisation » ? *De fait, ce n'est que sur l'insistance de Giroux et du cosecrétaire d'Alexandre au Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes, qui en prirent la responsabilité, qu'il consentit à ajouter leurs noms. Il était d'ailleurs incité à cette concession par cette réflexion de Victor Margueritte qui, avant de se renier chez le juge d'instruction, lui avait dit (ainsi qu'il le cite dans son livre) :* « Lecoin si vous n'aviez pas fait ce voyage pour soumettre ce manifeste à ma signature, je vous en aurais voulu toute ma vie. »

J'étais encore présent lorsque, à la C.G.T., Vigne se porta garant des signatures qu'il proposa de Dumoulin, Zoretti et Marie Langlois que le besoin d'aller vite nous empêchait de toucher nous-mêmes à temps.

Il est certes facile de dire aujourd'hui qu'il n'aurait pas fallu faire ceci ou cela; mais Hagnauer, qui nous reporte par la pensée dans cette ambiance d'angoissante incertitude, a-t-il réfléchi que le résultat escompté nous imposait de ne pas gaspiller un temps précieux et d'obtenir quand même le maximum de signatures représentatives des différents courants d'avant-garde dont nous avions besoin pour créer une atmosphère propice à une fin rapide de la guerre ?

Hagnauer écrit plus loin : « Il aurait fallu aussi s'expliquer plus clairement à l'origine sur la diffusion du texte qui ne fut d'ailleurs pas sérieusement organisée ». *Encore une affirmation toute gratuite. Je laisse à Lecoin le soin de répondre, s'il le juge utile, à la première partie de cette seconde critique, mais en ce qui concerne l'organisation de la diffusion, dont je m'étais chargé, je tiens à rappeler Hagnauer aux réelles difficultés du moment, alors que nous n'étions qu'une poignée de militants,*

traqués par la police de Daladier, pour accomplir cette besogne; nous eûmes alors la satisfaction de voir nos camarades postiers, alertés par Giroux, se mettre à notre disposition pour assurer la sécurité des envois jusqu'à leur destination. Je n'ai pas l'intention de retracer ici, par le détail, les péripéties de ce petit travail clandestin dont la relation serait pourtant instructive à plus d'un titre. Je me bornerai à indiquer qu'il y eut très peu de déchet. Nous en eûmes confirmation par la suite. Près de 100.000 *tracts furent ainsi diffusés dans toutes les régions et si quelques milliers furent saisis au siège du Syndicat des Instituteurs, ce furent les seuls — du moins à notre connaissance.*

Qu'Hagnauer soit en tout cas assuré qu'avant d'entreprendre cette action — au lieu d'accepter passivement le fait accompli — nous en avions étudié sérieusement les modalités et envisagé toutes les conséquences.

En m'excusant d'encombrer les colonnes de la R.P., dont la lecture m'est précieuse, je vous adresse cette rectification en espérant qu'elle contribuera à dissiper une équivoque fâcheuse dans l'esprit de ses lecteurs.

Les précisions de Faucier sont intéressantes. Mes informations de l'époque n'étaient évidemment pas vérifiées... et pour cause. Je n'avais pour suivre l'affaire que les confidences de notre avocate. Mais si des rectifications sont possibles, elles ne portent que sur des points de détail.

Que Lecoin — dont je n'ai pas suspecté la bonne foi — ait voulu agir rapidement et rassembler, avec le minimum de démarches, le maximum de signatures représentatives, c'est certainement exact et cela suffit pour expliquer et excuser ses erreurs de tactique. Malheureusement les « désaveux » et reniements détruisirent en grande partie l'effet moral recherché.

Je suis assez bien renseigné sur les conditions de la diffusion. Faucier a-t-il oublié que je pouvais être facilement informé par l'un des instituteurs qui y participaient ?

Là encore le malentendu au départ (certains signataires ne prévoyaient pas une telle diffusion) a provoqué devant le juge des contradictions déplorables. On aurait pu s'assurer un noyau solide d'adhésions avant de tenter de toucher le grand public. Mais Faucier a raison. Ce sont là des observations formulées « après coup » qui n'éclairent pas l'essentiel. L'avortement de ce mouvement pacifiste avait des causes beaucoup plus profondes... — R. H.

L'acte peut-il être gratuit ?

Louzon nous transmet cette deuxième lettre de Duperray pour faire suite à « Imagination et raison » que nous donnons en tête de cette rubrique.

La réponse de Louzon à L.N., loin de me donner satisfaction, en précisant les idées de Louzon m'aide à préciser des griefs d'un autre ordre contre l'article « Le nouveau christianisme ».

Il y a entre Louzon et ses contradicteurs, en cette occasion, une différence de sentiments comme il dit si bien lui-même et cela ne se juge pas ; aussi a-t-il raison quand il parle des sentiments de dire qu'il se contente de les désigner *sans leur donner un sens péjoratif, mais il y a aussi une différence d'appréciation* sociale *et là quelqu'un a tort et je pense que c'est lui.*

Je pense que son erreur est de ne considérer l'homme comme déterminé ou déterminant que par ou dans ses rapports sociaux et parti de là de ne considérer comme ayant une valeur... que ce qui a une valeur sociale.

Pour d'autres révolutionnaires qui opposent l'homme à la société, qui pensent que le phénomène humain n'est pas seulement un phénomène social, qui pensent que le but de la révolution c'est la sauvegarde et la libération des individus dans leur similitude et leur diversité par rapport à la société, il ne peut être question de confondre, comme Louzon le fait, utilité tout court avec... utilité sociale.

Mais après avoir dit que les actes de Simone Weil étaient dépourus « d'utilité sociale », Louzon a aussi considéré, et là il ne paraissait pas confondre les deux formes d'utilité, qu'ils étaient dépourvus d'utilité pour Simone Weil elle-même !

Si la première appréciation est discutable, la seconde ne l'est pas, *pour cette raison simple que personne, pas même Louzon, ne peut déterminer ce qui est utile ou ne l'est pas, ce qui convient ou ne convient pas à un individu qui n'est pas lui-même. Penser que l'on peut déterminer des règles de conduite ou les actes utiles ou non pour le voisin, c'est renier les principes élémentaires de la liberté. Pourtant Louzon est d'accord avec nous pour penser qu'il y a progrès social dans la mesure où le fait social pèse au minimum sur le fait humain, où la liberté est maximum et permet à chacun le maximum d'expériences vivantes, où l'individu a le maximum de possibilité de déterminer ses actes, ceux qui lui conviennent et qui par conséquent lui sont* utiles, *indépendamment de l'individu à côté qui n'a pas* le besoin *d'accomplir les mêmes actes, parce que,* pour lui, *ils sont* inutiles *dans le sens général du mot.*

Croire que l'on peut juger et déterminer ce qui convient à chaque individu c'est épouser la croyance des socialistes autoritaires ou du moins faire sienne la théorie qui sert de base à cette croyance, la théorie des « scientistes religieux », qui se figurent avoir une connaissance suffisante de l'homme pour confondre la société avec une somme d'individus interchangeables. Ceux-là écraseront finalement la liberté individuelle au nom de l'utilité sociale. Louzon n'est pas de ceux-là, c'est pour cela que je dis qu'il se trompe.

Je sais que les « scientistes sociaux » pour qui l'homme n'est plus un inconnu depuis qu'ils connaissent d'une part le fonctionnement de ses viscères, d'autre part les lois qui régissent le marché, ricanent quand on parle de liberté. La liberté pour eux, et c'est normal, est une formule en l'air et la suppression du marché règle la question sociale dans l'établissement d'un plan « rationnel » où le sort de tout le monde est « raisonnablement » prévu.

Je propose à Louzon ce théorème :

« La liberté de l'homme n'est pas une formule abstraite mais, basée sur la concurrence au sein de la société et sur la liberté des entreprises et des échanges, quelle que soit la forme de la propriété et de la société qu'elle détermine, la marge accordée à chaque individu pour la libre détermination de ses actes et pour ses besoins de mouvements imprévisibles, qu'ils soient absurdes ou même condamnables suivant le credo social du moment. La liberté, en tant que formule sociale, doit être la traduction officielle de l'indispensable respect attentif des organisateurs sociaux pour cette partie de l'homme qui leur est inconnue et qui fait que les individus sont différents les uns des autres dans la nature même. »

Dans le même ordre d'idée, à la définition naturaliste de l'art, puisqu'il a été question d'art dans ma réponse à Louzon, j'opposerai cette définition de Pierre Mac Orlan :

« L'art n'est pas une copie de la nature mais la forme la plus assimilable du surnaturel qui est nécessaire à l'homme pour comprendre et aimer les choses les plus simples.» *J'entends évidemment par sur-naturel l'intervention de l'homme, son action sur la nature pour refaire, recréer, quelque chose de plus* grand, *de plus* beau, *de plus* utile, *de plus* humain *qu'elle. Les diverses interprétations et traductions de la nature par ces individus différents les uns des autres que sont les artistes, étant les manifestations d'une des formes de l'intervention humaine dans la nature. Leur nature est sur-naturelle étant la nature + l'homme comme leur réalité est sur-réelle étant la réalité + l'homme.*

***

Les actes de Simone Weil, comme ses pensées, étant Simone Weil elle-même lui sont incontestablement utiles. *Voyons maintenant dans quelle mesure ils sont inutiles au groupe ou socialement inutiles* (1).

(1) L'acte qui n'est utile qu'à l'individu qui l'accomplit est-il d'ailleurs concevable ? En arrachant le droit d'accomplir l'acte qui lui est utile par son accomplissement, l'individu ne défend-il pas le droit des autres à l'existence ?

On croit rêver quand on se souvient des premières manifestations essentielles de Simone Weil dans la « Révolution prolétarienne ».

Quand Simone Weil après avoir assimilé la lucidité à l'action écrivit le remarquable : « Allons-nous vers la Révolution prolétarienne ? », elle cita en exergue de son article, Ajax, *de Sophocle :* « Je n'ai que mépris pour le mortel qui se réchauffe avec des espérances creuses ». *Son article aurait pu préluder au livre de Burnham, repris et élargi par Louzon dans ses conclusions les plus pessimistes. Il aurait pu préluder à la confession de Louzon. Que dit Louzon à l'époque, devant cet article. Je retrouve sa formule et la livre à la méditation :*

« Contrairement à ce qu'exprime le soudard Ajax, nous ne saurions comprendre ce qui nous écrase. Nous ne pouvons « comprendre » que ce que nous créons, ce que nous fabriquons. Or créer c'est vaincre. »

Sans épiloguer sur les curieux « chassés-croisés » des penseurs révolutionnaires, sur leurs alternatives de lucidité et de foi, de raison et de religion, nous pensons que les expériences de Simone Weil correspondent remarquablement à la formule de Louzon.

Qui, mieux que cette juive révolutionnaire, pouvait « comprendre » *le sort des juifs en Allemagne et l'échec du mouvement révolutionnaire allemand ? Comment pouvait-elle comprendre mieux les risques, la peur, la désorganisation des juifs et des révolutionnaires qu'en se fabriquant autant que possible la vie qu'ils vivaient, qu'en courant leurs risques, qu'en éprouvant leur peur, qu'en touchant du doigt les pièces brisées du mouvement détruit qu'elle avait connu vivant ?*

...Inutile son témoignage, garanti par cette probité intellectuelle et morale, dans un monde où nous ne savions déjà plus qui méritait le plus et où il était déjà vérité courante pour les plus jeunes militants, qu'on ne pouvait avoir un semblant d'information sur tout événement aussi important soit-il qu'en recoupant les uns par les autres les multiples mensonges de presses mensongères ?

Inutile pour le groupe de pouvoir se targuer dans sa propagande et la diffusion de ses positions d'un témoignage de cette valeur et de pouvoir s'honorer, devant tant de mouvements pourris, de la présence dans son sein, de témoins d'une telle conscience ?

Inutile cette expérience de la vie d'une usine, quand la grande question que Simone Weil se posait était celle-ci : le sort de prolétaire peut-il être indépendant du sort d'exploité ?, *quand le divorce perpétuel entre la base et les militants même les meilleurs (qu'ils aspirent ou n'aspirent pas les h comme Bevin) est le problème permanent posé aux révolutionnaires démocrates ? Quand la capacité de compréhension de leur propre sort et leur capacité de le fabriquer, après l'usure physique, intellectuelle et morale des tâches manuelles monotones et sans horizon, est pour les prolétaires la question fondamentale ?*

Inutile la participation à la vie de la colonne C.N.T. en Espagne, quand le sort du socialisme se jouait là et que se détectait dans sa « fabrication » immédiate et quotidienne le nœud du problème essentiel des rapports entre la révolution sociale et la guerre étrangère ?

Inutile la protestation des héros isolés, grève de la faim, objection de conscience, meurtre de dictateur — (ce devoir de l'individu envers lui-même, disait André Malraux, ce sismographe sans conscience de la conscience révolutionnaire) ?

...Inutile l'acte essentiel, objet ensuite de multiples controverses, recherches et discussions sur exemples précis ?

Inutile l'acte essentiel *qui fait que Simone Weil vit dans la condition de ceux qui doivent eux-mêmes changer leur condition, vit, secrétaire des chômeurs, avec la paie des chômeurs ?*

Beaucoup plus discutable certes le sacrifice-suicide en Angleterre. Mais encore est-ce tellement inutile de rappeler de temps à autre aux révolutionnaires comme aux autres que la stratégie révolutionnaire n'est pas seulement un jeu d'échecs plus ou moins passionnant, mais que l'homme étant le matériel et le but, il n'y a pas de révolutionnaire qui n'ait l'amour de l'homme, et qu'il y en a encore qui peuvent donner leur vie à une protestation ou à une expérience, comme un radiologue lui donne ses membres.

Tous les actes de Simone Weil ont été des expériences qui ont laissé une trace profonde, une trace qui de plus en plus, qu'elle soit écrite ou non, appellera notre examen et sollicitera nos réflexions. Toutes les questions qu'elle a posées, inéluctablement se reposent à nous, et la valeur qu'elle a su donner à ses témoignages, fussent-ils ceux de son expérience « religieuse », sera, si nous ne sommes pas bientôt rayés de l'univers, après « l'explosion atomique en U.R.S.S. », un témoignage essentiel sur la révolution dans notre temps, parce que tous ses actes sont intégralement, dans une période sans espoir, baignés de cette forme de religion révolutionnaire qui dit que l'action est la seule forme de l'espoir révolutionnaire, parce que son expérience religieuse elle-même, en nous donnant le testament de la « pesanteur et la grâce » repose une fois de plus le problème des rapports de l'homme et de la société, de l'humain et de la révolution.

« Le propre de la lutte de classe est d'instruire sur l'importance du fait économique et de rejeter au second plan l'action politique. »

E. MURMAIN.

« La Vie Ouvrière », 20 octobre 1909.

L'éducation ! Quel monde d'activités et d'études ! Détruire tous les systèmes absolutistes, supprimer les formules, ne pas les remplacer par de nouvelles, faire naître la curiosité, éveiller l'intelligence, faciliter le développement de l'originalité, provoquer des questions nombreuses sur les commentaires incompris : c'est combattre non seulement toutes les écoles religieuses, mais encore l'école laïque, l'école de l'Etat, qui a conservé non les termes, mais l'esprit dogmatique des écoles d'antan, et qui a remplacé le culte chrétien par celui de l'Etat, avec tout ce qui en résulte : patrie, propriété, drapeau, etc., créant un nouveau dogme indiscutable, une nouvelle chose sainte qu'on doit respecter de par la volonté du plus fort.

Léon CLEMENT.

« La Vie Ouvrière », 20 octobre 1909.

Les Métaux autonomes à travers leur congrès

Une question est souvent posée : Dans l'état présent de dispersion syndicale, où les tentatives les plus diverses se manifestent, depuis les plus douteuses jusqu'aux plus naïves, que représentent les syndicats autonomes rassemblés par le camarade Racine, quelles méthodes nouvelles préconisent-ils, quels buts donnent-ils à leur action ?

Nous avons ici, on le sait, le souci de connaître et de comprendre tous les courants ouvriers, sans le moindre sectarisme. Nous aurions donc compris qu'un militant de ces syndicats, au lieu et place de Racine, trop pris, paraît-il, tînt à répondre à cette question. A défaut, nous ne croyons pas pouvoir refuser l'étude que nous demande de publier l'un de nos jeunes camarades. Peut-être Ranvil accorde-t-il beaucoup trop de confiance au mouvement autonome. C'est son affaire. La nôtre est de permettre de comprendre le mouvement tel qu'il est, tel qu'il se cherche.

Tenu à Paris, rue Scribe, le 8 mai 1949, ce premier congrès du Syndicat autonome des Travailleurs métallurgistes et similaires de la région parisienne (S.T.M.S.), né il y a dix-huit mois au lendemain du congrès de fusion de Puteaux qui consomma la rupture entre F.O. et les Comités d'action syndicaliste (C.A.S.) (1), laisse à l'auditeur une impression nettement favorable.

Les quelque 75 délégués qui ont participé à ses travaux (2) fournissent l'image d'une base de composition peut-être assez hétérogène mais vivante, intéressée par les problèmes, avec ses réactions propres.

Ce qui frappe d'abord c'est la proportion élevée des jeunes — l'âge moyen ressortirait aux alentours de 35 ans — jeunes dont certains intervinrent et à plusieurs reprises, avec maîtrise et compétence, dans la discussion. Et l'un d'eux n'hésita même pas à demander l'adjonction au bureau du responsable de la Commission des jeunes dont la création venait d'être décidée ! Cet élément jeune qui constitue une des forces du mouvement autonome dans les Métaux parisiens est d'ailleurs bien amalgamé aux autres militants plus expérimentés et quelquefois chevronnés, et contribue pour une large part, par la chaleur qu'il communique, à créer une ambiance dynamique et conquérante.

Si parfois la discussion devint confuse, dans l'ensemble les débats furent d'une haute tenue sans jamais cesser de rester animés.

SITUATION GENERALE, GEOGRAPHIE ET ORGANISATIONS DU MOUVEMENT

Ce syndicat ouvrier autonome parait bien en pleine ascension. Après avoir essuyé au départ des pertes assez sensibles (dues au passage à F.O. d'un certain nombre d'éléments des C.A.S.), il a pu depuis presque doubler ses effectifs qui doivent se situer aujourd'hui aux environs de 10.000 cotisants (3) pour plus de 70 sections, dans la Seine. Aux dires de son secrétaire général, Georges Racine, son influence atteint 50.000 métallurgistes dans cette seule région. Sa croissance continue est attestée par la création de nombreuses nouvelles sections d'entreprise. Citons entre autres pour la région parisienne, Alsthom (St-Ouen), les Soupapes Jendy de Nogent-sur-Marne, Bernard Moteurs en 48 et en 49 Willème, Jourdain-Monneret, Fenwick, Babcock, les Disques Decca, Baudouin, la Chaudronnerie Industrielle de Bezons, la Compagnie des Signaux et tout récemment encore, dans la semaine précédant le congrès, Rosengart, où le nombre des adhérents est déjà passé à 120 à ce jour. Les caractéristiques de ce recrutement sont instructives à considérer. Autour du noyau initial constitué par les C.A.S. sont d'abord venus s'agréger en 48 des éléments avant tout anticommunistes puis également, dès cette année, des éléments venus de la C.G.T. et jusqu'à des délégués (cas des deux dernières boîtes citées. Signaux et Rosengart). Preuve incontestable de vitalité, aptitude à progresser partout, ce qui est confirmé par ailleurs.

Le rayonnement du S.T.M.S s'est étendu à la province. A la région du Centre d'abord où, depuis l'automne 48, à la suite d'une tournée le long des cours de la Loire et de l'Allier, Racine a pris contact avec de petits syndicats autonomes des métaux : Tours (800 adhérents pour deux établissements), Vierzon, Nevers, Issoire (trois établissements dont la S.C.A.L. et les phares Ducellier), et a rencontré d'assez larges échos à St-Etienne surtout (Manufacture d'armes et de cycles) et aussi à Clermont-Ferrand (Michelin). Dans le Sud-Est en second lieu : région rhodanienne, à Epinouze dans la Drôme (section depuis 48 chez Carbone-Lorraine), Valence (Mermoz) et Lyon (Berliet) et région grenobloise, à Grenoble même. Enfin dans le Sud-Ouest à Toulouse et Bordeaux (Georges Irat) et dans l'Ouest à Laval (Borel).

Les autonomes sont représentés dans la plupart des boîtes de Paris et de sa banlieue, dans les entreprises de moyenne et petite importance, avec un fort contingent d'usines de 2.000 à 5.000 ouvriers comme Chausson (deux usines à Asnières et Gennevilliers : 7.000), Simca (5.000), Ericsson, Panhard (3.500), Unic (3.000), Delahaye, Willème, Alsthom-Lecourbe (2.000), un autre contingent formé d'établissements d'un million au moins d'ouvriers comme Jeumont (1.000), la Précision Mécanique (800), Cuttat (600), enfin un certain nombre de petites exploitations n'employant parfois qu'une cinquantaine d'ouvriers (Langlois). Leur absence chez Renault et Citroën tient sans doute à ce qu'il manque dans ces grosses boîtes un noyau de camarades décidés mais surtout à la disproportion de leurs moyens financiers face à ceux des centrales depuis longtemps installées dans la place. Et leur refus provisoire de tenter l'aventure d'y prendre pied dans des conditions trop inégales en l'état actuel de leurs forces est bien compréhensible. Leur développement s'effectue dans les conditions les plus variées, dans le secteur nationalisé (Aviation) comme dans le secteur privé (Automobile, Electricité,

(1) **R.P.** n° 13 d'avril 48, article de Geslin.

(2) 56 sections convoquées.

(3) Simple estimation personnelle, le secret étant bien gardé.

Mécanique générale, Mécanique de précision...) et dans ce dernier aussi bien dans les boîtes à patronat de combat telles Panhard, les Signaux, Willème, Chausson, Unic que dans celles à patrons sociaux telles la Télémécanique, Cuttat ou Simca.

Fait caractéristique, les autonomes, là où ils sont, ne se heurtent guère qu'à la C.G.T. Ils n'ont à côté d'eux pratiquement pas de F.O., d'ailleurs bien déficients, et très peu de C.F.T.C. Racine est formel : dans la métallurgie parisienne, ils viennent, sans contestation possible, au second rang, et pas aussi loin qu'on pourrait le penser. Sur les 300.000 métallos de la Seine, la C.G.T. n'atteint pas et il s'en faut, estime-t-il, la centaine de mille. Certes elle est seule à être partout présente, généralement en tête, mais il faut compter avec une désaffection particulièrement marquée (50 % et plus) dans certaines boîtes et ce ne sont pas les récentes élections chez Renault qui doivent impressionner ; cette victoire éclatante, spectaculaire, a pu être obtenue en l'absence d'opposition vertébrée, grâce à une propagande intense, et la C.G.T. a été suivie car elle a su jouer des récentes difficultés qui se sont fait jour dans la régie en s'abstenant soigneusement de prôner tout mot d'ordre politique ; on a recherché l'effet psychologique mais ce colosse a les pieds d'argile : Bois et ses camarades ne l'ont-ils pas les premiers prouvé en 46, en des temps plus ingrats ? (4)

Les résultats des récentes élections de délégués du personnel et aux comités d'entreprise constituent un test précieux. Voici quelques chiffres.

Les Autonomes recueillent (collège ouvrier) :

Chez Alsthom-Lecourbe : 337 voix contre 582 à la C.G.T. sur 1.225 votants ;

Chez Panhard : 755 voix sur 2.900 votants ;

Chez Unic : 377 voix sur 980 votants. „

A la S.N.E.C.M.A. (Gennevilliers) : 300 voix contre 900 à la C.G.T. ;

A la S.N.C.A.N. (Sartrouville) : 212 voix contre 360 à la C.G.T. ;

Chez Simca, Ericsson, Jeumont : 40 % des voix.

Le comité d'entreprise est entre leurs mains à la Télémécanique, aux Signaux, à l'Arsenal aéronautique de Châtillon, chez Langlois, Jouvenel et Cordier et à Issoire à la S.C.A.L. et chez Ducellier.

L'avenir peut être envisagé avec confiance et le rapport d'organisation présenté au congrès entend le préparer. Le rapporteur, qui a fait adopter dans ce sens quelques modifications aux statuts, part de la situation présente du syndicat qui n'est encore solidement organisé que dans la Seine et dont, non sans audace, il prévoit l'éclatement. La répartition des boîtes en quelques groupes suffisamment denses permet la mise en place de « secteurs » (5) au nombre de huit, destinés à se transformer en autant de syndicats locaux, le syndicat actuel se muant en Fédération de la région parisienne, elle-même ossature d'une Fédération nationale dont les futurs syndicats de province rendront possible la création. C'est sans doute voir bien grand et loin.

Sekerko (Signaux), l'auteur de ce projet, s'est préoccupé de donner le plus de vie possible à l'organisation en voie de croissance, d'éviter sa sclérose par la bureaucratie. Il s'agit surtout d'animer le conseil syndical d'existence purement théorique jusqu'à ce jour et qui devra se réunir tous les trois mois ; il aura à assurer l'application des résolutions de congrès, à mettre éventuellement au point les revendications générales ; il pourra faire entendre la voix de la base, traduire ses besoins et ses aspirations, exprimer ses opinions et ses critiques à la direction syndicale dont il orientera ainsi le travail entre deux congrès.

Dans un souci de plus grande efficacité, la composition de la commission administrative a été modifiée, le nombre de ses membres réduit de 35 à 25 et leurs attributions bien définies, chacun devenant le responsable d'une commission. Pas moins d'une quinzaine de commissions ont été prévues. Ce sont, les plus importantes d'abord : Propagande, organisation, sections d'entreprise, branches industrielles (au nombre de quatre : Automobile, mécanique générale, électricité, aviation), vie des secteurs, comités d'entreprise, conventions collectives, jeunes, auxquelles s'ajoutent les commissions de formation des militants, de techniciens et cadres, juridique, féminine... Fonctionneront-elles toutes ? On peut se le demander. En tout cas on n'a pas voulu, suivant l'expression de Sekerko, de « pots de fleurs » au sein de la C.A. dont d'ailleurs les membres ne sont plus reéligibles au bout de trois ans.

UN AN D'ACTIVITE

La C.A. provisoire qui a présidé aux destinées du S.T.M.S. se trouva dès le départ aux prises avec d'énormes difficultés matérielles. Le premier travail d'organisation accompli, elle put s'attacher à mener sa propagande et chercher à définir les principes dont elle entendait inspirer son action.

La position autonome des Métaux ne ressemble pas à un repliement corporatif. Les C.A.S. étaient prêts à entrer à F.O., ne l'oublions pas, mais les conditions qu'on mit à la fusion leur parurent inacceptables : rejetant l'emprise d'un parti, ils se voyaient déjà retomber sous la coupe d'une bureaucratie réformiste particulièrement bornée qui croyait pouvoir se permettre toutes les exigences. C'est ce qui explique l'humeur et le mouvement d'indépendance qu'ils manifestèrent alors ainsi que certain aspect de leur état d'esprit actuel. Soulignons ensuite qu'une de leurs premières et principales préoccupations fut de briser leur isolement.

Racine fut amené à entrer en relations avec Lacarce qui s'était fait à la scission le champion de l'idée autonome. Leurs syndicats respectifs et quelques autres petits syndicats de fonctionnaires s'associèrent le 25 juin 48 en un comité de coordination dont Racine fut le secrétaire provisoire. Et ce comité de coordination des syndicats autonomes s'adressa immédiatement aux signataires de la déclaration d'Angers rendue publique le mois précédent et que son propre manifeste rejoignait sur bien des points : une réunion commune se tint au siège du S.T.M.S. sans résultat. Peut-être l'absence de Lacarce, éloigné par la maladie, se faisait-elle là déjà sentir ?

Désireux d'étendre ce regroupement, Racine se mit alors à préparer dès septembre une conférence nationale des syndicats autonomes qui eut lieu à Paris les 20 et 21 novembre 1948 (6) et donna naissance d'une part à la Fédération nationale des Syndicats autonomes (F.N.S.A.) qui succédait ainsi au Comité de coordination en l'élargissant mais étant bien loin encore de rassembler toute la poussière des syndicats autonomes pouvant exister en France, et d'autre part au Cartel d'unité

(4) **R.P.** n° 3 de juin 1947, article de Bois.

(5) Sortes de sections locales groupant les sections d'entreprise d'une même localité ou d'un même arrondissement jusque-là trop isolées les unes des autres.

Ces huit secteurs sont : Seine et Seine-et-Oise Ouest, Seine et Seine-et-Oise Nord-Ouest, Seine Nord, Seine et Seine-et-Oise Nord-Est, Seine Est, Paris Est, Paris Rive gauche, Seine Sud.

Exemple : Seine et Seine-et-Oise Ouest (essentiellement Nanterre et Puteaux) : Bernard Moteurs, Cogniard, Cuttat, Fonderies Aluvac, Jouvenel et Cordier, Simca, S.N.C.A.S.O., Télémécanique, Unic, Willème.

(6) **R.P.** n° 21 de décembre 1948, article de Ch. Cordier.

d'action syndicaliste, organisme de liaison entre les autonomes et les autres participants invités à la conférence, la C.N.T. et quelques minorités de F.O. (pas les U.D. de l'Ouest), de la F.E.N., de la C.G.T. sans oublier l'Unité syndicale, organisme de sommet que son hétérogénéité même devait vouer à l'impuissance. Il ne peut être question dans le cadre restreint de cet article de s'intéresser à ces deux organismes en tant que tels, de voir où ils en sont actuellement, ce qu'ils se proposent de faire et les possibilités réelles qui s'offrent à eux mais seulement de les envisager dans leurs rapports avec les Métaux autonomes. Ceux-ci, il importe de bien le marquer, en constituent la grosse masse et les impulsent dans une large mesure. La « Charte » du cartel (7) emprunte aux statuts du S.T.M.S. et, les lecteurs de la R.P. l'auront remarqué, reproduit quelques-unes des idées-forces de la Ligue syndicaliste.

Conjointement à cet effort de regroupement, une vaste campagne de propagande était entreprise. Elle eut comme point de départ la grève des transports parisiens et de la radio du 24 septembre 1948 à l'occasion de laquelle les autonomes du comité de coordination, d'accord avec Clément de la traction du métro et à la suite d'ailleurs d'une position démagogique de ce dernier, se prononcèrent pour un arrêt de travail d'une durée de 24 heures et non limité à deux heures suivant le mot d'ordre commun des centrales. La grève fut un échec mais les autonomes y voient surtout qu'elle leur permit de rompre ce qu'ils appellent la « conspiration du silence » faite, assurent-ils, autour d'eux, en révélant leur existence à une fraction de l'opinion. Fin octobre, Racine entreprit sa tournée dans le Centre à Tours, Vierzon, Clermont-Ferrand et St-Etienne. Dans cette dernière ville il reçut en pleine grève des mineurs, le 21, journée de bagarres, un accueil chaleureux de la part de l'U.D.-F.O. où Bouzanquet qui devait y tenir un meeting brilla par son absence.

La conférence des 20 et 21 novembre signala les autonomes à l'attention de la grande presse et de la radio. Or ce jour, Racine ne laissa passer aucune occasion, en suscitant même, de faire parler desdits autonomes dans le but de les faire connaître du grand public : communiqués à la presse, articles de quotidiens de **Franc-Tireur** au **Figaro**, sans négliger la participation à certaines manifestations telle la journée internationale de résistance à la dictature et à la guerre le 28 avril dernier au cours de laquelle il prit la parole au grand amphithéâtre de la Sorbonne, enfin interview radiophonique à la Tribune des Nations le 6 mai aux côtés de Le Bourre et de Bobin, C.F.T.C., du groupe « Reconstruction ».

Parallèlement, à l'intérieur même du syndicat, un gros effort était poursuivi. Travail corporatif activement mené qui a abouti, à la suite d'actions revendicatives variées, à l'obtention d'avantages divers dans certaines boites : notamment augmentations et primes chez Ericsson, Simca et, après une grève partielle d'une quinzaine de jours, chez Jeumont. Un seul conflit réellement important : la grève Panhard.

Cette grève qui éclata en janvier 1949 et dura trois semaines environ est intéressante à plus d'un titre. Elle fut provoquée par le rejet d'une demande de relèvement des salaires d'environ 10 % inférieurs à ceux de l'ensemble de la métallurgie parisienne. L'unité se fit par le bas, spontanément, devant l'intransigeance patronale. Unanime à l'origine et marqué par l'accord des trois sections C.G.T., C.F.T.C. et Autonome qui intervinrent vainement auprès du ministère du Travail, le mouvement s'effrita. La police occupa bientôt l'usine et les ouvriers furent peu à peu rappelés par convocations individuelles. La résistance tenace d'une partie du personnel sauva la grève qui se conclut sur une demi-victoire, la direction finissant par accorder une augmentation de l'ordre de 6 %. Mais l'attitude des responsables syndicaux dans cette grève est assez révélatrice. La réoccupation des locaux était possible vu la faible importance des forces de police et l'état d'esprit qui régnait, et fut envisagée. Elle fut proposée, comme opération préliminaire à la remise en marche de l'usine par les grévistes, par Racine, venu appuyer sa section, à Carn, secrétaire fédéral cégétiste. Réponse de ce dernier lourdement significative dans la bouche d'un leader cégétiste : « La classe ouvrière n'est pas encore arrivée à maturité pour tenter une telle expérience. » Les cégétistes, avec l'appui de quelques autonomes non prévenus, n'en tentèrent pas moins, pour leur compte et à d'autres fins, un coup de main qui, maladroitement préparé, se solda par un échec, sous la matraque.

Pour servir de lien aux sections et faire participer chacun à la vie du syndicat, plus encore pour progresser, il faut un journal et un journal bien fait. Il en fut créé un, l'**Action**, dont il ne sortit que deux numéros en 1948. A cela deux raisons : le peu d'empressement des métallos à prendre la plume mais bien davantage une raison financière ; l'**Action** cessa de paraître faute de fonds. Le journal, stipulent les statuts, doit être distribué gratuitement et le taux de la cotisation est plus bas que dans les autres organisations ; il fallait trouver un mode de financement du journal. Le congrès en débattit longuement, reconnut la nécessité d'un organe et le premier numéro de l'**Action militante** vient de paraître à la fin de juin : c'est un petit bulletin mensuel, feuille bien modeste peut-être, mais œuvre exclusive de militants et qui doit pouvoir s'améliorer en s'étoffant.

La grave lacune résultant de l'absence du journal a pu être comblée par la diffusion de nombreux tracts-bulletins d'entreprise, de circulaires traitant de la législation sociale et du travail et destinées à constituer un fichier d'entreprise, des manifestes et déclarations des autonomes dont un excellent tract sur le plan Marshall que doublait à l'usage des sections une circulaire en faisant une étude concise. Racine enfin se livra à une grande enquête en adressant à toutes les sections un questionnaire détaillé, comportant une cinquantaine de questions variées choisies de telle sorte qu'il pût leur être fait une réponse très courte, et destinée à fournir des renseignements non seulement sur la situation dans chaque entreprise et l'activité de chaque section, mais aussi sur les conceptions qu'ont les syndiqués de problèmes aussi brûlants que les tâches du comité d'entreprise ou les modes de participation aux bénéfices.

Cette consultation de la base, on peut dire que Racine a le souci de la pratiquer le plus possible pour éviter de se couper de celle-ci et travailler en aussi étroite collaboration que possible avec elle. Ce qui ne l'empêche nullement de prendre de grandes initiatives comme ce regroupement autonome qui est en grande partie son œuvre. Le congrès eut une réaction nette sur ce point. A la crainte exprimée de voir se disperser par le canal de la F.N.S.A. des activités qu'il vaudrait mieux voir se tourner vers les seuls Métaux, s'opposa et prévalut largement cette opinion que Métaux et F.N.S.A. se prêtent un mutuel appui, se renforcent par leurs propagandes propres et que la présence de Racine à la tête des deux n'est en rien préjudiciable aux intérêts bien compris des Métaux. Fait symptomatique, s'il fut beaucoup question de la F.N.S.A., pas un mot ou presque du cartel né

(7) Résolution d'orientation dans l'article déjà cité de Cordier.

pourtant de l'initiative du S.T.M.S., à croire que son existence pour les métallos autonomes est plutôt... lointaine.

Le problème de la formation des militants se pose chez les autonomes de façon aussi aiguë que partout ailleurs. Pour répondre à ce besoin un stage d'une semaine fut organisé en mars 1949 sous l'égide de la F.N.S.A. et ouvert à une dizaine de jeunes presque tous métallos. Il consista en une série de conférences, suivies de discussions, centrées sur l'histoire du mouvement ouvrier et syndical en France et dans le monde. Il serait malaisé et sans doute téméraire de porter un jugement de valeur sur ces cours en ne se basant que sur le canevas qui en a été donné : ce canevas est incomplet, a été hâtivement rédigé et même pas par l'auteur des cours. Il faut surtout y voir un essai, intéressant en lui-même. Monatte qui, compte tenu de ces réserves, s'en fait malgré tout une assez piètre idée, a relevé dans ledit canevas une opinion sur la scission formulée en termes paradoxaux pour qui s'en remet à l'optique généralement admise des évènements de fin 1947. En marquant son étonnement, il a demandé des éclaircissements qu'un papier publié dans une dernière **R.P.** n'a guère contribué à apporter comme il aurait été permis de l'espérer et qui aurait peut-être pu fournir matière à un large débat non vicié par la polémique.

LA DOCTRINE AUTONOME

C'est un bien grand mot car, à proprement parler, la doctrine autonome reste encore à définir. Une brochure actuellement en preparation, et plus spécialement relative aux comités d'entreprise et à leur rôle, doit la préciser. Cette « doctrine » ne sera probablement jamais une belle construction théorique, mais de grandes lignes ont été dégagées. On peut même se demander ce qu'elle apporte de vraiment neuf, les idées dont elle se réclame ayant été déjà émises, mais pour la première fois peut-être ces idées débordent du cadre étroit de quelques cercles de pensée syndicale pour toucher toute une base ouvrière qui semble réceptive, qui est à pied d'œuvre pour les confronter avec les réalités économiques et les réalités du travail de notre époque. C'est ce qui en fait le caractère vivant. On ne peut guère songer qu'à en donner un aperçu au travers de quelques textes et du congrès lui-même en s'attachant à montrer son élaboration.

Tout d'abord le programme revendicatif général des autonomes révèle des tendances qui leur sont actuellement propres. Le programme minimum aussi bien du S.T.M.S. que de la F.N.S.A. et du Cartel (8) se différencie de ceux des autres organisations syndicales sur quelques points particulièrement importants et jusqu'alors négligés en se prononçant pour la suppression de toute méthode de travail au rendement, la compression de l'éventail hiérarchique des salaires (1 à 4 est-il indiqué dans le programme minimum de la F. N. S. A.), l'échelle mobile qui, en période d'inflation entraînant une surexcitation de l'activité économique, peut seule, comme l'a si souvent souligné Louzon, réellement préserver le niveau de vie des couches laborieuses. Il demande au préalable la revalorisation des salaires et traitements sur la base des indices de 1938. Ce qui fait écrire à la nouvelle revue **Socialisme ou barbarie (9)**, dans un article consacré au Cartel, que ce programme immédiat, aux revendications classiques, est en fait un programme révolutionnaire en raison de son caractère quasi irréalisable dans la conjoncture économique, politique et syndicale actuelle. Si ce programme dénote un sens certain des véritables intérêts ouvriers, est-il pour autant réaliste ? Réaliste et syndicaliste, la position autonome à propos du plan Marshall l'est par contre incontestablement en demandant son contrôle par la classe ouvrière organisée dans ses syndicats. L'accent est également mis sur la nécessité d'étendre le mouvement coopératif.

Le Manifeste du comité de coordination dans sa bonne première moitié qui est de la plume de Racine, la partie morale du rapport présenté par ce dernier au congrès et surtout le rapport d'orientation du vieux militant Chausson (10) et la discussion qui l'a suivi, constituent, avec les indispensables contacts personnels, les sources les plus sûres de documentation.

Dans une partie critique les militants autonomes des Métaux s'efforcent de tirer les leçons d'un passé récent. Pour eux, 1920, 1936, 1944 sont autant de périodes révolutionnaires que le mouvement ouvrier n'a pas pu exploiter par suite de la trahison certes, respectivement d'un Jouhaux, des politiciens et de la C.G.T.K., mais aussi et avant tout du fait de son impréparation à de telles situations, de son manque d'esprit révolutionnaire qui expliquent ces trahisons. La crise du syndicalisme, sa désagrégation actuelle ont pour cause profonde, pense Racine, la déception des espoirs ouvriers nourris à l'endroit du mouvement. Cette déception, par le découragement qu'elle a entraîné, est à l'origine de l'abandon progressif par la classe ouvrière de la défense de tous ses intérêts aux mains des partis politiques. En d'autres termes, la dégénérescence du mouvement syndical n'est pas la conséquence directe de la politisation : elle l'a seulement rendue possible. Un mouvement est ce que ses militants le font. Et il n'a pas été dit que les meilleurs militants syndicalistes se soient mal battus ni que le syndicalisme, forme d'organisation et de lutte que s'est donnée dans la société capitaliste la classe ouvrière, soit devenu une institution plus ou moins périmée ne représentant plus réellement celle-ci. Nullement. Mais il a été dit qu'on a vécu sur une conception romantique, lyrique de la révolution, qu'on a trop exclusivement fait appel aux ressentiments et à l'esprit de révolte.

Les Métaux autonomes et le mouvement autonome plus généralement se réclament du syndicalisme révolutionnaire, déclarent s'inspirer de la charte d'Amiens et faire confiance à l'action directe. Mais ils pensent qu'en matière d'émancipation rien de valable n'a encore été fait. Parce qu'on a cru à la révolution catastrophique sans préparer au préalable la révolution de l'atelier. Parce que la grève générale expropriatrice, le jour où elle sera possible, ne profitera pas à la classe ouvrière si celle-ci ne possède pas la capacité économique et technique qui seule peut lui permettre de gérer au bénéfice de la collectivité une société nouvelle libérée de toute exploitation, en prenant en main les leviers de commande de l'économie, en organisant elle-même la production et la distribution. Parce que la classe ouvrière ne peut espérer prendre la relève de la classe capitaliste ou bureaucratique exploiteuse pour instaurer une véritable cité socialiste que si auparavant elle sait prendre intelligence dans ses organisations rénovées des problèmes complexes que posent la direction et la gestion de l'économie moderne. Tout cela les syndicalistes révolutionnaires l'ont bien dit mais l'ont-ils fait ou plutôt pouvaient-ils le faire ?

Si le but final reste évidemment toujours le même, plus lointain qu'on avait pu le penser et peut-

(8) Article déjà cité de Cordier.

(9) « Organe de critique et d'orientation révolutionnaire » fondé par une équipe de trotskystes dissidents qui entend relever le drapeau du marxisme traîné dans la fange par ses monopoleurs. No 1, mars-avril 49 ; article d'Alex Carrier.

(10) Secrétaire adjoint du S.T.M.S.

être plus haut placé, la besogne quotidienne du syndicalisme doit désormais être double : poursuivre opiniâtrement la lutte revendicative pour l'amélioration des conditions de vie et entreprendre l'apprentissage de la gestion sur les lieux mêmes du travail. En orientant son action dans ce sens le militant syndicaliste attachera à son organisation le syndiqué qui dans son usine, sur son ouvrage, pourra saisir concrètement la valeur émancipatrice et révolutionnaire d'un tel syndicalisme. Grâce à son organisation, ce syndiqué conscient à l'esprit d'initiative duquel il pourra être alors utilement fait appel découvrira un champ dans lequel il verra la possibilité d'exercer des responsabilités nouvelles. En même temps que les revendications des travailleurs portant de plus en plus sur des réformes de structure pourront menacer jusqu'aux fondements politiques mêmes du régime qui les asservit.

La partie constructive de la doctrine autonome vient d'être en partie esquissée. Elle ne saurait apporter de solution toute faite puisqu'elle en est au stade de la recherche. Ses promoteurs aiment à la définir d'une formule : syndicalisme gestionnaire. Ils ont senti toute l'importance que représente cette grande conquête sociale de la libération, l'institution des comités d'entreprise, et le parti qui peut en être tiré. Ils considèrent le comité d'entreprise (C.E.) comme la pierre de touche du syndicalisme gestionnaire. Le C.E. ne doit bien entendu pas se borner à gérer les œuvres sociales, mais remplir tout le rôle économique et financier que lui reconnaît la loi : il doit être consulté par la direction non seulement sur toute mesure destinée à accroître la production et améliorer le rendement mais encore sur « les questions intéressant l'organisation, la gestion et la marche générale de l'entreprise », informé de l'activité écoulée et à venir de l'entreprise dans un rapport annuel détaillé avec un exposé sur le compte d'exploitation, indication des bénéfices réalisés et pour les sociétés anonymes, examen du bilan et du compte profits et pertes ; il peut fournir son avis sur l'établissement des programmes de fabrication, l'amélioration et le renouvellement de l'outillage, la compression des prix de revient, l'affectation des bénéfices, la situation financière, l'augmentation et la fixation des prix. Il y a là les éléments d'un contrôle ouvrier de l'exploitation et aussi de la gestion de l'entreprise par la connaissance de sa situation ; mais si le C.E. est généralement informé du bilan d'exploitation, il n'en va guère de même pour la comptabilité industrielle, le calcul des prix de revient et de vente. Pour déterminer, avec exactitude les prix de revient, si essentiels à connaître, ils serait nécessaire d'appliquer un plan comptable national pour normaliser la comptabilité (il n'en existe que dans l'aéronautique). Le S.T.M.S. réclame l'établissement d'un plan comptable uniforme dans toutes les entreprises industrielles, commerciales, agricoles et entreprises d'Etat nationalisées ou fonctionnarisées. En l'absence d'un tel plan, le prix de revient d'une pièce peut néanmoins s'obtenir à partir de la matière première, de la main-d'œuvre productrice, des frais généraux en même temps qu'être établi le point d'équilibre de la marche normale de l'entreprise. La revendication peut alors être formulée en connaissance de cause et ses limites, pour le but qu'on se propose d'atteindre, reconnues et fixées en attendant le moment propice de mettre en cause la structure même de l'entreprise. Les Métaux autonomes se fixent dès maintenant comme objectif, chaque fois que c'est possible, non plus d'obtenir de précaires augmentations de salaires, mais de proposer à la direction et, si leurs forces le leur permettent, d'imposer par l'action directe, un partage collectif de la plus-value d'exploitation et de gestion après avoir déterminé, grâce au travail du C.E., le point de rentabilité de l'entreprise. La participation du salarié à la gestion se réaliserait alors par la transformation des C.E. en comités de gestion, autre point essentiel de la doctrine des Métaux autonomes. Ceux-ci ont conscience que les C.E. peuvent enfin permettre de pratiquer dans le système d'exploitation capitaliste une brèche décisive qu'un mouvement ouvrier libre et puissant, donc uni, n'aurait plus qu'à élargir. Ils se déclarent partisans d'une extension des pouvoirs du C.E., étape vers la gestion de l'entreprise et, au delà, vers la gestion ouvrière totale dont ont parlé Racine et Chausson au congrès. C'est poser le problème de la réforme de l'entreprise et de la transformation sociale. C'est concrètement, expérimentalement pourrait-on oser dire, s'acheminer vers la transformation des rapports de production, par la voie de la cogestion avec participation à la gestion financière avec au bout la propriété collective des moyens de production qui libérera réellement les travailleurs assumant alors dans leurs organisations la direction de l'économie, dans une société connaissant pour seule hiérarchie celle des compétences et des responsabilités.

L'essentiel est qu'une action ouvrière s'engage dans cette direction. Quelques individus clairvoyants ne peuvent rien à eux seuls. Bien entendu un immense effort d'éducation, d'éducation gestionnaire comme disent les métallos autonomes, est requis pour mener à bien une telle tâche. Le C.E. peut être l'outil de cette promotion ouvrière qui doit être collective si l'on veut le succès. Les délégués au C.E. ont pour devoir, après s'être formés eux-mêmes, d'initier leurs camarades, de les mettre au courant de ce qu'ils font et de les consulter aussi souvent que possible ; il leur sera facile de créer des commissions d'étude aux travaux desquelles pourra participer tout le personnel. Cet aspect du problème n'a pas échappé à la C.A. du S.T.M.S. qui, en avril dernier, se prononçait pour la décentralisation des comités de gestion d'entreprise en comités de gestion d'ateliers et de services en même temps d'ailleurs que pour la fédération des comités de gestion d'entreprise par localité, département, région et par branche d'industrie et interindustries dans le but de coordonner toutes ces expériences.

Tout cela peut sembler bien beau sur le papier. Mais dans la réalité ? Et que peuvent faire les seuls Métaux autonomes, en régime capitaliste, et alors que la C.G.T.K. ne vise qu'à faire des C.E. des comités de lutte et de propagande contre le plan Marshall et qu'officiellement du moins, F.O. se désintéresse de ces mêmes C.E. comme du reste du contrôle de l'aide américaine ? Et même les Métaux autonomes sont-ils d'accord sur cette conception de la « gestion » ? De même que le syndicalisme quand il est domestiqué peut n'être plus qu'un jouet dans les mains de ses maîtres, de même la « gestion » peut mener à tout, depuis la collaboration de classes au sein des C.E. jusqu'à l'association capital-travail. La revue **Socialisme ou barbarie** dans l'article déjà cité croit voir dans les Métaux autonomes un courant en gros « néoréformiste » (11). Peut-être est-elle orfèvre pour statuer en la matière, mais son analyse est faite à propos du Cartel et sans doute porte-t-elle la théorie là où elle n'a point encore sa place. Bien fin qui pourrait prévoir l'évolution des Métaux autonomes et de leur syndicalisme révolutionnaire !

Pour s'en tenir aux faits, les dangers signalés ont été dénoncés dans le programme minimum d'action de la F.N.S.A. comme par Chausson dans son rapport au congrès. Et l'orientation donnée par

(11) L'expression est de nous.

ce rapport est nettement révolutionnaire. Chausson s'est écrié : « Le syndicalisme est révolutionnaire ou il n'est pas » et d'autres que lui ont développé cette thèse.

Une discussion s'est instaurée sur la question de savoir si les avantages que le syndicalisme gestionnaire est susceptible d'obtenir sur le plan de l'entreprise n'auraient pas pour conséquence l'abaissement de la conscience de classe et de la conscience révolutionnaire. Pour les uns il en résulterait une perte de combativité. Pour les autres au contraire, l'acquisition par la gestion de l'intelligence des problèmes économiques et techniques, la promotion ouvrière collective que peut permettre cette participation à la gestion seraient des plus sûrs garants de la volonté ouvrière de détruire jusqu'en ses bases le dispositif d'exploitation capitaliste. Ce débat ne fut pas un des moindres intérêts du congrès qui a vraiment été vivant et « jeune » (à moins que le témoin lui-même ne se laisse emporter par sa... jeunesse). Si l'on s'y est dit révolutionnaire, on s'y est dit aussi — cela ne va-t-il pas de pair ? — réaliste et constructif.

Et c'est au nom de ce réalisme qu'on rejette tout anticommunisme stérile et systématique. Fort bien. Mais en faisant à tout moment le départ entre dirigeants criminels ou complices et suiveurs abusés mais sincères ayant foi en des lendemains plus justes, quelle attitude, et quelle attitude réaliste, adopter vis-à-vis de la politique et des buts délibérément poursuivis par l'Internationale stalinienne ? Au risque d'être long et pour éviter tout malentendu, essayons de voir quelle réponse font à cette question les militants responsables des Métaux autonomes.

On ne peut dire que leur jugement sur le stalinisme ne soit pas sain. Ils éprouvent d'abord une méfiance instinctive à l'égard de l'action politique, que le P.C. a largement contribué à développer chez eux. Ils ont depuis longtemps appris que les dirigeants staliniens n'utilisent qu'à leurs basses fins politiques les revendications des travailleurs et ils les considèrent comme d'insignes traîtres à la classe ouvrière et à son idéal d'émancipation. Ils n'ignorent pas que l'Etat soi-disant communiste pour l'avènement duquel la classe ouvrière est conviée à lutter n'est qu'un Etat policier fortement centralisé et hiérarchisé aux mains d'une nouvelle bourgeoisie bureaucratique qui maintient ses privilèges grâce à l'institution d'un véritable esclavage collectivisé, par le moyen d'une surexploitation du prolétariat. Ils n'ignorent pas que si le stalinisme, destructeur de toutes les libertés, est incontestablement anticapitaliste dans nos pays bourgeois, il n'en est pas moins, si l'on sait lui arracher son faux nez, férocement antiouvrier là où il a triomphé.

Et cependant ils n'en tirent pas la conclusion logique, réaliste, qui s'impose sur le plan de l'action. Ils ne considèrent pas le stalinisme comme le danger n° 1. Ils se déclarent vigilants à son endroit mais n'entendent pas faire de sa condamnation leur premier article de foi et de propagande. Pour eux, le meilleur moyen, le plus efficace comme le plus « psychologique », de lever l'hypothèque communiste qui pèse si lourdement sur le mouvement ouvrier français, est de faire du travail constructif. C'est assurément une condition essentielle et la première de toutes, mais il serait bien simple de s'imaginer qu'elle peut suffire, si l'on veut fonder sur des assises solides. Seule une action véritablement révolutionnaire peut s'opposer à l'influence stalinienne, la combattre efficacement, pour finalement la supplanter. Pour mener une telle action il faut savoir exactement où l'on se dirige et par quelles voies. Pour avoir cette claire conscience du but nécessaire à toute marche en avant, force est bien de déchirer les voiles de la propagande et de la dialectique, de dénoncer les escroqueries idéologiques, de démasquer les contrefaçons de révolution. Ce n'est pas faire de l'anticommunisme que d'œuvrer à cette clarification. C'est se livrer à une besogne urgente et ingrate car c'est toute une conscience ouvrière qui est à refaire depuis que les staliniens ont sciemment abaissé le niveau de la mentalité, substitué au refus de parvenir la morale de l'arrivisme et plus encore, vidé, défiguré jusqu'aux notions les plus élémentaires comme les plus belles, de liberté, de démocratie, de révolution, de façon telle qu'ils ont pu littéralement mystifier les intelligences et fausser jusqu'à l'exercice de l'esprit critique. C'est restituer aux mots leur signification, aux idées leur valeur, aux luttes ouvrières leur sens et qui de nous — Racine le dit souvent pour sa part — n'a pas ressenti l'absence de contenu de tant de mots, le creux de bien des formules comme l'inanité de tant d'efforts ?

Faut-il en conclure qu'une telle attitude, faussement réaliste, risque, en faisant inconsciemment le jeu de la C.G.T., de condamner les Métaux autonomes à l'impuissance ? En négligeant le fait qu'elle ne leur a pas jusqu'à présent si mal réussi, ce serait, pour qui les connaît quelque peu de l'intérieur, commettre une grave erreur d'appréciation en se laissant prendre à beaucoup d'apparences. D'abord parce qu'on trouve chez eux tout ce qui manque à la C.G.T.K. Ensuite pour plusieurs ordres de raisons qui permettent de s'expliquer cette attitude, en tenant compte du fait qu'on a toujours tendance à trop trancher les positions pour la clarté de l'exposé. Raisons d'ordre psychologique d'abord, les métallos autonomes sont animés d'une volonté certaine de ne pas polémiquer — c'est une leçon qu'ils tirent de leur expérience personnelle — et ils savent trop combien dans la pratique, l'anticommunisme même non bourgeois tourne aisément et souvent bien malgré soi à la polémique, on risque de compromettre le travail constructif qu'ils ont comme premier souci de mener. Cette préoccupation du positif s'allie chez eux, d'une part à un manque de goût pour la théorie (celle sur la scission qu'a relevée Monatte n'est pas leur et je doute fort que les métallos autonomes lui accordent grand crédit), et d'autre part au sentiment, qu'ils éprouvent à leur tour, que les travailleurs sont sursaturés de tous discours si beaux et même si actuels soient-ils. D'ailleurs cette attitude est beaucoup moins celle des individus que celle de l'organisation. Ce qui nous amène aux raisons d'ordre tactique. Le S.T.M.S. sait bien qu'il n'est pas un Grand du syndicalisme français (il s'est vu refuser toute représentativité à côté des confédérations pour la discussion des conventions collectives nationales dans la métallurgie) ; il ne s'est pas encore sérieusement heurté à la C.G.T. que son intérêt d'organisation conduit donc à ne pas attaquer de front, ces mêmes nécessités tactiques ne jouant pas à l'égard de F.O. que ses responsables peuvent se permettre de vitupérer avec moins de retenue. Et cette situation n'est pas faite, on en conviendra, pour hâter une prise de conscience nullement exclue dans d'autres circonstances. Enfin il faut faire intervenir le caractère bien souvent empirique de l'action des Métaux dont on retrouve la marque dans leur doctrine gestionnaire et qui peut rendre compte du caractère « concret » de celle-ci.

Mais n'est-il pas logique d'en arriver là, peut-on penser, quand on considère la politisation du mouvement syndical comme l'unique conséquence de son affaiblissement ? S'il y a du vrai dans cette conception, elle n'en est pas moins outrée car elle ne voit qu'un aspect du problème. Il y a évidemment, en réalité, interaction constante des deux phénomènes sous la dépendance mutuelle l'un de

l'autre. Si un tel affaiblissement a permis la politisation, quelle est l'une des grandes causes qui l'a provoqué, sinon la politisation elle-même ? Dès lors comment ne pas voir l'énorme part de responsabilités qu'a encourue le stalinisme, naufrageur du mouvement, liquidateur des valeurs révolutionnaires qu'il n'embrasse plus que pour les mieux étouffer ? Comment ne pas voir la différence radicale de nocivité des deux bureaucraties réformiste et stalinienne, qu'on devrait marquer dans les mots en qualifiant cette dernière de stalinocratie par exemple, si barbare soit le terme ? La bonzerie réformiste n'est que le produit d'un mal intérieur à l'organisation qui se développe en raison directe du manque de vigueur de celle-ci. La stalinisation est une maladie infectieuse dont l'agent pathogène ronge intimement l'organisation tout en la terrassant de l'extérieur. Si l'on ne se satisfait pas de la position toute de bon sens de l'authentique syndicalisme révolutionnaire dont la **R. P.** n'a pas cessé de continuer la tradition — n'en déplaise à certains... « bâtards » (12) qui s'en prétendent exclusivement les légitimes héritiers, et poussent d'ailleurs l'inconscience ou la candeur qu'ils ont rageuse jusqu'à vous avouer que pour eux le syndicalisme, le syndicalisme révolutionnaire, ne représente « qu'un moyen » et un « moyen d'agitation » ! — celle d'authentiques marxistes (13) parmi les plus lucides pourra peut-être apporter une autre garantie. Ces marxistes se sont posé la question de savoir si la montée du stalinisme qui est sans conteste le grand phénomène du siècle représente un accident ou au contraire une inévitable étape dans l'évolution du mouvement ouvrier, et ils ont la conviction qu'elle peut s'expliquer dans l'exacte mesure où le combat socialiste n'a pas été assez conscient. Pour s'opposer au stalinisme, il n'y a que la lutte révolutionnaire mais en raison directe de son degré de conscience. Et pas de commune mesure pour eux entre la bureaucratie stalinienne qui élimine ses adversaires et la réformiste à laquelle on peut s'imposer ou au moins résister et que ses troupes peuvent obliger à jouer le jeu démocratique. Ces marxistes en sont venus depuis la guerre à adopter sur le plan politique une position semblable à celle préconisée sur le plan syndical par la **R.P.** : l'entrée des marxistes dans les organisations ouvrières réformistes si tarées soient-elles, en y restant soi-même, parce que la lutte y est encore possible et parce que c'est actuellement le seul moyen, en agissant sur la fraction de la classe ouvrière organisée restée libre, d'atteindre indirectement et à défaut de mieux l'autre fraction aveuglée. Comment une telle position ne s'imposerait-elle pas à plus forte raison sur le plan syndical, si l'on veut bien se souvenir de ces vérités élémentaires que le syndicat, comme l'a si souvent rappelé Monatte, est différent du groupe d'opinion, que l'on se syndique non parce que l'on est partisan d'une idéologie mais parce que l'on est exploité ?

C'est pourquoi, sans considérations de boutiques ni de personnalités, pour des raisons de tactique à l'échelle du mouvement, des syndicalistes révolutionnaires ont pu préconiser fin 1947 le ralliement à F.O. d'autant plus aisément qu'ils avaient lutté jusqu'au bout dans la C.G.T. et que, placés devant une scission venue de la base, quels que puissent être ses facteurs politiques et économiques internationaux, il leur paraissait préférable, au nom même de l'unité et dans le seul intérêt du mouvement, de sauver tout ce qui pouvait l'être en rassemblant toutes les forces ouvrières libres, que de compromettre les dernières possibilités de redressement en condamnant cette scission pour le seul résultat d'une désagrégation syndicale accentuée.

Mais la simplicité et l'aveuglante clarté d'une argumentation ne suffisent pas toujours à assurer son succès, face à une montagne de réticences peut-être irraisonnées mais plus ou moins justifiées. Une grande occasion a été partiellement gâchée par de pauvres stratèges qui n'ont pas voulu voir grand et ont spéculé sur l'avenir. Car d'autres positions étaient possibles. Et il aurait fallu prouver quelle était la meilleure en créant un grand élan, avant que s'achevât une première cristallisation. Il est facile de faire la critique voire le procès de F.O., de son inaction, de sa docilité, de son inconsistance. La minorité révolutionnaire qui a œuvré en silence (le beau travail accompli par l'U.D. syndicaliste confédérée de Maine-et-Loire et les U.D. voisines, sans oublier celles de l'Isère et de la Loire, est réconfortant et plein de promesses) saura sans doute marquer le coup au congrès de 1950 puisqu'en 1949 la tenue d'un congrès extraordinaire n'a pu être décrochée (14). Mais d'ici là rien ne sera sans doute changé à la triste situation dans laquelle se débat le syndicalisme français. Le moment n'est pasencore venu de faire un nouveau et décisif pas en avant. En attendant ne faudrait-il pas s'efforcer de dégager quelques leçons ? Un fait est certain : il est des corporations où, par suite de circonstances particulières de nature fort diverse, la solution « idéale » était inapplicable ; il fallait adopter une solution transitoire ou même une tout autre solution. Ce dernier cas est certainement celui des Métaux autonomes.

Pour comprendre en effet les Métaux autonomes, il faut prendre conscience de leur originalité qui n'est pas niable. Sans préjuger ce que réserve l'avenir et pour rester dans le domaine des faits, plaçons-nous pour conclure dans une situation prévise comme celle des grèves politisées de fin 1948, grève des mineurs par exemple, et voyons la position autonome, qu'on ne peut raisonnablement accuser de faire le jeu de la C.G.T. Ces camarades ne poussent pas à la grève générale qui tirerait les marrons du feu pour le P.C. comme certains camarades trotkystes, anarchistes de la C.N.T. ou d'ailleurs ont pu le faire. Leur position est celle définie par Racine à l'U.D.-F.O. de Saint-Etienne le 21 octobre 1948 : « Descendre dans les puits, extraire le charbon, au profit de la population qui verserait la contrepartie du combustible reçu au fonds de grève, exploiter les mines et sauvegarder à tout prix ce patrimoine national, voilà quelle devrait être l'action des mineurs en lutte pour la défense de leurs droits » (15).

C'est la grève gestionnaire (16) qui fait échec à la fois aux politiciens et à l'Etat propriétaire des houillères sans nuire à la collectivité, en défendant les seuls intérêts ouvriers et en revendiquant bien haut le droit des travailleurs à la gestion de l'économie. En cette période de crise aiguë du syndicalisme qui se caractérise aussi à bien des signes par un renouveau de la pensée ouvrière, une place dans l'avant-garde du mouvement est à réserver à Racine et à ses Métaux.

(*Juillet* 1949) **Robert RANVIL.**

(12) Non autonomes, faut-il préciser.

(13) Max Schachtman, président de l'Independent Socialist League des U.S.A., membre du Comité de rédaction de la nouvelle revue socialiste révolutionnaire, « Confrontation Internationale », qui a traité dans une réunion des abonnés de la revue le 12 juillet dernier du sujet suivant : « Les marxistes doivent-ils choisir entre la démocratie et le stalinisme ? ». Conférence suivie de discussion.

(14) **Le Réveil syndicaliste** d'Angers, nº 3 d'avril 1949. Article de Patoux.

(15) **Action sociale** du 30 octobre 1948.

(16) Cf. articles de Ravachol. **R.P.** nº 27 de juin 49. **R.P.** nº 21 de décembre 48 et de Francis Gauthier, **R.P.** nº 29 d'août 49.

Le Carnet du Civilisé

CONTRADICTIONS ALGERIENNES

Le problème syndical algérien pour un militant a toujours été, depuis la scission, quelque peu énigmatique.

Nous connaissons tous des camarades foncièrement antistaliniens, et quelle n'est pas notre surprise de les voir figurer parmi les adhérents de la C.G.T.

Au cours d'un déplacement personnel, il m'a été donné de m'entretenir avec quelques-uns d'entre eux.

Leur argument de fond est le suivant : capitalisme et colonialisme algériens sont en plein développement ; il n'est pas possible de diviser les forces ouvrières.

Je passe évidemment sur toutes les raisons d'ordre secondaire et qui ne sont que des motifs donnés pour appuyer une décision.

Il faut observer, tout d'abord, que le mouvement syndical ouvrier n'a pas conn uen Algérie l'insurrection larvée de novembre-décembre 1947. En outre, ces militants, dont la valeur ne paraît pas contestable, avaient assez d'activité pour avoir l'espoir de rependre les postes de commande dans les syndicats.

En face d'une administration algérienne et d'un colonialisme toujours actifs, le mouvement syndical tient difficilement sa place ; à signaler que l'influence du parti était prépondérante, car après 1942 tous les anciens internés purent facilement se livrer à leur propagande habituelle.

Nos camarades sont si loin des événements de 1947 de la métropole que certains ont pu imaginer que la **scission n'était qu'un geste de mauvaise humeur** ; des informations furent même données tendant à faire croire que dans les coulisses des rapprochements s'effectuaient !

En résumé rien pour eux n'indiquait que la cassure était non seulement inévitable, **mais indispensable.**

Assez peu au courant de nos difficultés et surtout de nos possibilités, ne vont-ils pas déclarant que la formule était dans la reprise des leviers de commande ! Existe-t-il un militant syndicaliste susceptible d'affirmer que les syndicalistes libres pouvaient arriver à des résultats **en face de l'appareil** dont disposaient les politiciens du syndicalisme ?

Il n'est pas dans mes intentions de nier l'action du patronat algérien ; mais si l'influence de l'Etat totalitaire paraît moins importante dans cette région que dans la métropole, **le problème essentiel reste :** Convient-il pour des syndicalistes de s'opposer **uniquement** sur le terrain économique à la classe des possédants, alors que les régimes de démocraties populaires montrent que la nouvelle conception de l'Etat, **désirée et voulue par le parti et ses filiales syndicales, est encore plus dangereuse pour les salariés que pour les patrons ?**

Ainsi que l'a fait remarquer Robert Louzon, il y a plus terrible pour le travailleur que d'être **prolétaire**, c'est d'être transformé en **esclave** : or nous savons que c'est le privilège de tous ceux qui « bénéficient » du régime des sociaux-impérialistes.

Ce n'est pas une raison parce que nos camarades n'ont pu constater les funestes effets sur leur sol de l'application des ordres du Kominform pour qu'ils refusent de voir ce qui se passe ailleurs !

Rompre l'unité n'a pas été fait à la légère ; beaucoup ne l'ont fait qu'à contre-cœur. Mais ils n'ont pas hésité car cette unité que l'on veut présenter comme un **gage de victoire** peut tout aussi bien être un **gage de servitude** (1). (Et ce n'est pas le Hongrois Paul Justus, partisan convaincu de l'unité « organique », qui aura la possibilité de me démentir.)

Il est quelque peu curieux de constater que nos camarades dont, je le répète, l'antistalinisme est formel puissent continuer à travailler dans des organisations dirigées par les fonctionnaires du parti. Pendant les discussions, je pouvais lire les élucubrations de l'un d'eux s'adressant aux secrétaires de syndicats : « l'Amérique commande, M. Poher exécute ».

C'est ainsi que nos amis prétendent **lutter à l'intérieur de la C.G.T.** ; comment peuvent-ils s'illusionner alors qu'au contraire, leur maintien à la C.G.T. les fait se porter caution d'hommes dont le rôle dans nos organisations est essentiellement malfaisant !

Il nous suffit de nous reporter au congrès de la C.G.T. pour savoir que sur des milliers de délégués (?) **deux seulement** ont osé voter contre les mots d'ordre frachoniens.

Où sont-ils donc ceux qui luttent à l'intérieur de la C.G.T. ?

Mais, par contre, j'aperçois très bien tout le bénéfice que peuvent retirer de cette situation des hommes tels que René Arrachard, délégué spécial de la F.S.M. (2) pour entretenir les grèves en Finlande.

René Arrachard et son équipe ont ainsi la possibilité d'entretenir la confusion si profitable aux intérets de l'Etat russe. Ils n'y manquent pas. Combien serait facile notre tâche si nous n'avions à bagarrer que contre les politiciens ; or le maintien de nos camarades au sein de la C.G.T. tend à prouver que celle-ci reste une organisation ouverte à tous : qui peut douter que les hommes qui comptent dans le bureau, la commission administrative, les fédérations et les U.D. sont tous des hommes chargés d'appliquer la politique russe ?

Quel rôle peut-on jouer dans ce cirque : celui de **montreur d'ours** (Dellac et Marion), celui **d'otages** ou **d'appeaux** ? Mais que valent dans tout cela, à côté des dangers qui nous menacent les réticences sur les hommes ; si, ainsi qu'il nous l'est reproché, **beaucoup** parmi nous ne sont pas à la hauteur de leur tâche, n'est-ce pas tout simplement la faute aux meilleurs d'entre nous qui perdent leur temps à **vouloir composer**, mais surtout hésitent à faire les gestes salutaires ?

Peut-être aussi que si nos camarades étaient restés uniquement des syndicalistes et ne s'étaient pas mêlés aussi intimement à l'action politique, ils auraient, sur le plan économique, une plus juste appréciation des choses.

Quoi qu'il en soit, hormis quelques corporations (les dockers par exemple), la C.G.T. dans le département d'Alger est en déliquescence. De grandes possibilités sont offertes par le mouvement syndical libre d'autant plus que les stratèges du carrefour Châteaudun n'ont rien trouvé de mieux pour leur propagande que de promouvoir le vieux nationalisme bien connu de tous.

Roger LAPEYRE.

---

(1) N'est-ce pas elle qui a permis l'opération tchécoslovaque ?

(2) A rapprocher du rôle qui lui est prêté par Jean Valtin dans « Sans patrie ni frontières », lors de la grève des mariniers.

Notes d'Economie et de Politique

NOUS SOMMES ENTRES DANS LA PERIODE CRITIQUE

Lorsque les Russes eurent accepté de lever le blocus de Berlin, proposé une nouvelle conférence à quatre sur l'Allemagne et une reprise des négociations sur le traité de paix autrichien, on s'est demandé à quoi rimait un tel changement. Quelques optimistes incorrigibles ont cru à l'abandon, par la Russie, de sa politique impérialiste, mais la plupart ont cherché des motifs plus vraisemblables. On a fourni des explications économiques ou politiques. On a supposé, par exemple, que la Russie avait absolument besoin de reprendre les échanges avec la zone occidentale allemande, ou bien encore que Staline comptait endormir les Etats occidentaux pendant qu'il tordrait le cou à Tito. Toutes ces explications étaient assez plausibles, cependant non satisfaisantes, car un retournement complet de l'attitude russe, comme celui qui s'était produit (retournement, non en actes, car, dans les faits, les Russes n'abandonnaient rien, mais retournement dans les manières), ne pouvait avoir qu'une raison grave, et toutes celles que l'on présentait n'étaient pas suffisamment graves.

Maintenant, depuis l'annonce de Truman, on est fixé. Si les Russes font depuis quelque six mois risette aux Occidentaux, c'est tout simplement **parce qu'ils sont en train d'empiler des bombes atomiques.**

Tant que la Russie ne fabriquait pas de bombes, elle pouvait provoquer l'Amérique presque impunément, au moins jusqu'à un certain point. Un géant n'use pas de sa force pour des bagatelles, et l'Amérique, pourvue de la bombe, était un géant par rapport à la Russie sans bombes. Mais maintenant que la Russie est en passe de devenir l'égale de l'Amérique dans le domaine atomique, l'Amérique n'est plus un géant, ou, plus exactement, elle n'est plus qu'un géant temporaire, et elle le sait. Dès lors, la tentation ne peut être que bien forte pour elle d'intervenir avant que la Russie ait un nombre suffisant de bombes : user de sa supériorité tant qu'elle en dispose, afin d'écraser celle qui risque prochainement de l'égaler. Le moindre prétexte lui serait bon. **Il ne faut donc point lui fournir de prétexte.**

La Russie doit pouvoir déclencher la guerre à son heure, et non à celle de l'Amérique ; n'entrer en guerre que lorsqu'elle disposera d'une quantité suffisante d'armes atomiques, et non alors qu'elle ne fait que commencer à les fabriquer. Voilà pourquoi on a levé le blocus de Berlin, voilà pourquoi on s'est déclaré prêt à toutes les négociations possibles, et qu'on vient d'en proposer encore, sous le prétexte de conclure un nouveau pacte Briand-Kellog ! Voilà pourquoi aussi tous les partis communistes européens ont reçu l'ordre de mettre une sourdine à leur action, ou, plus exactement, à leur soutien des actions revendicatrices de la classe ouvrière, et de concentrer tous leurs efforts sur l'organisation d'un immense battage... en faveur de la paix !

Les Russes se sont parfaitement rendu compte qu'avec le commencement de leur fabrication de bombes atomiques, une période extrêmement critique s'ouvre pour eux. Il faut à tout prix qu'ils évitent une guerre « préventive », qu'ils empêchent l'Amérique d'attaquer alors qu'ils ne sont pas encore prêts et d'étouffer dans l'œuf leurs propres préparations à la guerre atomique.

La question qui se pose donc actuellement, et la seule qui se pose, est de savoir si, malgré le soin mis par le Kremlin à ne pas fournir de prétexte de guerre, l'Amérique ne croira pas sage d'entrer en guerre dès maintenant, ou si elle attendra bien sagement que la Russie ait rempli ses arsenaux atomiques et la force alors à la guerre.

Car il n'est point d'autres solutions que l'une ou l'autre de ces deux-là.

S'imaginer que la Russie et l'Amérique peuvent se partager le monde et régner pacifiquement chacune sur sa moitié est un enfantillage. Le monde n'est plus en état d'être partagé. Il n'est pas une des régions du globe où Russie et Amérique ne se heurtent déjà, y pratiquant la « guerre froide » ou bien la guerre tout court par personnes interposées. Croit-on que l'Amérique peut laisser indéfiniment la Chine, cet immense réservoir de matières premières et le grand marché mondial de demain, aux mains exclusives des Russes ? Croit-on que la Russie, maîtresse de la Chine, peut laisser les Américains maîtres du Japon, à 200 kilomètres de « ses » côtes ? Toute l'Europe occidentale n'est-elle pas déjà divisée en deux partis, le russe et l'américain, que chacun des deux protagonistes ne peut pas ne pas continuer à soutenir ? Il y a partout une telle compénétration des intérêts et de l'influence des deux Gros qu'aucune ligne de démarcation ne saurait être tracée. Envisager un partage, c'est ne tenir aucun compte des réalités, ça peut tout juste être un sujet de discussions académiques.

Si improbable qu'elle soit, on peut envisager l'hypothèse que la Russie accepte le contrôle de l'énergie atomique. Qu'elle accepte qu'une commission internationale puisse parcourir à tout moment toutes les parties de son territoire, pénétrer dans ses usines et ordonner l'arrêt des fabrications jugées illicites, seul moyen d'empêcher réellement la fabrication d'engins atomiques, mais rien dans l'attitude présente de la Russie ne permet de considérer qu'elle acceptera un tel contrôle ; on peut tenir, au contraire, comme presque certain, qu'elle continuera à s'y refuser. (Bien entendu, je parle d'une acceptation véritable, dans les faits, et non pas seulement en paroles dans l'intention de gagner du temps.) Mais même si la Russie acceptait ce contrôle, même si l'on pouvait être sûr qu'aucune arme atomique n'est fabriquée pour le moment dans le monde, la paix atomique n'en serait pas, pour cela, assurée. On se livrerait alors à la course des armements « traditionnels » ; la Russie a présentement 5 millions d'hommes sous les drapeaux ; sans armes atomiques il faudrait que l'Amérique et ses alliés en aient au moins autant, puis, lorsque le conflit, qu'aucune disproportion de forces n'empêcherait plus, éclaterait, le contrôle international disparaîtrait et chacun des deux adversaires se hâterait de reprendre la fabrication des bombes... et de s'en servir.

Quant à l'espoir que de son plein gré, personne ne prendra l'initiative d'employer la bombe, effrayé qu'il serait du cataclysme qui s'ensuivrait, c'est de la fantasmagorie. Quand on a une arme, on s'en sert, et l'on se sert toujours de la plus puissante de celles dont on dispose. Lorsqu'on a la poudre, on ne va pas au combat avec la lance ; celui qui a des mitrailleuses ne se bat pas avec des mousquets ; les tanks et les avions ne restent point aux hangars en laissant uniquement aux fantassins le soin de se battre. De même, qui a l'obus atomique ne se contentera point d'obus au toluène. Le cas des gaz asphyxiants, dont se rebattent les oreilles tous ceux qui éprouvent le besoin de se rassurer, ne fait que confirmer ce que nous venons de dire. Les gaz asphyxiants qui ne sont, comme l'ont éprouvé tous les combattants de la guerre 14-18, qu'une arme de

pacotille, n'ont été employés par les Allemands sur une vaste échelle, à la fin de la première guerre mondiale, qu'en tant qu' « ersatz », parce qu'ils n'avaient plus assez d'acier pour fabriquer des obus explosifs. Dans la seconde guerre, tout le monde eut assez d'acier jusqu'à la fin ; c'est pourquoi personne n'a employé les gaz.

Ainsi, ce qui ressort de la déclaration de Truman, c'est que la guerre atomique aura nécessairement lieu. Aura-t-elle lieu aujourd'hui, alors que la supériorité, qu'on peut supposer être encore grande, de l'un des deux adversaires pourra la rendre relativement courte, en tout cas limiter les dégâts, ou bien ne se produira-t-elle que demain, alors que les deux adversaires seront, au point de vue atomique, à peu près d'égale force, tous deux disposant de stocks importants et de moyens de fabrication puissants, ce qui amènerait une telle destruction de biens et de vies qu'il est impossible d'en prévoir les effets sur l'avenir de l'humanité ?

Des deux solutions, on peut préférer l'une ou l'autre, selon son tempérament, sa philosophie, ou ses intérêts, mais prétendre en trouver ou en imposer une troisième... n'est que littérature.

Robert LOUZON.

UNE RÉSOLUTION
du "Mouvement socialiste pour les Etats Unis d'Europe"

Le Comité international du « Mouvement socialiste pour les Etats Unis d'Europe », réuni les 2 et 3 septembre 1949 à Strasbourg, a élu à la présidence du Mouvement le camarade André Philip en remplacement de Michel Rasquin dont il a accepté la démission.

Bien que les travaux de l'Assemblée européenne ne soient pas encore terminés, il se félicite des résultats généraux que d'ores et déjà on peut en escompter. La volonté manifestée par l'Assemblée d'être la maîtresse de son ordre du jour, la création certaine de commissions permanentes, l'esprit européen qui a le plus souvent dominé les débats, sont le témoignage qu'un pas appréciable a été franchi dans la création de l'unité européenne.

Pour importantes que soient les résolutions présentées au vote de l'Assemblée, elles ne sauraient cependant faire oublier que la création d'un pouvoir politique européen, ébauche de l'indispensable pouvoir fédéral, demeure l'objectif capital et le moyen dont certaines contradictions apparues en séance soulignent l'impérieuse nécessité.

L'unification de l'Europe ne saurait être poursuivie sans que l'Allemagne soit immédiatement intégrée aux organismes qui ont pour mission de la réaliser. Toute mesure d'exception prise à l'encontre de l'Allemagne — et notamment la continuation du démontage de ses usines — n'aurait pour effet que de renforcer les sentiments nationalistes qui s'exaspèrent inévitablement dans l'opinion des pays vaincus. L'intégration de l'Allemagne démocratique dans la communauté européenne, suivie de l'abandon par elle d'une fraction de sa souveraineté nationale, serait au contraire le seul et salutaire antidote contre ces sentiments qui, s'ils se développaient, seraient aussi redoutables pour l'Europe que pour l'Allemagne elle-même.

C'est dans cet esprit qu'il apparait peu souhaitable — et même dangereux — que le problème de la présence de la Sarre dans l'Assemblée européenne soit lié à celui de la présence de l'Allemagne. L'unité allemande doit être pour les Allemands comme pour tous les Européens une volonté commune génératrice de paix.

La division actuelle du continent, loin de faire oublier les pays qui vivent sous régime totalitaire — y compris l'Espagne — rappelle sans cesse la nécessité que soit rétablie dans son intégrité l'unité de la communauté européenne. Afin que cette communauté se manifeste clairement, il est demandé à l'Assemblée d'étudier les moyens politiquement nécessaires et juridiquement acceptables pour faire participer à une partie au moins de ses travaux des représentants démocratiques qualifiés de ces peuples.

L'intérêt des peuples d'outre-mer associés, comme de l'Europe elle-même, commande que la construction en cours se fasse d'un commun accord afin de constituer un ensemble démographique et économique s'étendant aux quatre continents et susceptible, par sa richesse et sa puissance, d'être un élément de bien-être et de paix. Il est en conséquence nécessaire que l'Assemblée européenne reprenne le projet de créer une « Commission d'outre-mer » chargée d'étudier les mesures à prendre pour faire participer ces peuples aux travaux actuellement en cours.

Enfin les discussions au sein de l'Assemblée ont fait apparaître clairement la nécessité que se manifeste avec force et clarté l'unité de vues et la volonté de ceux qui ont plus particulièrement pour mission, au delà des politiques étroitement nationales, de défendre le sort des travailleurs. C'est l'esprit internationaliste du socialisme qu'il faut restaurer et c'est l'une des tâches que s'assigne le « Mouvement socialiste pour les Etats Unis d'Europe ».

La fin de l'homme?

Louzon vient de nous prédire la guerre atomique ! Ceux qui connaissent sa brochure « l'Ere de l'impérialisme » (1) ne seront pas surpris de cette affirmation : « Ce qui ressort de la déclaration de Truman, c'est que la guerre atomique aura nécessairement lieu. »

Et quelle guerre ! Louzon nous dit (page 86 de cette brochure) qu'elle entraînera la destruction et le carnage dans une mesure défiant toute comparaison avec ce que les hommes ont jusqu'ici connu. « Ou bien ce ne serait... qu'une fraction, très importante, mais une fraction seulement de l'humanité qui serait détruite »..., « ... mais il se peut aussi que l'humanité soit complètement détruite ou, tout au moins, réduite à un petit nombre d'individus, trop petit pour qu'il puisse élaborer une civilisation car, pour être, toute civilisation exige une certaine densité de population. »

---

(1) Editions Spartacus, 15, rue de la Huchette, Paris (5e). — 80 francs. Franco 90 francs. C. Ch. Paris 633-75.

PROBLÈMES RÉVOLUTIONNAIRES

Confession

L'article « Confession » que nous publions ci-après a paru dans les Etudes matérialistes *de juin 1949, et a été reproduit dans le* Livre libre *d'août. C'est dire qu'il ne sera pas une nouveauté pour quelques-uns de nos lecteurs. Mais nous espérons qu'ils ne nous en voudront pas d'avoir voulu mettre sous les yeux de tous ceux qui s'intéressent à la* R.P. *et à son action un document de cette importance. D'autant plus qu'il s'accompagne d'une « correspondance » qui permet à Louzon de préciser sa position dans les* Etudes *de septembre.* — J.-P. F.

Sorel dit quelque part que la grande erreur de Marx (que Sorel avait, d'ailleurs, un temps, partagée) était d'avoir jugé du développement futur du prolétariat d'après le développement de la bourgeoisie durant le moyen âge, au temps des Communes. Les syndicats, d'après Marx, devaient être les « Communes » du prolétariat, c'est là qu'il s'y formerait, y grandirait peu à peu et y deviendrait assez puissant pour, un jour, renverser la classe dominante et s'établir à sa place comme dirigeant de la société.

Or, dit Sorel, la condition présente de la classe ouvrière n'est nullement semblable à celle de la bourgeoisie à ses débuts.

Et, en effet, la bourgeoisie fut, dès l'origine, par définition même, la classe dirigeante de l'économie, ou, tout au moins, d'une certaine fraction de l'économie : l'économie urbaine. Le prolétariat moderne, au contraire, ne dirige aucune partie de l'économie, il est, par définition même, dirigé et dominé aussi bien économiquement que politiquement. C'est même dans le domaine économique, à l'atelier et à l'usine, beaucoup plus que dans le domaine politique, qu'il est esclave. C'est sa subordination au patron qui est à l'origine de sa subordination à l'Etat ; c'est dans l'exploitation qu'il subit sur le lieu de son travail que réside la cause de son infériorité sociale.

Or une classe qui n'est pas dirigeante économiquement peut-elle devenir dirigeante politiquement ? Là est toute la question.

Il est bien certain qu'une classe qui assure la direction de certaines formes de la production devient capable de renverser le pouvoir de la classe jusque-là régnante dès que ces formes ont acquis une importance prédominante dans la vie de la société, mais comment une classe qui ne dirige rien économiquement pourrait-elle être promue à la direction politique par le simple développement de l'économie au sein de laquelle elle est asservie ? Ce sont les dirigeants de la grande industrie que le développement de celle-ci doit amener au pouvoir, et non ceux qui, dans cette grande industrie, ne remplissent qu'un rôle de bêtes de somme. Alors surtout que le développement de la grande industrie, loin de permettre une plus grande participation des ouvriers à sa direction, en fait, au contraire, de plus en plus de simples automates.

En fait, l'Histoire nous apprend qu'il n'existe que deux sortes de pouvoirs politiques, deux catégories d'Etats seulement.

D'une part, il y a les Etats qui sont issus d'une conquête, extérieure ou intérieure. Ce sont ceux où les conquérants se sont installés comme une classe économiquement parasitaire, dont la seule fonction est l'exercice du pouvoir politique et le prélèvement à leur profit, par la force, de la plus-value produite par les producteurs. Ce sont des régimes « absolutistes » dans lesquels la totalité du pouvoir appartient à des militaires, des policiers, des propriétaires fonciers... ; ils sont fondés sur la force brutale, ils caractérisent les périodes de stagnation ou de régression de la civilisation, ou encore, mais sous une forme moins absolue, les premiers débuts du développement d'une civilisation, périodes qui, au total, sont les plus longues dans l'histoire de l'humanité.

La seconde catégorie d'Etats est constituée de ceux où la direction politique appartient, au moins en fait, à ceux qui possèdent la direction économique. Ce sont les Etats que l'on peut qualifier d'Etats bourgeois ou d'Etats paysans, selon que l'économie prépondérante à leur époque est l'économie commerçante et industrielle ou bien l'économie agricole. Le régime le plus caractéristique de ces Etats est la République. Ils sont particuliers aux grandes périodes de l'humanité, à des époques de développement intensif de la civilisation : c'est l'Etat bourgeois de l'Athènes du V[e] siècle, c'est l'Etat paysan des premiers siècles de la République romaine, c'est celui des grandes villes commerçantes de l'Italie du moyen âge, Gênes, Venise, etc., c'est celui des pays de l'Europe occidentale au siècle dernier.

En dehors de ces deux sortes d'Etats, il n'en existe point d'autres parmi ceux, tout au moins, qui ont eu une existence quelque peu durable. Sauf pendant de très courtes périodes, on n'a jamais vu la direction politique et sociale d'une société exercée par une classe qui n'était point une classe de « maîtres », maîtres militaires ou maîtres économiques.

Or le prolétariat n'est pas une classe de maîtres. C'est une classe économique ; c'est, par excellence, la classe des producteurs. Il ne peut donc exercer son pouvoir en devenant une caste militaire ou policière, car alors, par cela même, il cesserait d'être producteur. Il ne lui reste donc que la possibilité de devenir dirigeant politique parce qu'il est devenu le dirigeant économique. Autrement dit, il ne peut être maître de l'Etat qu'à la condition d'être maître de l'usine.

Le prolétariat moderne ne revendique pas la gestion économique

Toutes ces choses, nous les savons depuis longtemps ; pour tout matérialiste, c'est l'évidence même.

Mais, ce qui nous apparut longtemps comme possible, c'est que le prolétariat devienne un jour, par une sorte de coup de baguette magique, dirigeant économique en même temps que dirigeant politique, qu'il occupe l'usine en même temps qu'il s'empare de l'Etat, et qu'il demeure maître de celui-ci,

parce qu'il continuerait à faire marcher l'usine lui-même, sous sa propre direction.

Une telle rupture, une telle cassure dans le régime économique aussi bien que dans le régime politique, bien qu'elle n'ait, je crois, pas de précédent, ne nous apparaissait pas à priori impossible, car l'on sait que, contrairement à l'opinion de Lucrèce, la nature fait des sauts.

Cependant, pour que cela fût possible, une condition était indispensable ; il fallait que le prolétariat veuille effectuer cette rupture non pas seulement dans le domaine politique, ce qui est sans issue, mais aussi dans le domaine économique, qu'il ne veuille pas s'emparer seulement de l'Etat, mais aussi de l'usine, et la conduire lui-même. Or si, au cours du siècle dernier et même dans les premières années de ce siècle-ci, être son maître dans l'atelier, se passer du patron, constituait manifestement le grand désir des travailleurs, comme le prouve le grand succès des idées owenites dans l'Angleterre des années 30, 40, 50, et, en France, les nombreuses créations de coopératives, le « quatrième Etat », il est à peu près non moins manifeste que, non seulement cela ne rentre plus dans le cadre des désirs du travailleur d'usine d'aujourd'hui, mais que la seule idée d'avoir la responsabilité de leur entreprise est, pour l'immense majorité des ouvriers, une idée éminemment désagréable, un calice qu'on ne cherche qu'à éloigner. S'il en était autrement, les syndicats ouvriers britanniques n'auraient point exigé du Labour Party que les entreprises nationalisées soient administrées par des Conseils dans lesquels les syndicats n'auraient aucun représentant, ceci sous prétexte qu'ils voulaient garder leur indépendance à l'égard de la direction, les ouvriers britanniques n'auraient point eux-mêmes laissé tomber avec la plus souveraine indifférence le projet que le Parti Libéral a mis à la base de son programme électoral, selon lequel, dans toute entreprise tant soit peu importante, les travailleurs de l'entreprise auraient obligatoirement une part dans sa direction aussi bien que dans les bénéfices, et les travailleurs français qui auraient pu, si facilement, au lendemain de la guerre, s'emparer d'un nombre considérable d'usines et les gérer eux-mêmes, n'auraient point laissé l'Etat les leur enlever pour les prendre lui-même ou les remettre aux anciens propriétaires, et ils ne se désintéresseraient pas, comme ils le font, des comités d'entreprise, pour lesquels ils auraient exigé un accroissement des attributions de manière à ce qu'ils deviennent un élément constitutif de la direction générale des entreprises, au lieu d'être simplement un moyen de décharger le patron du souci des « services sociaux ».

Le dernier prolétariat, qui a voulu mettre la main sur les entreprises et les diriger lui-même pour son propre compte en les « collectivisant », a été le prolétariat espagnol, particulièrement celui de Catalogne, et cela parce que, peut-être précisément, l'économie espagnole de 1936 était encore, dans l'ensemble, celle du XIX[e] siècle.

Ne nions donc point les faits, si pénibles soient-ils. Tirons-en seulement les conséquences.

Aujourd'hui, dans presque tous les pays d'Europe, le prolétariat est à même de s'emparer de l'Etat, soit d'une manière violente, comme en Russie en 1917, soit légalement et pacifiquement, comme en Angleterre il y a quatre ans, mais puisqu'il ne veut point assurer la direction de l'économie, il n'aura, comme c'est le cas présentement en Russie et en Angleterre, que l'ombre du pouvoir. Il aura simplement tiré les marrons du feu pour une classe de nouveaux maîtres : policiers ou managers.

Etre indépendant pour pouvoir revendiquer

Dès lors, que peut-on espérer de mieux pour la classe ouvrière ? Rien d'autre, à mon sens, que de laisser de côté les grands espoirs tant qu'elle ne sera pas prête à assumer des responsabilités économiques, et se confiner dans la défense de ses intérêts matériels immédiats. C'est le seul moyen, pour elle, de garder au moins sa pureté de classe, condition nécessaire à la préparation d'une révolution véritablement prolétarienne.

Qu'aux professionnels du bla-bla-bla qui lui racontent qu'il travaille « pour lui-même » parce qu'il travaille dans des entreprises d'Etat, ou qu'il « construit le socialisme » en devenant une brute stakhanoviste, le travailleur réponde en exigeant des augmentations de salaires, des réductions du temps de travail, une diminution dans l'intensité du travail et autres choses aussi terre à terre.

Et si les nouveaux maîtres, devant tant d'incompréhension, se lamentent sur son manque d' « idéalisme », qu'il s'en glorifie en leur rappelant que les « idéalistes » ont été les plus féroces des tyrans : Calvin, Robespierre, les bolchéviks. Qu'il fasse savoir que, ses aînés s'étant déjà fait trouer la peau, en faveur de la bourgeoisie capitaliste, pour la Liberté, il n'est point dans ses intentions de se la faire trouer, à son tour, en faveur de la bourgeoisie bureaucratique, pour le Despotisme. Qu'après avoir lutté pour libérer l'individu de l'étreinte de l'Etat, il ne se sent point d'humeur de participer à son asservissement par l'Etat. Qu'il fasse ouvertement profession de « matérialisme sordide » et que, comme les mécaniciens des chemins de fer du nord-est de l'Angleterre, à ceux qui lui disent : « Les chemins de fer sont tiens », il réponde : « C'est possible, mais je veux coucher tous les soirs chez moi, comme c'était le cas alors qu'ils n'étaient pas à moi ! »

Quelle politique suivre ?

Est-ce dire que la classe ouvrière doive cesser de s'occuper de politique, que les conditions économico-politiques du pays où elle se trouve avoir à gagner son pain doivent lui être indifférentes ?

Nullement ! Mais la politique qu'elle doit préconiser et s'efforcer de faire appliquer doit être déterminée par les mêmes considérations matérielles, terre à terre. C'est tout simplement celle qui doit lui permettre de lutter contre le patronat avec les meilleures chances de le vaincre.

Et peut-être n'est-il pas inutile de préciser dans quelles directions doit se faire cette politique, afin d'atteindre l'objectif que nous venons de dire, car certaines d'entre elles sont de sens exactement opposé à celles que préconisent ceux qui se présentent comme les porte-parole du prolétariat et qui, en fait, font leur propre politique de classe et non celle du prolétariat.

Un premier objectif de la classe ouvrière — et sur celui-ci tout le monde est d'accord — doit être le plus grand accroissement possible de l'activité économique. Toute augmentation de celle-ci accroît, en effet, la demande de main-d'œuvre, et tout accroissement dans la demande de main-d'œuvre permet à cette dernière d'être plus « exigeante », c'est-à-dire de diminuer la part de la production qui va au patron et d'augmenter celle qui va à l'ouvrier.

De même, tout progrès technique, tout accroissement de la production, c'est-à-dire de la quantité de choses produites par unité de travail humain, permet aussi l'amélioration des conditions de vie du prolétaire, puisqu'il accroît la quantité de pro-

duits qui va aux travailleurs, même si le taux de la plus-value, c'est-à-dire la proportion selon laquelle est répartie la production entre le capitaliste et le prolétaire, ne change pas.

Mais, attention ! J'ai bien dit : accroissement de la production par unité de travail humain, ou, si l'on préfère, par kilowatt d'énergie humaine dépensée, c'est-à-dire de la production réalisée par un homme travaillant le même temps et ne donnant que le même effort. Si l'augmentation de la production est due à un allongement de la journée de travail ou à un effort accru de l'ouvrier, il y a augmentation de la production, mais non augmentation de la productivité et ce que le travailleur a pu gagner d'un côté, il l'aura perdu de l'autre, car, travaillant davantage, il lui faudra plus de produits pour se nourrir, et sa vie, qui est son propre capital, s'usera plus vite.

Or lorsque nos ministres, nos politiciens, nos journalistes, nos économistes et nos socialistes, toute cette faune qui lâche la bourgeoisie sur le prolétariat pour l'abrutir et le tromper, exhortent la classe ouvrière à accroître la production, seul moyen, disent-ils, d'accroître son bien-être, leurs appels ne portent que sur une augmentation de la production due à une augmentation de l'effort ouvrier, et qui est donc d'une valeur nulle pour le prolétariat. Seule l'augmentation de la productivité, c'est-à-dire le progrès technique, l'invention qui permet d'utiliser avec un meilleur rendement les sources d'énergie que la nature met à notre disposition ou qui donne des outils permettant à notre propre effort de s'employer avec plus d'efficacité, est génératrice, toutes choses égales d'ailleurs, de plus de bien-être pour les travailleurs.

La seconde chose qui intéresse le salarié pour la commodité de sa lutte quotidienne est **le maintien de la concurrence entre ses employeurs.** Il va de soi que si l'ouvrier se trouve en face d'un unique patron, il pourra beaucoup moins facilement lui arracher des concessions que s'il se trouve en face de plusieurs patrons se concurrençant les uns les autres, car, en période d'activité économique, certains d'entre eux seront prêts à payer des salaires plus élevés afin d'accroître le nombre de leurs ouvriers, et, en tout temps, chacun aura peur que le concurrent ne lui prenne sa clientèle si ses ouvriers se mettent en grève.

C'est pourquoi, loin de favoriser, comme l'avait fait la social-démocratie allemande du temps de Weimar, la formation des trusts, des cartels et autres ententes patronales, le prolétariat doit faire tous ses efforts pour l'empêcher. Pour la même raison, il doit éviter que les entreprises d'Etat ne deviennent des monopoles, il lui faut faire en sorte que l'Etat-patron reste soumis, chaque fois que cela est techniquement possible, à la concurrence de l'industrie privée. Le jour où le prolétariat se trouve en face de l'Etat comme seul patron, alors, comme on s'en doutait depuis longtemps et comme l'exemple russe en a magnifiquement administré la preuve, le travailleur cesse d'être prolétaire, il est devenu esclave. Et alors, comme pour tout esclave, la « loi d'airain » joue à plein ; il est sûr de ne recevoir pour sa subsistance que le strict minimum qui lui est nécessaire pour se maintenir en vie, effectuer son travail et se reproduire.

Diminuer les profits ?
Non, les augmenter au contraire !

Enfin — et ceci est ce qui est le plus contraire aux idées actuellement courantes — l'intérêt du travailleur est qu'il y ait pour le patron le plus grand **profit net** pour un **profit brut** donné.

Expliquons-nous.

Pour produire une marchandise, un industriel a certaines choses à payer : matières premières, salaires, amortissement du matériel, etc., le prix de ces choses est ce qu'on appelle le « prix de revient » ; d'autre part, il vend la marchandise produite à un certain prix, le « prix de vente » ; la différence entre les deux prix qui, en gros, représente la plus-value et mesure le degré d'exploitation du travailleur, est appelé « profit brut » ; il va de soi qu'il est de l'intérêt de l'ouvrier que ce profit brut soit le moins élevé possible.

Mais ce profit brut ne va pas tout entier dans la poche du patron. Une part va en être employée obligatoirement par le patron pour payer des sommes qui ne sont pas des dépenses de production, telles qu'impôts, intérêts des capitaux empruntés, etc. Une fois que tout cela est payé, le solde va au patron, c'est son « profit net ».

Or il est manifeste que l'intérêt du prolétariat est que ce profit net soit, par rapport au profit brut, le plus haut possible. Si, en effet, par exemple, les sommes que le patron a à payer sur son profit net deviendrait une « perte nette », et le paque son profit net devient nul, il sera impossible à ses ouvriers d'obtenir une augmentation de salaires, car une telle augmentation ferait que l'entreprise se trouverait alors en déficit, le profit net deviendrait une « perte nette », et le patron fermerait, plutôt que de continuer à tourner.

Au contraire, si, pour un profit brut donné, le profit net est élevé, le patron peut beaucoup plus facilement consentir à une diminution de son profit brut par accroissement des salaires, puisque, même après celui-ci, il pourra lui rester encore un profit net substantiel dont il n'a pas intérêt à se priver, même temporairement.

Autrement dit, sur le profit brut il y a deux parties prenantes : ceux auxquels vont les impôts, intérêts des dettes, etc., et le patron. Sur les premiers, l'action directe des salariés n'est pas possible ; sur le second, tout au contraire, l'action directe est praticable et efficace ; par conséquent, les travailleurs ont tout intérêt à ce que la part de celui-ci soit la plus grande possible. Toute réduction du profit net par rapport au profit brut réduit d'autant la marge de ce que le prolétariat peut conquérir.

Et cependant, le prolétariat, en règle générale, applaudit à l'augmentation des impôts, du moment que leur incidence directe tombe sur le patronat. Il y a à cela deux raisons ; l'une, qui est d'ordre psychologique, réside dans le fait que pour l'ouvrier, le patron — et à juste titre — est l'ennemi numéro un, et qu'on se réjouit toujours de voir son ennemi frappé, même lorsqu'on ne doit en tirer aucun avantage ; l'autre est que la bourgeoisie bureaucratico-politicienne, dont les intérêts s'identifient à ceux de l'Etat, est parvenue à persuader le prolétariat que tout ce qui est gain pour l'Etat constitue une victoire pour la classe ouvrière et que, par conséquent, les travailleurs se doivent de poursuivre l'accroissement des impôts « pour les riches ». Or l'impôt sur le riche est aussi dommageable au pauvre que tout autre impôt, puisqu'il réduit la part potentielle du prolétaire, celle qu'il peut acquérir, en l'arrachant par son propre effort, à la rapacité de ses exploiteurs.

***

En résumé, la politique du prolétariat doit tendre à ce que « les affaires marchent bien ». Il va de soi qu'en régime capitaliste cela signifie que les patrons seront les premiers à faire de bonnes affaires, les premiers à en profiter, qu'ils s'enrichiront, mais l'objectif de la classe ouvrière ne doit pas être, comme il l'est trop souvent, que les patrons simplement ne s'enrichissent pas, il doit être seule-

ment qu'ils ne s'enrichissent pas sur son dos; pour le reste, au contraire, qu'ils s'enrichissent le plus possible, car, sur cet enrichissement, le prolétariat pourra prélever une part. En paraphrasant le mot de Guizot, le prolétariat pourrait presque dire au patronat : « Enrichissez-vous ! Enrichissez-vous, afin que je puisse m'enrichir à mon tour. »

C'est là, d'ailleurs, depuis longtemps, la base de la politique des ouvriers américains, et l'on ne peut vraiment pas dire qu'elle leur ait mal réussi.

R. L.

Correspondance

A propos de l'article « Confession », paru dans les **Etudes** de juin dernier, un vieil ami nous écrit :

Ainsi donc, tu brûles ce que tu as adoré ! Et comme tu ne fais pas les choses à moitié, tu procèdes, selon ta coutume, par des affirmations hardies. Tu quittes l'Eglise syndicaliste révolutionnaire et, parce que les choses ne vont pas exactement comme tu l'avais prévu, ni aussi vite que tu l'avais espéré, tu te réfugies dans la chapelle du réformisme le plus plat qu'il soit possible d'imaginer. Il m'est impossible de dire Amen.

Bien sûr, les milieux ouvriers sont épouvantés à la pensée d'organiser et de diriger eux-mêmes la production. Mais il ne faut pas oublier qu'il y a eu deux guerres mondiales ; que les élites ont été sacrifiées dans tous les milieux et dans tous les pays ; que les ruines se sont accumulées, et qu'il faudra attendre la montée des jeunes générations pour savoir ce que le genre humain a dans le ventre. En tout cas, il y a une chose que nous, les aînés, nous ne devons pas faire : c'est de décourager à l'avance ceux qui nous suivent !

Non ! je ne brûle pas ce que j'ai adoré. Il n'y a pas longtemps que j'écrivais, dans une introduction à des lettres de Sorel : « Notre croyance reste inchangée. Nous sommes persuadé qu'une société de producteurs égaux et libres succédera aux sociétés de classes et nous sommes persuadé aussi que ce n'est que selon les lignes directrices posées par le syndicalisme révolutionnaire que la classe ouvrière pourra fonder cette société. »

Notre croyance est toujours inchangée.

Mais le syndicalisme révolutionnaire comprend une double affirmation. La première, c'est que, par son « action directe », par une action autonome, le prolétariat doit conquérir dans la société présente elle-même tous les avantages qui peuvent lui permettre de vivre mieux (salaires plus élevés, travail moindre); la seconde, c'est que, au cours même de cette action, le prolétariat doit se préparer à renverser la société capitaliste pour établir à la place une société sans classes où il n'y aura ni exploiteurs ni exploités. Et le syndicalisme révolutionnaire n'a jamais accepté de sacrifier la première partie de sa pratique à la seconde; il n'a jamais considéré l'acquisition d'avantages matériels immédiats, dans le cadre de la société actuelle, comme une action « réformiste », il s'est toujours refusé à attendre passivement le jour du « grand soir », ou même se contenter de le préparer uniquement par la propagande, l'agitation et l'organisation. C'est cela qui fait son originalité et sa valeur.

Il va de soi que selon les circonstances, selon le « moment historique », l'accent peut et **doit** même être mis sur l'une ou l'autre de ces deux parties : sur les revendications immédiates, ou sur la préparation à la révolution.

Or ce que je prétends, c'est simplement qu'aujourd'hui l'accent doit être mis sur les revendications immédiates.

Pourquoi cela ?

Pour cette raison bien simple, à savoir que, pour des motifs qui sont manifestes, si une révolution se produisait aujourd'hui, et même si l'agent principal de cette révolution était le prolétariat, cette révolution ne serait pas une révolution prolétarienne.

Dans nos pays, en France notamment, la classe ouvrière est bien prête à faire une révolution, mais une révolution qu'elle ferait pour le compte d'autrui, qu'elle ferait pour le compte de l'aristocratie soviétique afin d'établir en France un régime pareillement aristocratique qui, non seulement n'assurerait point son émancipation, mais aggraverait considérablement son sort.

Dans ces conditions, tout accent mis aujourd'hui sur le côté « révolutionnaire » du syndicalisme révolutionnaire irait à l'encontre du but poursuivi ; il ne pourrait que contribuer à l'éclosion d'une révolution qui ne serait qu'une mystification. Il faut donc se replier sur le côté plus proprement « syndicaliste » du syndicalisme révolutionnaire, je veux dire sur la lutte pour l'obtention d'avantages immédiats. Lorsqu'une armée n'est plus en mesure d'avancer, que toute nouvelle avance ne ferait que de la conduire dans un traquenard, il lui faut s'établir sur une position de repli. La lutte pour le salaire, la lutte pour la diminution de la durée du travail, la lutte contre l'intensification du travail sous toutes ses formes, constitue l'idéale position de repli. Sur ces points, il n'est plus de mystification possible. C'est du tangible, c'est du matériel. Contre l'immédiatement tangible, le bourrage de crâne est inopérant : on ne peut pas faire prendre une diminution de salaires pour une augmentation, une heure de travail de plus pour une heure de travail de moins, une accélération de la vitesse de la chaîne pour son ralentissement.

Avantages tangibles et immédiats qui ne profitent et ne peuvent profiter (sinon par des conséquences indirectes et lointaines) qu'à la classe ouvrière, donc avantages **de classe**. La lutte pour de tels avantages ne peut donc être qu'une lutte de classe, elle ne peut être menée que par la classe ouvrière et seulement pour son propre compte, ce qui fait qu'elle est un excellent moyen de renforcer la conscience de classe ; par là, elle constitue la meilleure préparation à la reprise, le moment venu, de la lutte révolutionnaire, la lutte pour une véritable révolution prolétarienne, et, en attendant, elle évite à la classe ouvrière d'être dupe.

R. L.

L'expérience de tous les pays montre de la façon la plus concluante que l'organisation économique, intelligemment conduite, a beaucoup plus de poids que l'action politique, car, quel que soit le parti politique qui soit au pouvoir, une action syndicale avisée et énergique oblige les politiciens à des concessions.

TOM MANN.

« La Vie Ouvrière », 20 octobre 1909.

RÉFLEXIONS sur la grève gestionnaire

La camarade Landry, de Poitiers, a adressé à Ravachol, au sujet de son article, « A propos de la grève gestionnaire » (R.P. juin 1949), d'intéressantes réflexions dont nous avons cru devoir donner l'essentiel à nos lecteurs.

LEGITIMATION ET ACTUALITE DE LA GREVE GESTIONNAIRE

J'ai cru comprendre que, pour vous, la grève gestionnaire est un moyen d'empêcher qu'une révolution ouvrière ne tombe aux mains des politiciens. Je suis d'accord, mais cela suppose au moins qu'une révolution ouvrière soit présente, ou prévisible dans un proche avenir. On peut poser la question un peu différemment, en partant de la structure sociale actuelle.

L'idée qui se fait jour, peu à peu, dans les milieux ouvriers, de l'efficacité de la grève gestionnaire, provient d'abord de ce que la grève tout court, même avec occupation des usines, semble dépassée, et vouée présentement à l'échec. Ceci est lié :

a) à la crise du capitalisme ;

b) à la crise du syndicalisme.

a) La crise du capitalisme, qui, comme vous le savez, est caractérisée par la disproportion entre une haute productivité et une sous-consommation (différence absorbée seulement par la diminution de la production utile et l'aggravation d'une production de guerre — mais l'intensité des productions de guerre accroît elle-même le degré de productivité), a provoqué — par l'impuissance des classes profitant du capitalisme à résoudre la crise — la formation d'un capitalisme d'Etat, et, dans les secteurs demeurés « libres », le raidissement du capitalisme privé.

Cette étatisation du capitalisme privé est grave pour la défense des intérêts ouvriers. Une partie importante des travailleurs est maintenant passée sous l'autorité des pouvoirs publics. Or l'Etat, qui prétend incarner l'intérêt général, tend de plus en plus à s'opposer à toute grève dans ses établissements (exemples : mines, usines nationalisées, ou, tout au moins, à réagir brutalement. Il est bien évident que, là où l'autorité patronale a directement les forces de répression à sa disposition, la lutte revendicative est bien plus difficile à mener que lorsqu'on peut jouer sur une différenciation des forces d'autorité (politique et économique), qui peuvent avoir, localement ou provisoirement, des intérêts divergents. La réussite des grèves dans le domaine public est donc très aléatoire.

D'autre part, la gravité de la crise fait que l'Etat est amené à intervenir de plus en plus pour essayer de maintenir l'ordre social menacé. Dans le chaos actuel, où la classe ouvrière doit faire face à la fois au capitalisme dégénérescent, à l'Etat, aux partis, aux ambitions des nouveaux « directeurs », elle doit faire la preuve qu'elle est apte à gérer les usines et à mettre sur pied une organisation nouvelle de production.

b) La crise du syndicalisme est telle que celui-ci doit changer ses méthodes, s'il veut rester l'organisme de combat de la classe ouvrière. Son évolution actuelle met à nu les défauts qui l'empêchent de remplir efficacement sa fonction, savoir :

1) Le syndicalisme est devenu corporatif, revendicatif uniquement sur le plan immédiat et a laissé de côté la préparation de la Révolution (le dogme de la « représentativité » a remplacé le principe d'action directe).

2) Il a abandonné sa tâche d'éducation des travailleurs.

3) Chaque centrale s'est laissé dominer par un parti politique et des influences impérialistes, ce qui l'empêche de mener une action révolutionnaire (mots d'ordre extérieurs au syndicat, par conséquent perte de l'autonomie de la classe ouvrière).

Les travailleurs sont dégoûtés de la multiplicité des centrales syndicales (1) et de leur peu de consistance. Les mots d'ordre revendicatifs, toujours ramenés au minimum (exemple : grève de 24 heures pour un indice de reclassement ou une prime), leur semblent insuffisants pour s'engager dans une lutte dure et peut-être longue. Ils voudraient retrouver l'unité ouvrière dans leurs entreprises, mais se refusent instinctivement aux embrigadements politiques. Déclenchée au bon moment, la grève gestionnaire peut être la manifestation de cette unité révolutionnaire qui se cherche.

Si l'on excepte les périodes vraiment révolutionnaires (ex. : Catalogne 1937), on constate qu'il y a déjà eu, depuis 1944, sinon des essais, du moins des velléités de grève gestionnaire. Preuve que l'idée est dans l'air. Je cite, de mémoire, et pour ce que je sais :

— une brasserie de Lille (en 1946 ou 1947) ;

— essai infructueux des traminots de Marseille ;

— les hospitaliers ;

— les cheminots de Berlin ce que la radio française a appelé « les grévistes au travail ») ;

— usines d'aviation nationalisées (discussions syndicales encore en cours).

L'expérience Berliet est, à mon avis, une fausse ou incomplète expérience de gestion, de par l'intrusion de l'Etat et toutes les entraves qui y ont été apportées, soit par l'isolement de l'usine, soit par les manœuvres des partis politiques, etc...

Tout cela, à mon avis, peut expliquer l'actualité et le caractère rationnel de la grève gestionnaire.

I. — DONNEES POLITIQUES

Nous sommes, par nature, opposés à l'Etat, qui ne peut que gêner les essais d'auto-organisation des ouvriers — donc opposés à toute la machinerie actuelle (parlementaire ou autre). Les données politiques ne peuvent pas nous être utiles dans la pratique de la grève gestionnaire. Toutefois, cela ne signifie pas que nous devions nous en désintéresser, car la politique sera un des moyens par lesquels on essaiera de nous abattre. Nous devons donc étudier la suite des événements avec soin, les faits politiques étant la projection de l'évolution économique (exemple : décadence du parlementarisme liée à

(1) Quand il est question des centrales syndicales, je veux dire les trois grandes centrales (C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C.), les plus importantes, celles qui portent les caractères du syndicalisme actuel — les syndicats autonomes étant très peu centralisés, et la C.N.T. ayant un appareil beaucoup moins important et non appointé.

« l'autorisation » du capitalisme, problème de la fascisation d'une partie de l'opinion publique, etc...).

Bien entendu, je suis tout à fait d'accord sur votre distinction entre « réformistes » et « révolutionnaires », ainsi que sur votre conception de la lutte ouvrière basée sur la devise de la Première Internationale. C'est d'ailleurs la condition première de la prise de conscience par la classe ouvrière de son autonomie.

L'éducation ouvrière devrait donc être une des premières tâches des sections syndicales qui méritent encore ce nom. Celles-ci doivent aider leurs adhérents à devenir le plus conscients possible sur le plan professionnel, économique, révolutionnaire. Il est bon de leur faire prendre des initiatives concrètes, à partir de la situation présente, initiatives qui permettront un affermissement de la solidarité et de la fraternité ouvrières, ainsi qu'un affaiblissement de cet égoïsme et de cette non-camaraderie qui, malheureusement, se font jour quelquefois dans les ateliers et sur les chantiers. On pourra donc constituer des coopératives (groupements d'achat), lutter contre le chômage au sein du syndicat, c'est-à-dire en essayant de trouver du travail aux camarades. Dans les réunions publiques (meetings), on pourra traiter de questions qui, partant de l'immédiat, font voir aux ouvriers la nécessité d'un changement, par en bas, de la structure sociale (par exemple le chômage, la coordination du rail et de la route ou les nationalisations, suivant le type d'économie locale).

Dès à présent, il faut préciser comment l'on conçoit la grève gestionnaire. Deux conceptions :

a) ou bien elle revêt la forme d'une préparation immédiate à la Révolution sociale, et alors elle est insurrectionnelle ;

b) ou bien c'est un moyen perfectionné de mener la lutte sociale, par la peur qu'elle inspirerait aux possédants.

On peut penser également qu'un mouvement de ce genre, déclenché pour obtenir des améliorations professionnelles, peut s'élargir et aboutir à la revendication suprême : la gestion des entreprises par les travailleurs. En effet, au cours d'un mouvement bien mené, les objectifs s'élargissent souvent.

II. — PREPARATION DES OUVRIERS

a) Travailleurs.

Vous dites que les travailleurs ne sont pas prêts. Je crois pour ma part que, s'il y a assez de militants dévoués pour faire comprendre à l'ensemble de la classe ouvrière les possibilités contenues dans cette forme de lutte — et cela dans les diverses centrales — on pourrait voir se dessiner un réveil dans ce sens.

b) Organisations.

Du fait qu'un certain nombre de militants soit acquis aux idées « gestionnaires », on ne peut inférer, par là même, que les « sommets » le soient. On peut même penser qu'il nous viendra beaucoup d'embûches de ce côté-là. Chaque événement social montre en effet que les « bonzes » se soucient fort peu d'œuvrer dans un sens vraiment syndicaliste. Il faut supposer que les travailleurs étant déjà acquis à la grève gestionnaire remplaceront les confédérations actuelles par des organismes de lutte révolutionnaire, qui seront, selon la situation, des syndicats ou des conseils d'usine, etc... (organismes de combat et de gestion). Mais compter sur les confédérations pour aider les travailleurs à prendre conscience des possibilités qui sont en eux serait, je crois, une grave illusion — bien que cette tâche d'éducation soit tout à fait de leur ressort.

c) Compétence gestionnaire.

Là, je suis tout à fait de votre avis. La formation sur le tas a déjà commencé dans le bâtiment depuis plusieurs années, date à laquelle le chômage menaçait déjà nos camarades manœuvres, et où l'on craignait une immigration d'ouvriers italiens en masse. On peut trouver toutes sortes d'occasions pour développer les aptitudes gestionnaires du personnel. Par exemple, les employés de comptabilité, aidés des magasiniers et des ingénieurs, peuvent essayer de déterminer le prix de revient des productions. Naturellement, cela suppose une collaboration fraternelle entre les divers éléments producteurs. J'y reviendrai tout à l'heure.

Au sujet des *Comités d'entreprise,* ceux-ci, malheureusement, n'ont pas été une école de gestion, car les militants qui y sont délégués ont souvent été chloroformés par l'optique « production-collaboration au sein de l'entreprise » (et je vous prie de croire que je connais pratiquement bien la question). D'autre part ces comités n'ayant qu'un rôle consultatif, toute réunion ou discussion allant au fond de la question est habilement éludée par le patron, tandis que toutes mesures destinées à renforcer la discipline de la production sont rapidement proposées au Comité. Tout cela provoque une désaffection des ouvriers vis-à-vis des Comités, une déconsidération des militants nuisible au syndicalisme.

III. — EMBUCHES PROPREMENT DITES

Les difficultés techniques

Elles sont, à mon avis, moins grandes en cas de grève gestionnaire générale et insurrectionnelle qu'en cas de grève partielle. Plus le mouvement sera étendu, plus il durera de temps et plus il aura des chances de réussir (quel que soit l'objectif visé). Du moins faudra-t-il choisir le moment où les stocks sont importants — contrairement à la grève revendicative simple — et prendre garde au sabotage des arrivages par l'Etat ou ses représentants.

Ecoulement des marchandises.

D'accord pour les objets de consommation.

Pour l'industrie d'équipement, je vous soumets une idée personnelle, qui semble logique et rationnelle — je ne sais ce que donnerait sa mise en pratique :

— On pourrait livrer des tracteurs et autres machines agricoles directement aux paysans, contre ravitaillement ;

— Les armes seraient stockées dans des entrepôts, car nous pouvons en avoir besoin (en tout cas, il faut prévoir cette éventualité).

Les pièces industrielles pourraient être livrées, selon l'importance et l'étendue de la grève, aux usines gérées par les ouvriers en priorité, et à des petits particuliers, ce qui donnerait des rentrées d'argent permettant de venir en aide aux grévistes. A ce point de vue, l'aide des services publics, transports et autres, serait extrêmement précieuse.

Problème des cadres.

Il y a trois sortes de cadres :

a) une petite minorité de syndicalistes, qui a réfléchi sur les problèmes techniques et sociaux, et est arrivée à des solutions égalitaires.

b) un certain nombre de cadres qui, non seulement, se mettent, par intérêt, au service du patron, mais sont même nettement antiouvriers, mouchards, etc...

c) enfin — sans doute le plus grand nombre — plutôt favorables aux ouvriers, mais trouvant normal de gagner 3 ou 4 fois plus qu'eux. Toutefois,

ceux-ci n'abandonneraient peut-être pas la production.

A noter la nocivité des commissions, des intéressements qui lient les cadres aux bénéfices patronaux. Mais il faut faire voir à ces hommes qu'au delà du patron, il y a l'entreprise, qui, elle, peut vivre sans patron.

Evidemment, l'appui des cadres est décisif pour le succès de la grève gestionnaire (au moins d'une partie), surtout dans certaines branches industrielles. Ne pas confondre les cadres indispensables à la marche des usines avec d'autres cadres, par exemple, les polytechniciens de la S.N.C.F. (les cheminots n'ont besoin de personne, il me semble, pour faire marcher les trains). D'une manière générale : se méfier énormément des polytechniciens.

Crédit.

Banques Coopératives (?). C'est une question qui me dépasse un peu sous son aspect technique. Toutefois, au début, en attendant la création d'une « monnaie » ou bons distributifs, on devrait faire usage de troc, afin d'économiser le plus possible les disponibilités monétaires.

Approvisionnement en matières premières.

La solidarité des ouvriers produisant les matières premières, aussi bien que celle de ceux produisant les sources d'énergie, est absolument indispensable.

Il faut maintenant étudier la question des ennemis de la grève gestionnaire, comment nous pourrons leur faire face avec les meilleures chances de succès.

1) l'Etat.

Il faut prévoir le moment où celui-ci sera en difficulté, où on aura des chances de contrer victorieusement la police. Faire appel à nos camarades fonctionnaires, pour qu'ils nous facilitent la tâche (notamment cheminots, postiers).

2) Capitalisme.

Il faut déjouer les manœuvres des patrons, et, pour cela, étendre le mouvement le plus possible, pour éviter l'asphyxie économique. La solidarité devient un devoir strict, afin que le mouvement ne soit pas ridiculisé. Il faut à tout prix empêcher la collusion Etat-patrons, et prévoir que l'hostilité patronale sera moins brutale que tortueuse, mais tout aussi dangereuse.

3) Partis politiques.

Ceux-ci auront une attitude violente ou hypocrite, selon les cas. Se méfier du sabotage stalinien dans les usines, des attaques contre les militants. De toute façon, les partis tout aussi bien que les capitalistes ou l'Etat ont une grande peur de la grève gestionnaire généralisée qui les rendrait tous inutiles.

CONCLUSION

On voit l'immensité de la tâche à accomplir, et des horizons qu'elle ouvre sur le devenir du prolétariat. Raison de plus pour s'y préparer sérieusement, chacun dans son secteur, en parler dans les réunions, prendre des contacts. Je crois que, si on arrivait à créer une ambiance « gestionnaire », les ouvriers, qui connaissent leur usine, leur ville, voire leur département, s'intéresseraient vivement à la question et trouveraient d'eux-mêmes des débuts de solution technique. Tandis que la fausse « révolution », basée sur la prise du pouvoir, les prive de toute initiative créatrice et les habitue à tout attendre d'en haut, ce qui est un mode de penser néfastement réactionnaire (et combien XXe siècle).

Cela nous ramène à la position du syndicalisme. Il me semble bien que la crise qui le mine en ce moment n'est pas fortuite et n'est pas seulement le fruit de la trahison de quelques bonzes. Le syndicat, tel qu'il est constitué, était tout à fait adapté au capitalisme dans sa forme libérale, et apte à mener sa lutte revendicative avec chances de succès. Mais le chaos et la dégénérescence actuels du capitalisme, avec croissance du capitalisme d'Etat, totalitarisme, paix armée et guerres font que le syndicat devient un organisme « en marge ». Il doit rentrer dans l'entreprise, embrasser toute la vie ouvrière et non plus seulement la question salaire — en un mot gérer la production ; il deviendra probablement conseil d'usine (et non comité d'entreprise) au service de tous les travailleurs.

Mais, pour cela, les syndicats actuels peuvent mener une grosse tâche d'éducation des travailleurs pour préparer ceux-ci à d'immenses changements de structure sociale, déjà en gestation dans le monde présent (velléités ouvrières, autogestion des Auberges de Jeunesse, essai des Invalides du Centre Eugène-Napoléon, honteusement traités par le gouvernement « républicain »). Le syndicalisme n'étant pas un but en soi, mais un moyen pour mener le prolétariat à sa maturité économique et sociale, les syndicalistes seront les aînés (intellectuellement) qui guideront la classe ouvrière et lui feront prendre conscience de son rôle en tant que force autonome, maîtresse de son destin.

27-7-1949. **M. LANDRY.**

Vers une nouvelle formule d'action

Dans sa rubrique tribune libre, le Rail syndicaliste *du 28 septembre dernier publie une résolution du syndicat F.O. des Cheminots de Grenoble préconisant une nouvelle formule d'action : la grève gestionnaire. Mais pourquoi axer la propagande sur une baisse des prix ?*

La situation faite actuellement au monde du travail par la carence gouvernementale dans le règlement du problème salaire-prix doit être examinée.

Aussi, les cheminots de Grenoble et de la région ont étudié avec sérieux le questionnaire qui leur a été adressé par la Fédération syndicaliste des cheminots, sur l'action à entreprendre pour amener les Pouvoirs publics à reconsidérer la question et à y apporter une solution rapide et conforme aux désirs de l'ensemble de la classe ouvrière.

La formule d'action de grève telle qu'elle est appliquée jusqu'à ce jour rend le mouvement de plus en plus impopulaire, surtout lorsque ce mouvement est déclenché par des cheminots ou des fonctionnaires. Le public ne comprend pas, et en cela le gouvernement met tout en œuvre pour l'appuyer, les buts que nous poursuivons. Les Pouvoirs publics, par l'appui indirect des usagers, tentent de faire échouer le mouvement.

Il faut donc que l'on tente d'amener le public avec nous en engageant la grève gestionnaire.

Il faut populariser cette nouvelle formule et rapidement la classe ouvrière sera unie avec ceux qui combattent pour elle. Nous ne sommes pas de ceux qui comptent sur telle ou telle fraction politique pour amener les Pouvoirs publics à donner à la classe ouvrière un salaire vital. Nous devons axer notre propagande sur une baisse des prix, baisse qui est possible. Mais nous devons aussi lutter pour le rétablissement de la relativité salaires-prix, avec application de l'échelle mobile.

Par la grève gestionnaire, nous sommes certains que nous réussirons à imposer nos idées et à les faire triompher. Notre comportement est dicté par la défense des intérêts des travailleurs. Nous ne sommes pas des politiciens syndicalistes, mais des syndicalistes conscients des responsabilités qui leur ont été confiées par leurs camarades. De plus en plus, les cheminots viennent à nous et nous font confiance.

Il importe que nous ne décevions pas leurs espérances. Il faut donc engager dès maintenant la lutte pour l'amélioration de nos conditions de vie.

Cette belle pensée est toujours en nous : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ! »

A nous, syndicalistes libres, de la faire triompher !

La renaissance du syndicalisme

A l'Union des Syndicats F.O de la Région Parisienne

Pour que la C.G.T.-F.O. prenne et garde la direction de la bataille des salaires !

Comme nous écrivons cet article, nous ne savons pas encore quel sera le dénouement de la crise ministérielle. Ce n'est pas pour nous le plus important. Nous demeurons sur notre terrain : celui du mouvement syndical où se dessine un tournant peut-être décisif. Non que nos idées triomphent. Non que nous espérions le succès des principales revendications ouvrières. Nous entrons sans doute dans une période de combats d'autant plus difficiles que la peur de la guerre alourdira tous nos débats. Mais la bataille peut s'engager sous le signe d'une indépendance du syndicalisme qui ne sera plus seulement théorique.

Je n'aborderai pas l'ensemble du problème. Je me contenterai de tirer quelques enseignements de l'expérience vécue au sein de l'Union des syndicats F.O. de la région parisienne.

Il n'est pas question d'attribuer à celle-ci une influence déterminante dans l'évolution actuelle. Il est d'autres forces importantes dans la C.G.T.-F.O.... et hors la C.G.T.-F.O. Mais c'est là peut-être qu'on a senti le plus rapidement et le plus nettement les réactions ouvrières dont l'expression publique a servi aux socialistes, et à Daniel Mayer en particulier, de salutaire avertissement.

Débutons par trois observations préalables :

Un journal radicalo-gaulliste a décelé, dans les propositions de l'Union, l'influence diabolique des « syndicalistes révolutionnaires » de la **R.P.** C'est trop flatteur.

Des collaborateurs réguliers de la **R.P.** sont membres des bureaux de quelques fédérations et unions F.O. Ils ne se sont pas concertés. Il n'est pas certain qu'ils soient d'accord sur le programme et la tactique. Pour moi, militant de l'Enseignement, il ne pouvait être question que de commenter les informations et propositions des militants ouvriers et d'en tirer pour les gens de nos services publics des indications quant à l'accomplissement de notre devoir de solidarité. D'aucuns peuvent avec une haute sérénité commander une action à laquelle ils ne participeront... que moralement. Je confesse avec quelque humilité que j'en suis absolument incapable... n'étant ni un homme de gouvernement, ni un homme d'état-major, ni un homme de parti...

Faut-il préciser que les séances des assemblées et comités de l'Union ne débutent jamais par une prière d'actions de grâces élevée vers Jouhaux ? A vrai dire — et je m'en félicite — on n'y nomme guère « le général ». On n'y parle que du bureau confédéral... et de son autorité « collégiale »... sans respect excessif, mais sans hostilité tendancieuse. Il paraît qu'aux sommets de la C.G.T.-F.O., certains se sont irrités des initiatives « maladroites » des Parisiens. C'est qu'ils ne sentent pas la valeur de l'exemple donné d'un débat public où la spontanéité « d'en bas » se heurte à la prudence — pas toujours méprisable — « d'en haut ». C'est qu'ils ne veulent pas admettre que la renaissance du syndicalisme dépend essentiellement de l'activité des Unions... comme sa naissance a été provoquée par l'importance des Bourses du travail.

Nous savons par expérience que l'opposition entre Paris et la province demeure une des constantes du mouvement. Sans doute le syndicalisme s'implante-t-il difficilement dans une population ouvrière, très mobile, qui — à l'exclusion de quelques noyaux isolés — ne se groupe pas, à travers les générations, autour de centres permanents de production et ne s'accroche pas au terroir. C'est une raison pour se méfier de la démagogie aux effets spectaculaires et tumultueux. C'est une raison de plus pour encourager ceux qui veulent « fixer » les ouvriers parisiens dans des organisations solides, en gagnant leur confiance.

Ces messieurs de la C.G.T.K. ont taxé de « fanfaronnades » les propositions de grève générale présentées par l'Union. Sous ce propos dédaigneux on peut déceler une sorte de rage inquiète. Les militants parisiens de F.O. ne se dissimulent pas les faiblesses de leur organisation. Ils ont mesuré la force du courant à remonter. Mais ils ne veulent plus attendre que la lassitude leur amène des syndiqués désireux de trouver un refuge hors de l'agitation stalinienne. Ils veulent au contraire que F.O. renforce son autorité, en prenant l'initiative de l'action. Nous avons connu cela, lors de la grève générale du 12 février 1934, quand les communistes et la C.G.T.U. durent suivre le mouvement engagé par la C.G.T., dite « réformiste ». Ce fut malheureusement sans lendemain. Il faut que la volonté actuelle persiste, même si elle ne provoque pas une action immédiate.

Il convient enfin de noter qu'au sein de la commission exécutive confédérale, le secrétaire de l'Union a fidèlement soutenu les positions fixées par les syndicats parisiens. C'est normal, dira-t-on. Sans doute, mais dans un passé pas très lointain, on vivait dans la C.G.T. — comme dans la C.G.T.U. — sous le signe de l'anomalie. Un état-major confédéral transmettait ses consignes aux syndicats par le canal des secrétaires d'Unions — préfets confédéraux. On a replacé la pyramide sur sa base. Et ce n'est pas là un résultat négligeable.

S'il est une objection aux revendications syndicales que l'on ne réfute pas avec assez d'énergie, c'est bien celle qui tient à la « dévaluation » dont l'effet serait compromis si l'on provoquait une nouvelle course des salaires et des prix. Car la question de la revalorisation des salaires s'est posée avec acuité bien avant l'opération de dévaluation.

Déjà dans ses réunions de juillet et d'août la Commission exécutive de l'Union examinant l'affaire de la fameuse « prime de vacances » avait condamné l'hypocrisie de formules qui se présentent comme des solutions bâtardes, sporadiques et paresseuses, alors qu'une revalorisation générale des salaires ouvriers doit intervenir.

Le 5 septembre la Commission exécutive informée par le bureau de la gravité de la situation

fut saisie d'une motion de la Fédération des Produits chimiques, présentée quelques jours plus tard à la C.E. de la C.G.T.-F.O. Le syndicat parisien des Produits chimiques avait procédé à une consultation, par voie de referendum. Aux 400 questionnaires envoyés dans les entreprises, les réponses se prononçaient en général pour une grève générale illimitée.

Que ce mot d'ordre n'ait pu être retenu sous sa forme brutale, on se l'explique sans peine. Mais il permet d'apprécier la « température » dans une industrie qui connaît des salaires « anormalement bas » (11.600 fr. par mois pour certains manœuvres), des menaces de chômage généralisé et un patronat aussi réactionnaire en ses conceptions économiques et sociales que fortement préparé à la bataille. Mais ce qui est plus significatif c'est que la formule même vise le gouvernement comme l'ennemi principal.

La politisation et le dirigisme ont entretenu trop longtemps cette illusion que la pression sur le gouvernement peut remplacer l'action directe pour qu'on en revienne sans transition aux simples réalités de la lutte des classes qui demeurent sous les constructions artificielles et provisoires. Au reste c'est bien la politique de blocage des salaires qui soutient la résistance patronale ou même la justifie. Il est fatal qu'on veuille lui opposer une action confédérale.

La discussion s'engagea sur la base des propositions des Produits chimiques. On se mit facilement d'accord sur les revendications. Le syndicat des Employés apporta les conclusions d'une étude approfondie sur « la valeur du point » qui permirent de calculer un nouveau « minimum vital ».

L'étude des moyens d'action provoqua une controverse assez nourrie, singulièrement instructive. Grève limitée à une corporation ou à une industrie, soutenue par une solidarité organisée sur des bases concrètes — grève « administrative » ou gestionnaire dans les services publics — grève générale d'avertissement — grève générale illimitée... toutes ces formules trouvèrent des partisans, aucune ne fut rejetée sans examen. Et l'on ne jugea pas qu'une décision confédérale suffisait pour régler le sort de l'unité d'action. Le bon sens l'emporte toujours sur les affirmations doctrinales. On ne veut pas offrir aux staliniens, sur le plan général, un terrain de manœuvres faciles. On ne croit pas possible d'écarter — à la base — toute possibilité d'accord dans l'action, contre les syndicats de diverses obédiences.

Le 24 septembre l'assemblée générale des syndicats parisiens, importante par le nombre des organisations représentées et par l'ampleur des débats, confiait à une commission où siégaient des militants des métaux, de l'alimentation, des employés, des fonctionnaires, des postiers, des cheminots le mandat de rédiger une résolution qui fut adoptée à l'unanimité. Il n'est pas inutile d'en rappeler le texte :

Les responsables des Syndicats Confédérés Force Ouvrière de la Région parisienne, répondant à l'appel de leur Union départementale, réunis en assemblée générale le 24 septembre 1949 à la Confédération Générale du Travail « Force Ouvrière », 198, Avenue du Maine, à Paris, ont examiné la situation dans l'ensemble des industries et administrations, et ont exprimé le mécontentement grandissant et légitime des travailleurs.

Ils se prononcent pour les revendications suivantes :

1. — Libre discussion des salaires dans le cadre des conventions collectives (abrogation des dispositions de la loi du 23-12-1946). Réalisation au 1er janvier 1950 des deux dernières tranches de reclassement des fonctionnaires et agents des services publics.

2. — Fixation d'un salaire minimum national garanti par l'échelle mobile — compte tenu des prix et de la production — pour l'ensemble des salariés de toutes industries, administrations et services. Application de cette disposition à tous les pensionnés, retraités, vieux travailleurs et économiquement faibles.

3. — Intégration de toutes les primes dans les salaires et traitements (à l'exception des primes d'ancienneté).

4. — En attendant la conclusion des discussions sur les trois premières revendications : octroi immédiat à tous les travailleurs d'un acompte provisionnel uniforme, ne devant pas être inférieur à 5.000 francs par mois et pour 40 heures de travail par semaine.

5. — Révision de la fiscalité dans le sens d'une plus juste répartition des impôts, notamment par le relèvement du revenu de base servant à l'établissement de l'assiette.

Les Syndicats F.O. de la Région parisienne déclarent qu'une solution générale du problème de la revalorisation des salaires doit intervenir rapidement si l'on veut éviter des troubles dont le gouvernement et le patronat porteront toute la responsabilité.

Si la politique économique et sociale du gouvernement s'oppose aux revendications générales de la classe ouvrière et provoque ou renforce la résistance patronale, il appartient à la C.G.T.-F.O. de prendre l'initiative d'un mouvement de grève générale dont elle gardera la direction et le contrôle. Il importe pour la C.G.T.-F.O. et toutes ses organisations d'user de tous les moyens propres à influencer l'opinion publique et d'organiser une solidarité efficace se présentant sous des formes multiples : aide financière, organisation d'entraide, boycottage, etc., etc.

Tous les travailleurs décidés à défendre leurs intérêts, leurs droits et leur liberté, hors de toutes les contraintes et servitudes de l'esprit de parti et de la politique gouvernementale, peuvent et doivent se grouper sur la base des revendications exprimées en cette résolution, participer à l'action entreprise et renforcer les Syndicats « Force Ouvrière ».

On saisit à cette lecture la pensée dominante des militants parisiens.

Revenir sans doute à la liberté des salaires, mais rechercher d'abord une formule capable d'unir tous les travailleurs des industries privées et des services publics. Que les fonctionnaires n'abandonnent pas les opérations de reclassement, que les techniciens s'accrochent au respect de « la hiérarchie des salaires » — ce qui implique une discussion sur le caractère et la hauteur de cette hiérarchie — c'est sans doute une nécessité de leur action corporative propre. Mais celle-ci loin d'être gênée doit être facilitée par la revendication d'une indemnité d'attente uniforme, afin que cette pre-

mière satisfaction accordée à tous — et que le sort des plus déshérités impose immédiatement — laisse intactes les questions évoquées dans l'élaboration des conventions collectives, comme dans les débats entre le gouvernement et les syndicats de fonctionnaires. Ceux-ci d'ailleurs réunis par le comité interfédéral F.O. le 8 octobre ont approuvé cette position. Il ne semble pas que la majorité de la Fédération autonome de l'Education nationale s'oriente dans le même sens. C'est une preuve nouvelle de son éloignement du mouvement ouvrier. On souhaite d'autre part que les techniciens F.O. se séparent à ce sujet de la Confédération générale des Cadres, qui prend de plus en plus figure « **d'ordre privilégié** ».

L'idée de rendre au « salaire » son caractère exclusivement professionnel s'inspire aussi des plus saines traditions syndicalistes.

D'adroits statisticiens démontrent que les ressources du père de famille de ciny enfants ont été multipliées par un indice nettement supérieur à celui de la hausse des prix, alors que l'ouvrier célibataire dispose de ressources nettement inférieures en valeur réelle à celles dont il bénéficiait en 1939. Ne discutons pas ces données numériques. Ce qui importe, c'est de ne plus confondre — selon la terminologie à la mode — le « **professionnel** » et le « **social** ». C'est dans l'entreprise, dans la production, par son effort professionnel et son activité syndicale que l'ouvrier gagne et améliore son salaire. Que l'Etat supporte ou répartisse les charges imposées par « la politique de la famille » qu'il a voulue de propos délibéré... c'est une autre histoire !

Notons encore que pour éviter la stabilisation dans la médiocrité, on a introduit dans l'institution de l'échelle mobile, non seulement la notion des prix, mais aussi celle de la production. Notons aussi qu'à cette formule dangereuse de « minimum vital » on a substitué celle de « salaire minimum national » — ce qui veut dire qu'on ne laisse plus au gouvernement le soin de fixer arbitrairement la somme nécessaire à un individu pour « vivre ». On juge qu'aucun travail ne peut être rémunéré au-dessous d'une limite dont la hauteur dépend de l'action des syndicats et de la solidarité de tous les salariés.

On connait la suite de ces débats.

Le 3 octobre, la commission exécutive informée des projets gouvernementaux rédigeait un bref communiqué par lequel la C.G.T.-F.O. était invitée à rompre avec un gouvernement nettement hostile à la classe ouvrière et à engager une grève générale d'avertissement de vingt-quatre heures. La commission exécutive confédérale décidait la convocation du Comité national confédéral. Les ministres socialistes provoquaient la démission de Queuille.

Nous pouvons attendre le dénouement de cette crise et les débats du C.C.N. pour formuler quelques commentaires d'ordre général. Ici, nous n'avons voulu qu'informer aussi objectivement que possible.

Mais l'expérience vécue en ces dernières semaines nous paraît concluante. A l'Union des syndicats F.O., sont réunis tous les facteurs de la renaissance du syndicalisme. Celle-ci sera plus ou moins longue, plus ou moins difficile. Son accomplissement n'est pas certain. Cela dépend de nous, bien sûr. Mais cela ne dépend pas que de nous. Et au cours de nos débats, on a entendu plus d'une fois l'appel aux autonomes, aux indépendants, aux militants de la C.N.T. Laissera-t-on encore une fois passer l'heure du rassemblement des syndicalistes libres ?

Roger HAGNAUER.

DÉCLARATION
sur l'Unité dite " d'Action "

Au moment où le pays, la classe ouvrière et le mouvement syndical connaissent des difficultés sérieuses, aggravées par l'approche de l'hiver, nous tenons à préciser notre position.

Il est vain de nier que nous sommes entrés dans une phase de régression sociale; si les causes en sont nombreuses et fort diverses, la plus importante pour nous, *syndicalistes*, réside dans *l'affaiblissement du mouvement syndical.*

Cet affaiblissement est, sans contestation possible, le résultat de sa *politisation;* fait significatif, cette politisation a été plus spécialement l'œuvre d'un parti à caractère nettement totalitaire : le parti s'intitulant « communiste ».

La plupart d'entre nous, à différentes époques, ont pensé qu'ils pouvaient « faire un bout de chemin » avec ceux qui, dans les organisations syndicales, exécutaient pourtant farouchement les mots d'ordre de ce parti; c'est ainsi, pour ne citer que les faits les plus saillants, que ces camarades voulaient oublier que le 12 février 1934 n'effaçait pas la présence des staliniens aux côtés des Croix de feu le 6 février; qu'il avait suffi d'une déclaration de M. Staline à Pierre Laval pour que les organisations de la C.G.T.U. passent du défaitisme le plus absolu au patriotisme le plus cocardier et le plus chatouilleux; que la gymnastique de la C.G.T.U. fut telle que cette organisation ne disposait plus que de l'unité pour « engrener sur les travailleurs »; que les dirigeants et cadres soi-disant « communistes » avaient donné leur approbation, en 1939, au pacte germano-russe lequel permit l'entrée immédiate en guerre des armées hitlériennes; qu'il suffisait que M. Croizat soit au gouvernement pour que la classe ouvrière « produise et revendique ensuite », etc.

Les événements de novembre-décembre 1947 vinrent rappeler aux syndicalistes au cœur généreux que tous ceux qui se réclamaient de l'appartenance « communiste » n'étaient tout simplement que des *agents soviétiques.*

La tentative insurrectionnelle ayant échoué, la scission intervint; non pas désirée par le haut, comme veut le faire entendre l'édition française de la *Pravda,* mais imposée par ceux qui comme les mineurs, avaient souffert, dans leur chair, des brimades et sévices des appointés du parti « communiste ».

Avec beaucoup de difficultés et de peine certes, luttant contre l'incompréhension et la crainte qu'inspirent les représailles de « permanents syndicaux du parti », nous pouvons, toutefois, reforger un mouvement syndical libre.

Nous sommes fiers de mener ce combat !

L'exemple de nos camarades tchécoslovaques est là pour nous rappeler que l'unité-à-tout-prix leur a permis de goûter aux « bienfaits » de la « démocratie populaire »; si le secrétaire de la C.G.T. a gagné la présidence du Conseil, les travailleurs ont trouvé, eux, la servitude.

Le procès de Budapest ne vient-il pas, en outre, de nous apprendre que, pour avoir été leader syndical ou grand du régime, il fallait avoir été au service de toutes les polices depuis 15 ans !

Tous ces faits ont une résonance particulière dans l'esprit des travailleurs français; aussi, la C.G.T.K. est-elle dans l'impossibilité de mener, à elle seule, telle action qui lui est dictée; comme le parti dit « communiste », elle a besoin de tromper, d'abuser, de se camoufler et d'entretenir la confusion; comme il faut au parti des organisations « para » et « crypto », il faut l'unité d'action, comme thème de propagande à la C.G.T.

C'est donc avec surprise que nous avons appris que la C.F.T.C. avait pour ambition de grouper dans un cartel, à but « précis et limité », les 4 centrales et par conséquent la C.G.T.K.

Nous ne voulons pas rechercher les motifs qui ont poussé les responsables de la C.F.T.C. à tenter cette opération; certains d'entre nous seraient sévères dans leur appréciation. Mais ces responsables ne peuvent rien ignorer des faits rappelés ci-dessus; alors que les travailleurs se détachent chaque jour davantage d'une organisation à laquelle ils ne reconnaissent plus le caractère syndical, nos camarades chrétiens tiennent à redorer son blason.

Qu'ils sachent que leur tentative est vouée à l'échec le plus complet : *nous n'avons pas la mémoire courte.*

Peut-on, en effet, traiter avec des formations *fascistes ?*

Formations fascistes ? Oui, car elles ont comme elles :

— le culte du *chef* à un degré de ridicule jamais atteint;
— le mépris de l'*individu;*
— le culte de la *discipline intégrale* et de *l'infaillibilité* du politburo et du Comité Central;
— le culte du *parti,* auquel on doit tout sacrifier et surtout son honneur et sa dignité (aveux ! des procès de Moscou et de Budapest).

Faut-il rappeler que la Fédération Chrétienne des Mineurs a favorisé par un contrat « précis et limité » le déclenchement de la grève de 48 heures l'an dernier, grève qui a ensuite duré plusieurs semaines ?

Faut-il rappeler que, quelle que soit leur attitude, quels que soient les prétextes de leur agitation, les dirigeants *cégétékistes* (qui sont d'ailleurs les plus influents au sein du parti) sont, et demeurent, en toutes circonstances des *agents soviétiques ?*

Le fait que quelques organisations, ou quelques hommes, ne sont pas de ce parti, ne change rien à la question : ces organisations n'ont aucune influence et ne participent en rien aux décisions stratégiques; quant aux hommes qui les dirigent, ou bien ce sont des crypto-soviétiques mus par des ambitions personnelles, et ne trompant que les naïfs, ou bien ils ne participent, en aucune façon, à la vie confédérale.

Le prétexte de la défense des intérêts des travailleurs est vain ; lutter contre le patronat, contre l'Etat, est l'affaire des organisations syndicales libres; il ne peut être question de s'allier avec une clique dont les buts restent l'institution d'un régime totalitaire; et l'Etat totalitaire, dans la conjoncture actuelle, est l'ennemi n° 1 de la classe ouvrière.

Que le contact soit « précis et limité » n'empêche pas que la *revendication,* pour les organisations prorusses, *n'est que le prétexte* permettant l'agitation et la possibilité de servir l'impérialisme soviétique qui n'a rien à envier aux autres impérialismes.

Si nous refusons de juger des camarades qui, sur le plan de l'entreprise, considèrent qu'ils peuvent, dans des circonstances particulières, former un front commun, nous estimons qu'ils doivent se montrer vigilants, et tenter de mettre les responsables cégétékistes devant le fait accompli de la décision : en un mot, l'unité peut et doit se réaliser à la base lorsque les *syndicalistes libres sont assez forts;* le meilleur exemple n'est-il pas celui de la grève du 15 juin ? Chez les fonctionnaires où les fédérations C.G.T.-Force Ouvrière et C.F.T.C. ont pris l'initiative du mouvement, les organisations politisées n'ont pu qu'inviter leurs adhérents à suivre !

Le maréchal Tito (qui a eu d'autres possibilités de connaître l'activité des dirigeants staliniens que la C.F.T.C.) disait récemment :

« En réalité, ce n'est pas le parti communiste français qui nous attaque, mais certains individus qui sont des leaders et *qui n'ont point d'opinion à eux.* Il ne font que répéter ce qu'on leur dit. Ils ont introduit la notion de la subordination d'*employé à patron* dans les relations intercommunistes. Nous leur avons bien dit qu'ils ont tort. Ils n'en continuent pas moins de se comporter comme des *employés exécutant les ordres de leurs patrons.* »

Que gagneraient les salariés en s'acoquinant avec de tels hommes qu'un des leurs juge ainsi ?

C'est en refaisant un mouvement syndical libre, en formant des organisations musclées, dirigées par des militants indépendants, en montrant qu'il est vain pour la classe ouvrière d'attendre le salut des sauveurs « suprêmes », en regroupant les organisations non politiques, que nous pourrons mener le bon combat.

Mais ce n'est certes pas en ajoutant à la confusion, et en admettant par une « stratégie quelque peu spéciale » le caractère syndical de l'appendice d'un parti totalitaire. Il peut plaire à certains de recevoir les compliments de M. J. Duclos, lequel, au Comité Central de son parti, déclarait dans son rapport que « l'unité d'action faisait des progrès irrésistibles »; quant à nous, nous refusons de jouer « les Justus d'avant procès »; nous demanderons au C.C.N. des 22 et 23 octobre de ne pas perdre son temps, et de repousser, sans discussion, une telle proposition.

Un groupe de 31 militants responsables de 17 Fédérations de la C.G.T.-F.O.



FAITS DU MOIS

VENDREDI 2 SEPTEMBRE. — Le bureau de la **C.G.T.-F.O.** se prononce pour la revalorisation du pouvoir d'achat des salariés.

MARDI 6. — Ouverture du **congrès des Trade-Unions** à Bridlington.

MERCREDI 7. — Le **Congrès des Trade-Unions** se prononce contre le démantèlement des usines allemandes et approuve par 6.258.000 voix contre 1.017.000 la rupture avec la F.S.M.

A Bonn, première réunion des deux Chambres du **nouvel Etat fédéral allemand.**

VENDREDI 9. — **Le congrès des Trade-Unions** approuve le principe de la stabilisation des salaires.

Réunion de la commission exécutive de la **C.G.T.-F.O.**

La **C.G.A.** proteste contre la politique agricole du gouvernement.

DIMANCHE 11. — Grève des tramways à **Marseille.**

LUNDI 12. — Les **métallurgistes de la C.F.T.C.** se prononcent pour la liberté des salaires. — La **Confédération des Cadres** se prononce dans le même sens.

MARDI 13. — Constitution à Bonn du nouveau gouvernement de **l'Allemagne occidentale.**

VENDREDI 16. — Ouverture à **Budapest** du procès de Ladislas Rajk et de ses « complices ».

DIMANCHE 18. — La **C.F.T.C.** réclame une augmentation de 15 % du salaire légal. — Frachon, secrétaire de la **C.G.T.**, fait appel à l'unité d'action.

LUNDI 19. — Dévaluation de la **livre sterling.**

MARDI 20. — Dévaluation du **franc.**

Ouverture à Flushing-Meadows de la 4e session de **l'Assemblée générale des Nations Unies.**

MERCREDI 21. — Fin du gouvernement militaire allié en **Allemagne occidentale.**

A **Pékin** Mao Tsé Toung annonce la création d'une république populaire chinoise.

La **C.G.T.** réclame l'échelle mobile des salaires.

Les syndicats **australiens** votent la rupture avec la F.S.M.

JEUDI 22. — Le Sénat des **Etats-Unis** vote le programme d'assistance militaire.

VENDREDI 23. — Le président Truman annonce que les **Soviets possèdent l'arme atomique.**

SAMEDI 24. — Assemblée générale des **syndicats parisiens F.O.** qui propose une grève générale d'avertissement de 24 heures.

DIMANCHE 25. — Le comité national du **M.R.P.** demande le retour aux conventions collectives.

MARDI 27. — Discours de **Tito** contre l'U.R.S.S.

MERCREDI 28. — Dévaluation du **mark.**

Le **Conseil des ministres français** délibère sur la politique économique et sociale.

Grève générale dans la sidérurgie aux **Etats-Unis.**

JEUDI 29. — **L'U.R.S.S.** dénonce son traité d'amitié avec la **Yougoslavie.**

VENDREDI 30. — La **Hongrie** dénonce son pacte d'amitié avec la **Yougoslavie.**

Les marchés de la S.N.C.F.

Dans le *Rail syndicaliste* de septembre, André Lafond montre comment survivent dans les chemins de fer dits nationalisés les combines et les privilèges capitalistes :

Le « Journal officiel » a publié des avenants à la Convention du 31 août 1937. L'influence du ministre des Finances s'en trouve accrue. La structure du Conseil d'administration n'est pas modifiée. Les représentants des anciens réseaux sont maintenus.

Le président Tissier a signalé un fait, coûtant chaque année plusieurs milliards de francs aux contribuables. « **Pensez-vous, a-t-il dit, que si la S.N.C.F., qui est le plus grand consommateur de fuel lourd — un million de tonnes** — (et il convient d'y ajouter l'essence et les autres produits pétroliers) **obtenait la licence d'importation qu'elle réclame en vain, les trusts pétroliers ne lui accorderaient pas un rabais supérieur aux 2,5 pour cent qu'ils lui consentent actuellement ?** »

Nous avons dit avec force au ministre que le président du Conseil d'administration du trust pétrolier est précisément vice-président tout-puissant de la S.N.C.F. ! Et le déficit ferroviaire se mue en bénéfices substantiels pour lui et ses amis.

Une enquête est en cours sur les marchés aussi divers que multiples passés par la S.N.C.F. Elle laisserait apparaître d'autres scandales de même ordre. Aura-t-on le courage de les révéler et surtout de sévir ? Nous avons le droit de dire : pourquoi conserver des administrateurs inspirés par le seul intérêt des firmes, trusts ou sociétés qu'ils gèrent ?

Le mépris de la vie du soldat

Le général Eisenhower relate une conversation avec le maréchal Joukov, dans son livre *Croisade en Europe*. La méthode russe pour attaquer à travers les champs de mines y est exposée. Elle est caractéristique des méthodes russes du commandement de guerre :

Sa description de la méthode russe pour attaquer à travers les champs de mines me fut des plus révélatrices. Les champs de mines allemandes, couverts par un feu défensif, avaient constitué des obstacles tactiques qui nous avaient causé beaucoup de pertes et de retards. C'était toujours une lourde tâche que de frayer un passage à travers ces champs, même malgré les inventions de nos techniciens qui avaient mis au point toutes sortes de dispositifs mécaniques pour détruire les mines sans risques. Le maréchal Joukov me donna une explication très positive de sa façon d'opérer. Voici à peu près ce qu'il me dit :

« Il y a deux sortes de mines : celle dont le but est de faire sauter le soldat, celle qui a pour objet de faire sauter le véhicule. Quand nous arrivons à un champ miné, notre infanterie attaque exactement comme si de rien n'était. Nous considérons les pertes subies par les mines destinées aux soldats simplement équivalentes à celles que nous aurions éprouvées à la suite d'un tir de mitrailleuses et d'artillerie si les Allemands avaient préféré défendre ce secteur avec des troupes plutôt qu'avec un champ de mines. Les attaques d'infanterie ne déclenchant pas les mines destinées à faire sauter les véhicules, nos ingénieurs, après que l'infanterie a atteint l'autre bord du champ de mines et établi une tête de pont, viennent à leur tour et dégagent des passages propres à laisser passer nos véhicules. »

Je m'imaginai facilement ce qui serait arrivé à un chef américain ou anglais s'il avait adopté une pareille tactique. Je m'imaginai encore mieux ce que les hommes de n'importe laquelle de nos divisions auraient à dire sur la question si nous avions essayé de faire d'une telle méthode un élément de notre doctrine tactique. Les Américains évaluent le coût d'une guerre d'après les pertes en vies humaines ; les Russes, eux, ne considèrent que la limite fixée par l'épuisement de la nation. Les Russes, évidemment, comprenaient clairement l'importance du moral des soldats mais pour l'élever et le maintenir, ils comptent surtout sur le succès, sur le patriotisme, voire au besoin sur le fanatisme.

ENTRE NOUS

BIENTOT VINGT-CINQ ANS !

Au mois de janvier 1950, nous pourrons fêter le vingt-cinquième anniversaire de la « Révolution prolétarienne ».

C'est, en effet, au mois de janvier 1925 que parut notre premier numéro.

Pour la circonstance, nous avons formé le projet de réunir les amis de la revue en un repas amical.

Qu'en pensez-vous ?

Nous cherchons un restaurant pas trop cher qui pourrait nous faire un prix modeste et qui disposerait d'une salle pouvant contenir une centaine de convives.

D'ores et déjà, les camarades disposés à participer au repas peuvent s'inscrire. Aussitôt que nous serons fixés sur les conditions, nous en donnerons les détails.

***

Mais il est bien évident qu'il ne suffira pas, pour fêter les 25 ans de la **R.P.**, de se réunir autour d'une table.

Ce qui serait encore mieux, ce serait d'apporter sur cette table une belle moisson d'abonnements nouveaux.

Depuis quelques mois, nous n'en recevons guère.

Nous n'avons pas beaucoup non plus d'adresses d'abonnés possibles.

Maintenant que les vacances sont finies, nos amis ne pourraient-ils pas se remuer un petit peu plus ?

ABONNEMENTS TERMINES

A fin septembre, nous avons envoyé plus de trois cents circulaires de fin d'abonnement. Chaque circulaire était accompagnée d'une formule de versement à notre chèque postal 734.99 Paris.

Les règlements des P.T.T. nous obligent à affranchir ces plis au tarif des lettres, c'est-à-dire à 15 fr. Nous avons déboursé près de 5.000 francs de timbres-poste.

Pour réduire nos frais, il serait intéressant que nos abonnés notent avec soin la date de la fin de leur abonnement, et qu'ils nous envoient spontanément leur renouvellement. Cela économiserait de l'argent, et du travail (qui pourrait être mieux employé).

Nous avons complètement renoncé au recouvrement postal, en raison des gros frais qu'il entraine.

Aussi bien, les abonnés qui n'auraient pas encore renouvelé, voudront bien le faire à la réception du présent numéro. D'avance, nous les en remercions.



Le gérant : J.-P. FINIDORI

Les Editions Polyglottes
232, rue de Charenton, Paris-12e

D'où vient l'argent ?

MOIS DE SEPTEMBRE 1949

RECETTES		
Abonnements :		
Ordinaires	15.970	
De soutien	3.000 =	18.970
Souscriptions		2.485
Vente « R. P. »		8.172
Publicité et divers		2.260
Total des recettes		31.887
En caisse au 1er septembre		127.883
		159.770
DEPENSES		
Frais généraux :		
Timbres P. T. T.	9.650	
Divers	210 =	9.860
SOLDE :		
En espèces	11.516	
Chèque postal	138.394 =	149.910
DU :		
Impression :		
Solde d'août		8.350
Numéro de septembre		48.750
		57.100

SOUSCRIPTIONS

M. Brugiion (Aisne) 50 ; Ardisson (Var) 400 ; A. Gauthier (Vienne) 300 ; Lerda (B.-du-Rhône) 50 ; Collinot (Ille-et-Vilaine) 55 ; Pierre Martin (Drôme) 100 ; Degrandsart (B.-du-Rhône) 100 ; Balandreau (Drôme) 50 ; Argence (Isère) 200 ; Mlle Nicolas (Finistère) 100 ; Yvernel (Paris) 50 ; H. Vergnolle (Paris) 1.100 ; Divers 230. — Total : 2.485 francs.

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Lebon (Seine) 1.000 ; L. Taragnat (Seine) 1.000 ; J.-L. Bureau (Alger) 1.000. — Total : 3.000 francs.